

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ À

L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À CHICOUTIMI

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DE LA MAÎTRISE EN ÉTUDES RÉGIONALES

PAR

ROBERT LAROUCHE

B.sp. en sciences sociales

LE MYTHE DU DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

ET LES SODEQ DU QUÉBEC

Une étude de cas: la SODEQ Sagamie

SEPTEMBRE 84



Mise en garde/Advice

Afin de rendre accessible au plus grand nombre le résultat des travaux de recherche menés par ses étudiants gradués et dans l'esprit des règles qui régissent le dépôt et la diffusion des mémoires et thèses produits dans cette Institution, **l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC)** est fière de rendre accessible une version complète et gratuite de cette œuvre.

Motivated by a desire to make the results of its graduate students' research accessible to all, and in accordance with the rules governing the acceptance and diffusion of dissertations and theses in this Institution, the **Université du Québec à Chicoutimi (UQAC)** is proud to make a complete version of this work available at no cost to the reader.

L'auteur conserve néanmoins la propriété du droit d'auteur qui protège ce mémoire ou cette thèse. Ni le mémoire ou la thèse ni des extraits substantiels de ceux-ci ne peuvent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation.

The author retains ownership of the copyright of this dissertation or thesis. Neither the dissertation or thesis, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

RESUME

LE MYTHE DU DEVELOPPEMENT REGIONAL
ET LES SODEQ DU QUEBEC

Une étude de cas: la SODEQ Sagamie

Ce mémoire de recherche a comme objectif global d'analyser l'impact des Sociétés de développement de l'entreprise québécoise (SODEQ) sur le développement socio-économique des régions du Québec. On établira un profil global de la situation des SODEQ afin de déterminer si leur mission de développement régional a été réalisée et de saisir quels sont les principaux acteurs sociaux qui en ont profité.

Précisons que les SODEQ furent créées spécifiquement dans le but d'aider financièrement les PME manufacturières, considérées comme une source prioritaire d'emplois, et dans celui de leur offrir une assistance technique dans la gestion. Le gouvernement du Québec considérait la création des SODEQ comme un outil de développement socio-économique mis à la disposition des régions du Québec et qui devait compléter les sources de financement existantes. Le gouvernement devait aussi, pour les attirer en grand nombre, accorder aux investisseurs des avantages fiscaux, se privant ainsi de ressources financières devant être redistribuées dans les régions. La problématique concerne donc l'analyse des intervenants dans l'implantation des SODEQ dans les régions du Québec. Quels ont été les bénéficiaires de l'aide accordée par ces organismes? Quel impact réel a-t-elle eu dans le développement régional?

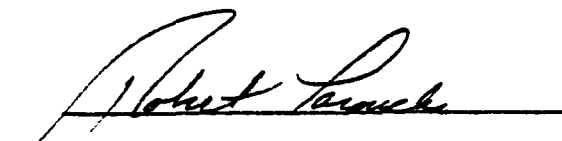
L'illustration de notre problématique se fera par l'étude de la SODEQ de la région du Saguenay-Lac St-Jean appelée SODEQ Sagamie.

Notre analyse portera sur la typologie des promoteurs et celle des actionnaires, et sur l'impact des investissements dans les PME manufacturières régionales. Nous vérifierons si cet organisme a effectivement joué un rôle important dans le développement socio-économique de la région et si l'ensemble de la population en a profité.

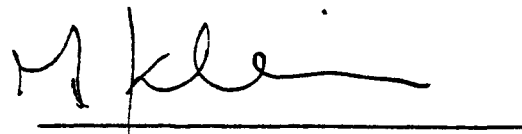
Nous avons utilisé la méthode d'enquête par entrevue. Un guide d'entrevue a été rédigé et des questions ouvertes portant sur différents aspects des SODEQ ont été formulées. Les interviewés étaient des dirigeants de la SODEQ Sagamie et des administrateurs des entreprises rattachées à celle-ci. Le contenu des entrevues a été dûment enregistré sur cassettes et transcrit sur près de 800 fiches.

Le travail se divise en trois parties: d'abord, les deux premiers chapitres font état des théories socio-économiques qui ont le plus influencé les états modernes, et particulièrement le Québec, soit la théorie libérale de Friedman, la théorie interventionniste de Galbraith et enfin la théorie de la dépendance. Ensuite, les chapitres 3 et 4 analysent les SODEQ du Québec dans un contexte historique et établissent un profil global de ces organismes. Enfin, les chapitres 5, 6 et 7 étudient spécifiquement le cas de la SODEQ Sagamie.

La contribution principale de notre étude consiste en une analyse critique des SODEQ et la situation de celles-ci dans le contexte historique du développement de l'économie capitaliste. On a tenté de saisir le rôle des SODEQ dans le contexte global et régional de la société québécoise. On a voulu démontrer que les élites régionales québécoises se sont emparées de ces organismes et les ont utilisés dans leurs propres intérêts.



Robert Larouche,
Étudiant à la M.E.R.



Juan-Luis Klein,
Directeur du mémoire

REMERCIEMENTS

Ce mémoire de recherche a nécessité le soutien financier et pédagogique de plusieurs intervenants à différentes étapes du travail.

En ce qui concerne le soutien financier, j'aimerais remercier les organismes suivants: d'abord, le Gouvernement du Québec par le biais du fonds F.C.A.C.; ensuite, l'Université du Québec à Chicoutimi par l'intermédiaire du Programme d'Aide Institutionnelle à la Recherche (P.A.I.R.) et enfin, la Fondation Régionale des Artisans COOP-Vie.

Si l'appui financier est nécessaire pour la réalisation de certains travaux de recherche, par ailleurs, le soutien pédagogique est fondamental pour la réussite d'un mémoire de recherche. A ce titre, j'aimerais d'abord remercier les membres du Conseil d'administration de la SODEQ Sagamie et les dirigeants des entreprises partenaires qui ont accepté de participer à notre enquête par entrevues. Ensuite, je voudrais souligner d'une façon très particulière le travail d'encadrement pédagogique réalisé par mon directeur de thèse, Juan-Luis Klein, professeur de géographie et directeur de la Maîtrise en Etudes Régionales à l'U.Q.A.C. Son assiduité, sa disponibilité et ses conseils judicieux ont été pour moi une source d'inspiration et une motivation importante à la conception de ce travail de recherche. Enfin, je remercie Madame Jacinthe Ratté pour le travail de dactylographie et la reproduction des tableaux.

TABLE DES MATIERES

	Page
REMERCIEMENTS	ii
TABLE DES MATIÈRES	vii
LISTE DES TABLEAUX	ix
LISTE DES FIGURES	iii
INTRODUCTION.	1
CHAPITRE I: DES THEORIES DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE AUX NOUVEAUX INSTRUMENTS DE FINANCEMENT	4
1.1 L'intervention de l'état et le pouvoir compensateur selon J.K. Galbraith	5
1.2 Le néo-libéralisme de Milton Friedman.	8
1.3 La théorie de la dépendance et le cas du Québec.	12
1.3.1 Le concept de dépendance.	13
1.3.2 La dépendance vue à travers l'exemple du Québec	13
CHAPITRE II: DE LA REVOLUTION TRANQUILLE A LA CONSOLIDATION DE L'ETAT	17
CHAPITRE III: LES SODEQ: LEUR FONDEMENT HISTORIQUE ET LEUR ATOUT ECONOMIQUE	28
3.1 Origines et principes instigateurs des SODEQ	29
3.2 Arguments favorables à la création d'un organisme de financement	33
3.2.1 Les faiblesses de l'économie québécoise	33
3.2.2 Stratégie de développement économique	36

	Page
3.2.3 Objectifs spécifiques de la stratégie proposée par la Chambre de Commerce.	38
3.2.4 Mesures et conditions préalables à la création du Fonds d'investissement pour le développement de l'entreprise québécoise (FIDEQ)	42
3.3 Conséquences de cette analyse.	44
CHAPITRE IV: CONTEXTE, NATURE ET IMPLICATION DE LA LOI SUR LES SODEQ	47
4.1 Contexte du projet de loi.	47
4.1.1 La notion de capital de risque.	49
4.1.2 La nature des exemptions fiscales	50
4.1.3 L'exclusion des entreprises communautaires.	51
4.2 Nature et concepts de la loi des SODEQ	53
4.2.1 Les concepts de la loi.	53
4.2.2 La nature de la loi	56
CHAPITRE V: LA SODEQ: SES LIMITES ET SES PERSPECTIVES.	73
5.1 Le contexte historique	74
5.1.1 Les raisons économiques	74
5.1.2 Les raisons politiques.	75
5.1.3 Les raisons sociales	76
5.2 Perceptions de la SODEQ.	77
5.3 Les objectifs de la SODEQ.	80
5.3.1 Les objectifs généraux.	80
5.3.2 Les objectifs particuliers.	81
5.4 Cadre légal de la SODEQ.	83
5.4.1 Les avantages de la loi	83
5.4.2 Les contraintes de la loi	85
5.4.3 Les amendements proposés par la loi	86
5.5 Les perspectives de la SODEQ	87

	Page
CHAPITRE VI: LA SODEQ SAGAMIE: ORIGINE, FONCTIONNEMENT ET RESULTATS	92
6.1 Typologie des principaux acteurs de la SODEQ Sagamie	93
6.1.1 La provenance des promoteurs.	93
6.1.2 Typologie des actionnaires.	97
6.2 Fonctionnement de la SODEQ Sagamie	101
6.2.1 Organigramme.	101
6.2.2 Financement de la SODEQ Sagamie	107
6.2.3 Liens politiques avec d'autres organismes	108
6.3 Activités de la SODEQ Sagamie.	109
6.3.1 Nature des investissements.	110
6.3.2 Résultats des investissements	115
CHAPITRE VII: ETUDE SPECIFIQUE DES PROJETS DE LA SODEQ SAGAMIE.	118
7.1 Les projets de la SODEQ Sagamie.	118
7.1.1 L'entreprise Produits Alimentaires Allard Inc.	118
7.1.2 L'entreprise Ebénisterie La Baie Inc.	122
7.1.3 L'entreprise Boulianne Inc.	124
7.1.4 L'entreprise Drainbec Inc.	125
7.1.5 L'entreprise Electro Mécanic Ohmec Inc.	126
7.2 Causes des difficultés financières des entreprises partenai- res de la SODEQ Sagamie	127
7.2.1 Objectifs irréalistes de la SODEQ Sagamie	128
7.2.2 Territoire restreint et marché limité	128
7.2.3 Les facteurs de risque, de financement et de disponi- bilité de la SODEQ Sagamie.	130
7.3 Bilan de la SODEQ Sagamie.	130
7.3.1 Les problèmes actuels	130
7.3.2 La position de l'administration de la SODEQ Sagamie	133
7.3.3 Orientations et choix de développement.	134

CONCLUSION	136
ANNEXE I: Liste des entrevues	140
ANNEXE II: Schéma d'entrevue s'adressant aux administrateurs. . .	141
ANNEXE III: Schéma d'entrevue pour les dirigeants de PME.	144
BIBLIOGRAPHIE.	146

LISTE DES TABLEAUX

- Tableau 1: Répartition des SODEQ du Québec, selon la loi de 1976
- Tableau 2: Répartition des SODEQ du Québec en 1983
- Tableau 3: Répartition des professions des membres des conseils d'administration de certaines SODEQ du Québec en 1982
- Tableau 4: Situation financière globale des SODEQ en 1981
- Tableau 5: Répartition des placements des SODEQ du Québec selon le secteur d'activités en 1980, 1981, 1982
- Tableau 6: Perceptions de la SODEQ selon la fonction des interviewés
- Tableau 7: Perceptions de la loi sur les SODEQ selon la fonction des interviewés
- Tableau 8: Perspectives de la SODEQ selon la fonction des interviewés
- Tableau 9: Montants investis de différents organismes dans la SODEQ Sagamie en 1983
- Tableau 10: Répartition des promoteurs de la SODEQ Sagamie selon le type d'activités et le secteur géographique
- Tableau 11: Objectifs des promoteurs de la SODEQ Sagamie selon leur rôle et leur implication
- Tableau 12: Répartition du nombre des actionnaires de la SODEQ Sagamie selon le montant investi en 1983
- Tableau 13: Répartition du nombre des actionnaires de la SODEQ Sagamie selon le type de professions
- Tableau 14: Evolution de la nomination des membres du conseil d'administration de la SODEQ Sagamie

Tableau 15: Résultats des dossiers étudiés par la SODEQ Sagamie

Tableau 16: Montants investis de la SODEQ Sagamie dans les PME manufacturières du Saguenay-Lac St-Jean

Tableau 17: Raisons des demandes de financement des entreprises partenaires de la SODEQ Sagamie

Tableau 18: Profil de la création d'emplois selon les montants investis de la SODEQ Sagamie dans les entreprises

Tableau 19: Situation actuelle des entreprises financées par la SODEQ Sagamie

LISTE DES FIGURES

Figure I: Répartition du capital-actions des SODEQ du Québec en 1980, 1981, 1982

Figure II: Organigramme de la SODEQ du Québec

Figure III: Organigramme de la Pâtisserie Allard Ltée, de ses filiales et des parts détenues par chacun des partenaires

INTRODUCTION

Les problèmes de développement régional, provoqués par des mesures inefficaces, ont entraîné le gouvernement québécois à axer ses politiques en fonction du développement des PME. Une des mesures incitatives mises de l'avant par l'Etat québécois pour aider les PME manufacturières, a été l'adoption d'une loi cadre régissant les Sociétés de Développement de l'Entreprise Québécoise (SODEQ). Celles-ci avaient pour objectif d'aider financièrement les PME manufacturières des différentes régions du Québec et de leur offrir une assistance technique pour la gestion de leur entreprise. Faisant suite à cette loi, des entrepreneurs et des agents du gouvernement se sont concertés pour établir une SODEQ au Saguenay-Lac St-Jean, ce qui eut lieu en 1979.

Notre recherche tentera d'évaluer l'impact de cette SODEQ en ce qui concerne l'encouragement de PME manufacturières dans notre région et en ce qui concerne le développement socio-économique dans son ensemble. Plus spécifiquement, notre recherche tentera de saisir les caractéristiques (classes sociales, groupes socio-professionnels) des acteurs sociaux qui ont participé au processus de création des SODEQ et à leur consolidation.

D'abord, nous étudierons les théories socio-économiques qui, à notre avis, ont inspiré les interventions des gouvernements dans la sphère de l'économie. Nous nous limiterons à la problématique des économies dites capitalistes. Ainsi, il sera pertinent d'analyser les deux grandes tendances qui supportent les économies capitalistes, soit le courant

prônant l'Etat libéral et celui prônant l'Etat interventionniste. Nous essaierons donc de clarifier les principes de base qui inspirent chacune des tendances et de voir comment ils influencent l'action des gouvernements.

Après avoir analysé les principes qui orientent l'intervention des Etats capitalistes dans l'économie et dans le développement, nous essaierons de visualiser les limites structurelles et ces interventions. Aussi, nous prendrons l'exemple du Québec et nous analyserons les critiques formulées par les auteurs qui s'inspirent de la théorie de la dépendance. Ainsi, nous verrons que le gouvernement du Québec s'est assuré une base d'accumulation provinciale en s'impliquant de plus en plus dans les activités économiques, soit de façon directe (subventions, sociétés d'Etat, participation à des compagnies à capital mixte), soit de façon indirecte (subventions d'infrastructure comme les autoroutes, les parcs industriels, etc...), soit par sa politique fiscale (dégrèvements d'impôts, taille du secteur public). Nous ferons l'hypothèse que la création des SODEQ illustre l'intervention étatique par des politiques fiscales.

Ensuite, pour mieux documenter cette hypothèse, nous examinerons les principes ayant inspiré la création de ce nouvel organisme financier et les principaux acteurs ayant prôné son existence. Nous verrons alors que l'Etat et les bourgeoisies locales se concertent pour maintenir certains privilèges de ces dernières.

Enfin, à travers l'étude de la SODEQ du Saguenay-Lac St-Jean, appelée SODEQ Sagamie, nous illustrerons la création des SODEQ. Nous scruterons la composition socio-professionnelle de ses membres actionnaires et des membres de son conseil d'administration. Nous analyserons, par ailleurs, l'impact des investissements qui ont été suscités par la SODEQ Sagamie dans les entreprises de la région. Par cette étude,

nous serons en mesure d'apprécier dans quelle mesure la SODEQ Sagamie a contribué à la création d'emplois et, par conséquent, au développement régional.

Bref, nous essaierons de vérifier l'hypothèse suivante: la SODEQ Sagamie est un prétexte utilisé par une partie de l'élite locale de la région du Saguenay-Lac St-Jean en vue d'accroître le rendement de leurs investissements en profitant d'exemptions fiscales. De cette première hypothèse en découle une deuxième: le développement régional ne serait pas au centre des préoccupations de la SODEQ Sagamie.

Méthodologie

La méthode que nous utiliserons pour approfondir ces hypothèses est celle de l'enquête de terrain par entrevues auprès des administrateurs de la SODEQ Sagamie et auprès des dirigeants de PME ayant obtenu une aide financière de celle-ci. Cette enquête, dûment enregistrée, a été réalisée entre le 18 avril et le 1er juin 1983¹. Les entrevues ont duré, en moyenne, une heure et le contenu de celles-ci a été transcrit sur près de 800 fiches.

En ce qui concerne l'étude des SODEQ, en général, elle a été effectuée à partir des documents officiels et du dépouillement systématique de plusieurs journaux du Québec entre les années 1976 et 1984 (Les Affaires, Finance, Le Devoir, La Presse, Le Soleil, Le Quotidien).

Nous sommes conscients que les SODEQ existent seulement depuis 1976 et que certaines hypothèses peuvent paraître prématurées, mais il nous semble primordial de jeter un regard critique sur les actions passées et présentes de ces organismes afin d'évaluer leur orientation.

(1) Plus de détails et d'informations seront communiqués au début du chapitre 5.

CHAPITRE PREMIER

DES THEORIES DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE AUX NOUVEAUX INSTRUMENTS DE FINANCEMENT

Si la crise des années trente a suscité l'élaboration d'une nouvelle théorie économique, celle de l'état keynésien ¹, la crise des années soixante-dix montre plutôt une tendance au retour vers des théories plus classiques prônant l'Etat libéral, où la régulation économique et sociale est assurée par la concurrence et le marché, et non par les institutions publiques ². Ce problème de renforcement de l'Etat libéral a été analysé par des économistes inspirés du néo-libéralisme. Par ailleurs, d'autres auteurs ont étudié le problème d'un point de vue plus critique, en se basant sur les postulats de la théorie de la dépendance ³.

-
- (1) Théorie économique basée sur la nécessité de l'intervention de l'Etat dans l'économie par différents mécanismes dont Lord Maynard Keynes (1883-1946) en a illustré ses principes dans la Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie, publiée en 1936.
 - (2) GALBRAITH, J.K., L'Ere de l'opulence, Ed. Calman-Levy, Paris, 1961, p.30; mentionnons que la théorie du libéralisme économique a été, à l'origine, développée par Adam Smith (1723-1790) et repris par Milton Friedman.
 - (3) Les principaux auteurs qui ont contribué à élaborer les concepts de dépendance sont Dos Santos, "The structure of dependance" in K. Fom, D.C. Hodges Reading in U.S. imperialism, Boston, Extending Horsyin Books, 1971, pp. 225-236; F.H. Cardoso, Politique et développement dans les sociétés dépendantes, Paris, Anthropos, 1971; Frank Gunder A., Le développement du sous-développement: l'Amérique latine, Paris, Maspero, 1969 et Capitalisme et sous-développement en Amérique Latine, Paris, Maspero, 1968; S. Amin, Le développement inégal, Paris, Minuit, 1973. En ce qui concerne l'application de la théorie de dépendance au Québec, les auteurs suivants en sont les instigateurs: Maurice St-Germain, Une économie à libérer, Le Québec analysé dans ses structures économiques, P.U.M., 1973, 471 p.; Jules Savaria, "Le Québec est-il une société périphérique?", Sociologie et société, Vol. 2, Nov. 1975, pp. 115-128 et G. Bernier, "Le cas québécois et les théories de développement et la "dépendance", in Edmond Orban ed., La modernisation politique du Québec, Boréal Express, Montréal, 1976, pp. 19-54

On distingue trois grands courants dans l'analyse de ce problème. D'abord l'analyse keynésienne, ensuite celle appelée néo-libérale, et enfin, l'analyse critique d'inspiration marxiste. Il nous semble important de situer notre recherche relativement à ces trois courants qui ont marqué l'interprétation des faits sociaux et économiques au Québec pendant les vingt dernières années.

1.1 L'intervention de l'Etat et le pouvoir compensateur selon J.K. Galbraith

Si la formulation de la théorie interventionniste de l'Etat est l'oeuvre de John Maynard Keynes au début des années trente, sa vulgarisation revient à John Kenneth Galbraith. Soulignons que cet économiste a eu de plus une influence importante dans les principales décisions des états modernes. Il est donc normal qu'on examine la théorie keynésienne à travers son oeuvre.

Cet auteur situe de manière plus concrète et plus historique l'analyse keynésienne⁴, lorsqu'il postule que sous le capitalisme concurrentiel les propriétaires détenaient le pouvoir et le contrôle des entreprises et, d'une certaine façon, avaient une influence directe sur la production et la consommation, alors que sous le capitalisme avancé, les managers et les cadres ont accaparé le pouvoir de direction. Ce pouvoir était détenu autrefois par les grosses fortunes. Aujourd'hui, le prestige et le pouvoir s'identifient bien plus à ceux qui administrent la production⁵. Selon Galbraith, c'est donc une nouvelle structure qui administre et contrôle les grandes entreprises, celle de la "technostructure".

(4) ALBERTINI, J.M., SOLEM, A., Comprendre les théories économiques, Tome 1, Ed. Du Seuil, Paris, 1983, p. 29.

(5) GALBRAITH, J.K., op. cit., pp.89 et 94.

En réponse à la crise de surproduction des années trente et pour éviter sa répétition, le courant de pensée représenté par Galbraith prône que l'Etat doit agir sur la demande pour garantir la stabilité de la consommation. Les mécanismes proposés par ce courant cherchent à provoquer une augmentation de la demande par des dépenses gouvernementales supérieures aux impôts, ou d'en retrancher une partie par une imposition supérieure aux dépenses, le gouvernement pouvant ainsi contrôler le niveau de la production ⁶. L'Etat devenait donc l'instrument de régulation de l'économie capitaliste par sa politique fiscale.

La dépression des années trente a amené Keynes, selon Galbraith, à considérer que ni le chômage ni l'inflation ne sont des phénomènes anormaux et que l'économie peut trouver son point d'équilibre à n'importe quel stade de son fonctionnement ⁷. Plus loin, Galbraith explique que la notion d'excès d'épargne et d'insuffisance d'investissements définit la nature de l'intervention gouvernementale. Par l'emprunt public, les dépenses ou des changements appropriés dans le régime fiscal, le gouvernement pourrait compenser l'insuffisance des dépenses privées ⁸. Toujours selon Galbraith, avec le développement des monopoles, l'équilibre du marché est assuré par le pouvoir compensateur. Ce concept consiste simplement à maintenir le vendeur dans un état d'incertitude quant aux intentions d'un acheteur qui lui est indispensable. Et il ajoute que si le rôle du pouvoir compensateur est d'une importance décisive en tant que régulateur de l'exercice du pouvoir économique privé, il n'a toutefois pas une portée universelle. Certaines industries n'ont jamais à l'affronter, soit qu'elles soient intégrées jusqu'au consommateur, soit que leur production s'écoule au moyen d'une organisation commerciale dépendante. Même si l'auteur reconnaît le phénomène du contrôle de l'économie par certains monopoles, il affirme toutefois

(6) GALBRAITH, J.K., L'Ere de l'opulence, op. cit. p. 179

(7) GALBRAITH, J.K., Le capitalisme américain, Ed. Génin, 2e édition, Paris, 1966

(8) Ibid, p. 103

la nécessité de l'intervention de l'Etat. Le pouvoir compensateur ne peut fonctionner qu'à travers la faiblesse de la demande, sinon il disparaît lorsqu'il y a excès de demande et avec lui disparaît le rôle régulateur et limitatif qu'il remplit ⁹.

Comme le pouvoir appartient aux grandes organisations de production, il est exercé non par le capital, mais par l'organisation, non par le capitaliste mais par le bureaucrate industriel. De plus, les dirigeants actuels des grandes firmes ne sont pas les actionnaires des entreprises mais son conseil d'administration ¹⁰.

Dans les économies occidentales, les marchés sont dominés par les grandes entreprises: celles-ci fixent les prix et cherchent à s'assurer une demande pour ce qu'elles ont à vendre ¹¹. Pour expliquer la planification d'une telle organisation, Galbraith formule le concept de technostructure qui "englobe tous ceux qui apportent des connaissances spécialisées, du talent ou de l'expérience aux groupes de prise de décision" ¹².

Cette structure typique de la grande entreprise est définie comme étant un appareil collectif de prise de décision destiné à mettre en commun et à évaluer les informations fournies par de nombreux individus en vue de parvenir à des décisions qui débordent le cadre des connaissances individuelles ¹³.

(9) Ibid, en particulier voir les pages 152-163

(10) GALBRAITH, J.K., Le nouvel état industriel, Ed. Gallimard, 3^e édition, 1979, pp.20-40

(11) Ibid, p. 73

(12) Ibid, p. 112

(13) Ibid, p. 119

En résumé, les deux buts prioritaires de la technostructure résident dans la recherche d'un niveau de bénéfices assurés et d'un taux maximum de croissance lui permettant d'autofinancer tous les investissements nécessaires¹⁴.

On peut résumer la thèse keynésienne, tel que vulgarisée par Galbraith, par l'énoncé suivant: les petites et moyennes entreprises sont enracinées dans le système de marché qui fonctionne selon les règles de la concurrence et les grandes entreprises constituent l'élément principal du système de planification qui contrôle les prix et la demande.

La solution proposée par Galbraith pour contrer les effets de la spirale inflationniste est de laisser à l'Etat le soin d'assurer la régulation des salaires et des prix¹⁵. Pour bien montrer l'importance que la grande entreprise détient dans l'économie, l'auteur affirme qu'elle est un bras de l'Etat, celui-ci étant lui-même un instrument du système¹⁶, ce qui constitue, à notre avis, l'un des aspects les plus novateurs et les plus intéressants de sa théorie.

1.2 Le néo-libéralisme de Milton Friedman

En réaction aux chercheurs préconisant la nécessité de l'intervention de l'Etat dans l'économie, les tenants de la non-intervention, du laisser-faire et de la liberté d'entreprise, formulent une approche néo-libérale dont le principal défenseur est Milton Friedman. Nous étudierons les grands principes qui sont à la base de la pensée de cet économiste.

(14) Ibid, p. 221

(15) Ibid, p. 295

(16) Ibid, p. 341

1.2.1 La prédominance du marché

Soulignons, au préalable, que les sources d'inspiration de Friedman se trouvent dans l'analyse libérale classique, principalement dans les postulats soutenus par Adam Smith. Selon un de ces postulats, la richesse d'une nation résulte de la poursuite diligente par chaque citoyen de ses intérêts propres. En agissant, selon son propre intérêt, l'individu sert l'intérêt public, il est guidé en cela comme par une main "invisible". Smith soutient que mieux vaut la main "invisible" que la main "visible", "incompétente" et "tyranique" de l'Etat ¹⁷.

En accord avec Adam Smith, Friedman soutient que la concentration du pouvoir entre les mains du gouvernement constitue un danger pour l'homme ordinaire ¹⁸. Selon cet auteur, il est primordial pour le système capitaliste de n'avoir aucune contrainte à la liberté d'entreprise, au marché, à la fixation des prix, etc...

"L'initiative privée pourra-t-elle encore triompher des effets étouffants du contrôle gouvernemental si nous continuons d'accorder davantage de pouvoir au gouvernement et d'autoriser une "nouvelle classe" de fonctionnaires à dépenser des proportions toujours plus importantes de notre revenu, soit-disant dans notre intérêt?" ¹⁹

Il ajoute, pour renforcer son opposition à toute intervention de l'Etat que, par ses différentes politiques extérieures et intérieures, ses réglementations dans les industries et sa fiscalité, le gouvernement

(17) GALBRAITH, J.K., Le temps des incertitudes, Ed. Gallimard, Paris, 1978, p. 25

(18) FRIEDMAN, Rose et Milton, La liberté du choix, Ed. Pierre Belfond, 1980, p. 16

(19) Ibid, p. 19

constitue la source "principale du blocage" du système de libre marché et provoque une "inflation inadmissible" ²⁰. L'argumentation de Friedman est basée sur l'individu lorsqu'il affirme que l'égalité et la liberté sont essentielles et que seul l'individu devrait constituer la véritable préoccupation de toute politique gouvernementale ²¹.

Il associe la notion de liberté individuelle à l'originalité, la créativité, l'efficacité, en soutenant que:

"Les produits médiocres sont tous produits par le gouvernement ou par des industries réglementées par le gouvernement. Les produits remarquables sont tous produits par l'entreprise privée avec peu d'intervention gouvernementale ou même pas du tout". ²²

Non seulement l'auteur souligne les mérites de l'entreprise privée mais il nous déclare aussi que le marché libre protège le consommateur:

"... dans l'ensemble, la concurrence du marché, quand on la laisse fonctionner, protège le consommateur mieux que tous les mécanismes gouvernementaux venus successivement se superposer au marché". ²³

Pour illustrer l'inefficacité des interventions de l'Etat dans l'économie, il nous montre comment les dépenses de l'Etat peuvent bloquer le fonctionnement de l'économie:

(20) Ibid, p. 30

(21) Ibid, p. 151

(22) Ibid, p. 178

(23) Ibid, p. 213

"Les emprunts de l'Etat au public détournent des capitaux qui seraient utilisés dans le secteur privé, et ils augmentent donc le taux d'intérêt. Il devient à la fois plus difficile et plus cher d'emprunter qu'il s'agisse de prêts hypothéqués pour de nouveaux logements ou bien de prêts commerciaux pour les hommes d'affaires" 24.

Friedman résume sa pensée lorsqu'il définit l'homme libéral comme le défenseur de la liberté et de l'individualisme, son objectif étant de protéger au maximum la liberté de chaque individu et de s'opposer à toute intervention de l'Etat qui altère le marché de la concurrence ²⁵.

La propriété privée est donc au centre de ses préoccupations et toute son argumentation a pour but de la protéger.

1.2.2 Les causes de l'inflation

Friedman voit les causes principales de l'inflation dans les actions suivantes de l'Etat:

- 1- l'obligation du gouvernement d'augmenter ses dépenses alors qu'il n'est pas en mesure d'augmenter officiellement les impôts,
- 2- l'objectif du plein-emploi qui a donné lieu à la politique du même nom,
- 3- les erreurs commises par les banques centrales qui ont pensé qu'elles devaient s'occuper de taux d'intérêt a-

(24) Ibid, p. 260

(25) FRIEDMAN, Milton, Capitalism and Freedom, The University of Chicago Press, U.S.A., 1962, p. 39

lors que leur tâche consistait à contrôler la quantité de monnaie.

La seule solution à ce problème consisterait pour le gouvernement dans la diminution des dépenses et dans la réduction de la fabrication de la monnaie ²⁶. C'est ce qu'on a appelé la politique monétaire.

Bref, la théorie du néo-libéralisme de Milton Friedman peut se résumer par cette phrase:

"Fixer les prix et les problèmes se multiplieront; laisser les prix se déterminer d'eux-mêmes et les problèmes disparaîtront comme par enchantement" ²⁷.

1.3 La théorie de la dépendance et le cas du Québec

Ces deux théories (interventionnisme et néo-libéralisme) constituent, à nos yeux, les principales influences auprès des gouvernements nord-américains depuis les années soixante.

La crise du capitalisme a suscité cependant des approches critiques et innovatrices qu'on regroupe sous le nom de la théorie de la dépendance.

Les auteurs qui préconisent ces approches soutiennent que pour saisir le fonctionnement des économies, il est important de considérer deux aspects: leur degré d'autonomie et leur type de relations extérieures avec d'autres économies. Aussi, nous étudierons l'apport de la théorie de la dépendance à l'explication de la crise.

(26) FRIEDMAN, Milton, Inflation et systèmes monétaires, Ed. Calman-Lévy, Paris, 1977, pp. 79-80

(27) Ibid, p. 327

1.3.1 Le concept de dépendance

D'abord, il est utile de voir comment on peut définir le concept de dépendance:

"Elle (la dépendance) peut être définie comme la situation de certaines économies, voire sociétés, dont le développement économique a historiquement répondu aux besoins de la classe du capital dominant à l'échelle mondiale et ce non pas par l'absence d'une structure industrielle et donc d'une bourgeoisie locale, mais par leur asservissement économique, technologique et politique" 28.

Dorval Brunelle lie la dépendance aux secteurs économiques qui sont absorbés par d'autres économies. Pour cet auteur, la dépendance

"indique d'abord et avant tout un processus dynamique en vertu duquel des secteurs relativement "développés" sont progressivement détruits et contribuent à accroître la dépendance de l'ensemble de la société à l'endroit d'autres secteurs plus développés sans doute, mais non moins dominés à leur tour, par exemple, par le capital étranger" 29.

1.3.2 La dépendance vue à travers l'exemple du Québec

En prenant l'exemple du Québec, St-Germain affirme qu'il y a une double dépendance: premièrement, à l'égard des Etats-Unis dans le domaine de commerce extérieur, des investissements, des firmes plurinationales, de la technologie, du syndicalisme et de la culture; deuxièmement,

(28) KLEIN, Juan-Luis, Région, déploiement du capital et coût du travail. Contribution à l'analyse de la croissance manufacturière dans la région de Québec. Thèse de doctorat, Université Laval, Québec, Mai 1981, pp. 83-84

(29) BRUNELLE, Dorval, La désillusion tranquille, Hurtubise HMH, Montréal, 1978, p. 46.

mement à l'égard du Canada anglais qui s'exerce à partir de l'Ontario et de la minorité anglo-qubécoise ³⁰.

De son côté, Bernier explique la dépendance québécoise en remontant aux racines coloniales:

"Il y a tout d'abord la période coloniale marquée par une forme de dépendance externe à caractère politique et économique (...) (et ensuite il y a) la dépendance ou colonialisme interne, qui s'élabore à compter du milieu du 19ième siècle et se maintient jusqu'à nos jours" ³¹.

Selon cet auteur, la dépendance du Québec s'est développée en trois périodes:

- 1- De 1760 à 1867, avec le développement du capitalisme commercial et l'émergence du capitalisme industriel de même que la formation et le triomphe d'une bourgeoisie canadienne caractérisée par l'absence de ses rangs de l'élément francophone.
- 2- De 1867 à 1945, période de la véritable mainmise du capital étranger sur l'économie québécoise, dans la mesure où les capitaux américains remplacent progressivement les capitaux britanniques.
- 3- De 1945 à 1975, période de l'apparition des principes de gestion du capitalisme moderne: rationalité, efficacité, planification ³².

(30) ST-GERMAIN, M., Une économie à libérer, op. cit., pp.412-414

(31) BERNIER, G., "Le cas québécois", op. cit. pp. 46-47

(32) Ibid, pp. 49-50

Certains auteurs insistent sur le degré de dépendance et ce, pour l'ensemble du continent nord-américain:

"Ce qui diffère dans les circonstances de l'après-guerre, c'est essentiellement le degré de dépendance qui sera visé et atteint avec la mise en place d'un véritable système continental unifié et touchant aussi bien les niveaux économique, politique, militaire qu'idéologique et culturel, de la vie sociale" 33.

En fait, la dépendance de l'économie québécoise de celle des Etats-Unis semble être une réalité évidente pour certains auteurs:

"L'économie québécoise dépend étroitement du marché américain qu'elle fournit en matières premières et où elle s'approvisionne massivement en produits manufacturiers et surtout en capitaux. Sa technologie s'est développée principalement dans le domaine des transports, la production de l'énergie et l'extraction des matières premières. Les industries de transformation par contre sont trop peu nombreuses" 34.

La dépendance du Québec semble s'accentuer davantage malgré l'intervention de l'Etat puisqu'il ne contrôle pas les principaux pouvoirs économiques et fiscaux et ce, même si plusieurs auteurs ont constaté les lacunes de cette situation ³⁵. Si, d'un côté, on réclame l'intervention accrue de l'Etat québécois dans l'économie pour remédier aux carences de la dépendance ³⁶, de l'autre on perçoit cet-

(33) BRUNELLE, D., La désillusion..., op. cit., p. 85

(34) ORBAN, E., "Introduction. Indicateurs, concepts, objectifs" in Orban E., La modernisation politique... op. cit., p. 10

(35) BERNIER, G., "Le cas québécois...", op. cit., p. 53

(36) ORBAN, E., op. cit., p. 15; ST-GERMAIN, op. cit., p. 424

te intervention comme la volonté de la classe dirigeante de se tailler une place aux côtés et sous le joug des monopoles américains ³⁷.

Bref, si nous voulons saisir la portée des interventions de l'Etat au Québec afin d'évaluer les résultats, il serait pertinent de faire un survol de ces interventions en remontant à la révolution tranquille.

Mais essayons tout d'abord de définir ce qu'a été la révolution tranquille au Québec.

(37) FOURNIER, P., "Projet national et affrontement des bourgeoisies québécoise et canadienne " in LEONARD, J.F., Ed., La chance au coureur, Ed. Nouvelle Optique, Montréal, 1978, p. 50

CHAPITRE 2

DE LA REVOLUTION TRANQUILLE A LA CONSOLIDATION DE L'ETAT

Différentes interprétations et analyses ont été effectuées sur le phénomène de la Révolution tranquille à partir du début des années soixante. Certains auteurs considèrent cette période comme le reflet d'une lutte opposant la bourgeoisie nationale du Québec à la bourgeoisie canadienne ¹, d'autres ajoutent que c'est une forme d'alliance entre la bourgeoisie et le mouvement syndical ². Certains auteurs évaluent cette phase comme une réorganisation du capital non monopoliste en fonction des nouvelles réalités imposées par le capital monopoliste ³ alors que d'autres sont plutôt d'avis que la Révolution tranquille constitue un processus de modernisation de l'Etat provincial ⁴ et que ce développement a été façonné par la division culturelle du travail entre les francophones et les anglophones ⁵. Par ailleurs, certaines études tendent à démontrer que les transformations qui ont eu lieu au Québec se sont réalisées par les appareils d'Etat et que la caractéristique principale de cette période

-
- (1) PELLETIER, M., VAILLANCOURT, Yves, Les politiques sociales et les travailleurs, Cahier IV; les années '60, Montréal, 1974, pp. 82-138
 - (2) BRUNELLE, Dorval, "Le capital, la Bourgeoisie et l'Etat du Québec 1959-1976", p. 92 in Le capitalisme au Québec, Ed. coopérative Albert St-Martin, Montréal, 1978
 - (3) BOURQUE, G., LEGARE, A., Le Québec. La question nationale, François-Maspero, Paris, 1979.
 - (4) DUBUC, A., "Les fondements historiques de la crise des sociétés canadienne et québécoise ", pp. 49-78 in Le capitalisme... op.cit., p.69
 - (5) McROBERTS, K., POSGATE, D., Développement et modernisation du Québec, Boréal Express, Montréal, 1983, p. 14.

est la montée de nouvelles fractions de la bourgeoisie alliées à la classe ouvrière ⁶, alors que d'autres études insistent sur le fait que la Révolution tranquille passe par et à travers l'Eglise à cause de sa suppression comme appareil de contrôle et de reproduction uni à l'Etat ⁷.

Malgré ces différences de point de vue, la plupart des auteurs s'entendent pour dire que le Québec était une société en retard au début des années soixante et qu'il fallait rattraper ce retard par la réorganisation des structures de l'Etat. D'ailleurs, certains affirment que le monopolisme favorisait, au Québec comme ailleurs, le passage de l'Etat libéral à celui de l'Etat interventionniste ⁸.

Mais "le passage à l'Etat interventionniste ne doit pas être analysé comme une augmentation quantitative des interventions de l'Etat dans l'économie. Bien au contraire, la proportion réservée à la mission économique de l'Etat diminue après 1960: alors qu'elle était de 38,3% en 1951, elle n'est plus que de 34,6% en 1961 et de 14,5% en 1971" ⁹.

Ce qui semble être original durant cette période, c'est le nouveau discours nationaliste qui vise à construire ou plutôt à reconstruire la nation dans l'Etat ¹⁰. Cette érection de l'Etat autour de la question nationale a été rendue possible, selon Jean-Jacques Simard, par deux lignes de force: l'élargissement des appareils bureaucra-

(6) HAMEL, P., LEONARD, J.F., Les organisations populaires, l'Etat et la démocratie, Ed. Nouvelle Optique, Montréal, 1981, p. 158

(7) LAURIN-FRENETTE, N., Production de l'Etat et formes de la nation, Ed. Nouvelle Optique, Montréal, 1978, pp. 120-121

(8) BOURQUE, G., LEGARE, A., op. cit., p. 170

(9) Ibid, p. 173

(10) LAURIN-FRENETTE, N., op. cit., pp. 119-121

ques d'Etat et la généralisation des méthodes technocratiques de décisions et de gestions en leur sein ¹¹. Enfin, une critique des différentes thèses sur l'analyse de la société québécoise est articulée sur le fait que le Québec soit perçu comme un Etat distinct et non pas comme faisant toujours partie d'un cadre dépassant les pourtours géographique, social, économique, politique et culturel du Québec ¹². Dorval Brunelle est très explicite à ce sujet lorsqu'il déclare:

"La raison principale de l'ambiguïté de certains résultats des recherches consacrées à la Révolution tranquille est liée à une omission qui consiste à passer par-dessus la contrainte politique du partage des pouvoirs entre deux ordres de gouvernement, partage figé dans la constitution canadienne" ¹³.

Jorge Niosi est encore plus critique en ce qui concerne l'analyse de la dépendance québécoise lorsqu'il affirme:

"Je soutiens que c'est la bourgeoisie canadienne qui joue un rôle dominant au Canada et ce, tant dans la sphère économique (où elle contrôle au moins 70% des actifs des entreprises) que dans les sociétés d'Etat, qui sont gérées majoritairement par les capitalistes locaux et par leurs conseillers les plus proches... il me semble que l'accent mis presque exclusivement sur la dépendance externe a amené certains observateurs à négliger l'analyse des classes sociales du Canada et à délaisser leur dynamique et leurs conflits internes" ¹⁴.

-
- (11) SIMARD, J.J., "Québec et Frère Inc: la cybernétisation du pouvoir" pp. 353-378 in La transformation du pouvoir au Québec, ACSALF: colloque 1979, Ed. Alibert St-Martin, Montréal, 1980, p. 361
 - (12) Voir à ce propos l'article de D. Salée "L'analyse socio-politique de la société québécoise; bilan et perspectives" in Espace régional et nation, en coll., Boréal Express, Montréal, 1983, pp.15-49
 - (13) BRUNELLE, D., La désillusion..., op. cit., p. 9
 - (14) NIOSI, Jorge, La bourgeoisie canadienne, la formation et le développement d'une classe dominante, Boréal Express, Montréal, 1980, pp. 8-10

Bref, le développement du capitalisme suscitait une réorganisation de l'Etat pour satisfaire les besoins du capital en infrastructure (accès à de nouveaux territoires, aéroports, ports, autoroutes, etc...) pour l'industrie. D'autre part, les compagnies propriétaires de ces industries nécessitaient une assistance financière pour concrétiser ou démarrer certains projets de transformation, tels les programmes de financement ou d'exemptions fiscales élaborés à partir des années soixante. Nous tenterons donc de saisir comment la réorganisation de l'Etat s'est effectuée en lien avec la nécessité de l'accumulation du capital.

"En effet, pour soutenir l'accumulation du capital, l'Etat a dû intervenir directement, que ce soit à travers des mécanismes de planification ou encore des programmes concernant les équipements et services collectifs, pour mettre en place sur le plan économique les infrastructures à l'organisation de la consommation de masse" 15.

Si, à toutes fins pratiques, la concentration du capital financier était terminée en 1960 ¹⁶, celle du capital industriel ne faisait que commencer:

"En réalité, ce sont les plus importantes entreprises détenues par une bourgeoisie d'expression française qui sont cédées aux capitalistes américains ou canadiens-anglais tandis que le nombre des plus petites entreprises - de 50 employés et moins - n'est pas sensiblement affecté par le processus de concentration" 17.

(15) HAMEL, P., LEONARD, J.F., Les organisations populaires... op. cit. p. 92

(16) Selon Yves Bélanger "De 44 en 1880 le nombre de banques actives passera successivement à 35 en 1900, à 18 en 1920, à 10 en 1940 et finalement à 9 au début des années '60", "Capital Bancaire et fraction de classe au Québec" in Le capitalisme au Québec... op. cit., p. 306

(17) BRUNELLE, D., La désillusion..., op. cit., p. 99

Le phénomène de concentration devient donc une nécessité dans le système capitaliste.

"Pour survivre en économie capitaliste, il faut détruire l'unité de production la moins rentable ou l'intégrer à l'entreprise rentable. Ce processus est le fait du capital financier qui doit, pour opérer, transformer l'entreprise individuelle ou familiale en entreprise "publique" c'est-à-dire fondée en capital-action" 18.

En même temps que la concentration des capitaux avait lieu, la centralisation des prises de décision à travers les appareils de l'Etat s'enclenchait et ce, d'une part, pour répondre aux exigences du capital monopoliste et, d'autre part, pour protéger le capital non monopoliste. Au Québec, le capital monopoliste est constitué par l'ensemble des grandes entreprises, multinationales et des banques. Tandis que l'on peut qualifier de non monopoliste la petite et moyenne entreprise, les petites caisses d'épargnants ou les capitaux locaux ou régionaux. L'intervention de l'Etat québécois poursuivait, selon nous, le développement d'une bourgeoisie autochtone antérieurement confinée dans les limites du capital non monopoliste.

"L'Etat québécois moderne entend renforcer les sources de financement locales avec le Régime des Rentes du Québec ou la Société Générale de Financement, et créer de nouvelles entreprises industrielles telles que le complexe sidérurgique SIDBEC, capables de briser la domination ontarienne" 19.

Si la plupart des auteurs s'entendent pour affirmer que la Révolution tranquille a permis l'émergence d'une bourgeoisie québécoise ou sa consolidation, on est loin d'un consensus sur la définition de celle-ci.

(18) Ibid, p. 107

(19) McROBERTS, K., POSGATE, D., Développement et modernisation..., op. cit., p. 290

Certains la définissent comme une section canadienne-française de la classe capitaliste canadienne (bourgeoisie francophone)²⁰, d'autres parlent de bourgeoisie nationale québécoise (constituée de chefs d'entreprises petites ou moyennes) opposée à la bourgeoisie internationaliste (ceux qui contrôlent des activités de production dans plusieurs pays à la fois)²¹.

Par ailleurs, on la caractérise soit comme une "nouvelle petite bourgeoisie" (agents salariés improductifs dont le rôle n'est pas de mettre en valeur le capital)²², soit comme une bourgeoisie "compradore" c'est-à-dire liée aux intérêts étrangers avant d'être industrielle ou financière, canadienne-anglaise ou canadienne-française²³.

D'autres l'identifient comme un "new class" (constitué de fils et de filles d'une petite bourgeoisie de commerçants, d'industriels et de professionnels qui oeuvrent dans la fonction publique, les médias, les mouvements de consommateurs et autres, les universités et les instituts de recherche)²⁴. Si le concept de bourgeoisie est difficile à définir à travers la réalité québécoise, il semble toutefois que les pratiques de la bourgeoisie soient facilement reconnaissables:

(20) NIOSI, J., La bourgeoisie canadienne..., op. cit., p. 86

(21) PELLETIER, M., VAILLANCOURT, Y., Les politiques..., op. cit., pp. 77-79

(22) DESBIENS, P., "Perspectives sur l'Etat Québécois", pp. 109-133 in Le capitalisme au Québec..., op. cit., p. 120

(23) BRUNELLE, D., La désillusion..., op. cit., p. 16

(24) ALLAIRE, Yvan, "La nouvelle classe politique et les pouvoirs économiques", pp. 68-69, in La chance au coureur, J.F. Léonard Ed. Nouvelle Optique, Montréal, 1978, p.68.

"Cette bourgeoisie doit dès lors faire deux choses: 1) accélérer le processus de la concentration industrielle auprès des petites unités de production et, 2) récupérer cette concentration à son avantage plutôt qu'à celui d'une bourgeoisie américaine ou anglo-canadienne" 25.

Selon Gilles Bourque et Anne Légaré, la bourgeoisie se repère facilement dans la société québécoise:

"la bourgeoisie québécoise est massivement concentrée dans les entreprises dont les établissements comptent 500 employés et moins. Elle s'assure cependant une présence significative dans les secteurs bancaire et agro-alimentaire, ainsi que dans certaines grosses entreprises manufacturières le plus souvent contrôlées ou soutenues par l'Etat" 26.

Selon Pierre Fournier, les caractéristiques de la bourgeoisie québécoise seraient les suivantes:

- 1- la base d'accumulation et le marché principal est le Québec;
- 2- les entreprises du réseau québécois peuvent être définies à partir des rapports superstructurels et des appuis de l'Etat québécois (subsides, contrats, financement, support législatif, etc...);

(25) BRUNELLE, D., op. cit., p.97

(26) BOURQUE, G., LEGARE, A., Le Québec..., op. cit., p.199

- 3- les compagnies québécoises peuvent être cernées à partir des conflits avec la bourgeoisie canadienne;
- 4- la composition des conseils d'administration permettent de voir les relations avec les trois composantes de la bourgeoisie québécoise (mouvement coopératif, sociétés d'Etat, secteur privé);
- 5- la propriété et le contrôle réel des entreprises québécoises se situent au Québec;
- 6- la plupart des entreprises se financent à l'intérieur du réseau;
- 7- les compagnies du réseau québécois ont une forte tendance à acheter leurs services à des firmes québécoises ²⁷.

Fournier va plus loin encore en énonçant que les sociétés d'Etat font partie de la bourgeoisie:

"nous croyons que les sociétés d'Etat ne sont pas seulement des "instruments" de la bourgeoisie québécoise, mais qu'elles font elles-mêmes partie de cette bourgeoisie. Cela ne veut pas dire bien sûr qu'il n'y a pas de contradiction au sein des sociétés d'Etat, il y en a d'ailleurs dans le "privé" aussi, mais que, globalement et tendanciellement elles sont partie intégrante de la bourgeoisie locale, en s'identifiant à ses intérêts et en s'intégrant à ses circuits financiers" 28.

(27) FOURNIER, P., "Les nouveaux paramètres de la bourgeoisie québécoise", pp. 135-181 in Le capitalisme au Québec..., op. cit., p. 141

(28) Ibid, p. 149

Si plusieurs auteurs ont tenté de saisir la bourgeoisie au niveau de l'ensemble de la société québécoise, d'autres ont essayé d'appréhender les mécanismes par lesquels fonctionne la classe dominante à travers les différentes instances. Au niveau local, les députés, maires, échevins et autres notables ne sont que les porte-parole (les relais) de cette bourgeoisie et les gardiens de leurs intérêts ²⁹.

Le concept de "relais", agissant comme courroie de transmission de la bourgeoisie dans les différentes régions et les diverses activités socio-économiques, est utilisé pour analyser le comportement de la classe dirigeante. Cela peut se faire par l'intermédiaire de groupes ou de fractions de classe de la bourgeoisie, définies par Dulong comme des élites locales c'est-à-dire des fractions de classe susceptibles à la fois par leur insertion locale et par une situation en dépendance du système monopoliste de constituer des relais plus appropriés à la nouvelle domination/direction de classes ³⁰.

Parlant de l'émergence d'une nouvelle classe dirigeante régionale, Robert Lavertue affirme que

"ses éléments les plus dynamiques se transforment en membres de la bourgeoisie non-monopoliste en prenant le contrôle des petites industries capitalistes. Parallèlement, cette nouvelle classe cherche à s'assurer un contrôle efficace sur l'économie de la région et sa population pour d'abord mettre en place une série de mécanismes permettant de rentabiliser ses entreprises et d'en créer de nouvelles et pour ensuite s'appro-

(29) LAVERTUE, Robert, Région, classes sociales et industrie: la question beauceronne, Notes et Documents de recherche, Dépt. de Géographie, U., Laval, Québec, No. 15, Mars 1981, p.117

(30) DULONG, Renaud, "La crise du rapport Etat/Société locale vue au travers de la politique régionale" in POULANTZAS, Nicos, La crise de l'Etat, P.U.F., Paris, 1976, p. 223

prier le rôle de classe dominante et dirigeante" 31.

C'est donc dans ce contexte de relais et de mainmise sur une partie importante de l'économie des régions qu'une fraction de la bourgeoisie (c'est-à-dire les Chambres de Commerce et autres) a exigé du gouvernement du Québec une nouvelle forme d'institutions financières pour conserver leur emprise sur certains secteurs. Pierre Fournier identifie les SODEQ comme des exemples de ce processus.

La création des SODEQ, dit-il, est une mesure qui favorise la préservation du secteur non monopoliste au Québec au profit, peut-on faire l'hypothèse, du capital monopoliste ³².

En conclusion, il semble que la Révolution tranquille ait permis d'appliquer les principes de l'Etat keynésien, tout en contribuant à asseoir la bourgeoisie québécoise sur des bases d'accumulation plus solides fondées, en partie, sur les sociétés d'Etat ³³. Le capitalisme monopoliste, absorbant une grande partie des secteurs les plus rentables de l'économie, a évacué du même coup les moins rentables. L'Etat devait donc intervenir pour "réguler" l'économie et éviter un chaos social étant donné le nombre important d'emplois assurés par les petites et moyennes entreprises (considérées comme non rentables par les monopoles). En développant une économie mixte, basée sur la participation financière de l'Etat et l'entreprise privée, on cherchait du même coup à attirer de plus en plus de capitaux et les investir dans les secteurs non monopolistes comme les coopératives agro-alimentaires ou les petites et moyennes entreprises manufacturières. En évitant de rejeter les principes de l'Etat libéral tout en ajustant ceux de

(31) LAVERTUE, Robert, Région, classes sociales..., op. cit., p. 70

(32) FOURNIER, P., in La chance au coureur..., op. cit., p. 52

(33) Une étude intéressante sur l'ensemble des sociétés d'Etat a été effectuée par Pierre Fournier, Les Sociétés d'Etat et les objectifs économiques du Québec, Ed. Officiel du Québec, 1978, 145 pages

L'Etat interventionniste à l'entreprise privée, on a facilité les relations entre le secteur privé et le secteur étatique. La création des SODEQ dans les années soixante-dix illustre, à notre avis, ce mélange de principes entre la liberté d'entreprise et l'intervention de l'Etat. Les SODEQ étant considérées comme un nouvel outil de financement pour les petites et moyennes entreprises manufacturières, les élites locales des différentes régions se sont occupées de leur fonctionnement. L'Etat a légiféré pour mettre en branle un nouvel instrument financier tout en accordant en même temps un certain nombre d'avantages fiscaux pour attirer les investissements. Ces organismes contrôlés et dirigés par les bourgeoisies locales ont été largement financés par l'Etat par le biais des exemptions fiscales.

CHAPITRE 3

LES SODEQ: LEUR FONDEMENT HISTORIQUE ET LEUR ATOUT ECONOMIQUE

Après avoir retracé les principaux éléments ayant contribué à l'instauration de la bourgeoisie ¹ québécoise et de l'Etat interventionniste, il s'agit maintenant d'apporter un éclairage sur un autre aspect du développement socio-économique du Québec: le financement et la gestion des petites et moyennes entreprises manufacturières par le biais de l'analyse des Sociétés de développement de l'entreprise québécoise (SODEQ).

Les SODEQ sont des institutions privées dont l'objectif est de venir en aide aux PME manufacturières ayant des difficultés de financement à long terme et de leur assurer une assistance technique dans la gestion de l'entreprise.

Ce chapitre a donc un double objectif:

- 1- décrire et commenter les SODEQ telles qu'elles ont été proposées et mises sur pied;
- 2- émettre des hypothèses sur leur rôle réel en ce qui concerne le développement socio-économique des régions du Québec.

(1) Le mot "bourgeoisie" est défini dans le même sens qu'Arnaud Sales, c'est-à-dire un ensemble d'agents sociaux liés de façon spécifique au capital et exerçant ses pouvoirs au sein d'appareils économiques (entreprises industrielles, commerciales et bancaires). Voir Arnaud Sales, La bourgeoisie industrielle au Québec, Presses de l'Université de Montréal, Montréal, 1979, p. 98

Différents aspects des SODEQ seront donc analysés afin de comprendre les raisons et les causes de leur création. Dans un premier temps, il s'agira de saisir les principes qui ont inspiré le gouvernement québécois lors de la mise sur pied de ces organismes de financement; en second lieu, nous essaierons d'identifier la nature des liens entre les SODEQ actuelles et les sociétés privées.

3.1 Origines et principes instigateurs des SODEQ

La loi sur les Sociétés de Développement de l'entreprise québécoise (SODEQ) a été sanctionnée le 30 juin 1976 et les règlements qui régissent son application ont été approuvés en mai 1977². Soulignons que ces sociétés ont pour objectif d'investir des capitaux dans les petites et moyennes entreprises du secteur manufacturier et d'aider à la gestion de cette catégorie d'entreprise. Pour encourager l'investissement dans ces SODEQ, la loi accorde des allégements fiscaux de l'ordre de 25% du montant investi (minimum de 1 000\$). En plus, ces investissements sont admissibles aux programmes d'exemption du régime d'épargne-actions et du régime d'épargne enregistrée de retraite. Comme le contenu de la loi fera l'objet d'une analyse dans le prochain chapitre, nous ne décrirons pas pour le moment les autres aspects. A ce stade-ci, il nous semble plus opportun d'analyser les documents qui ont contribué principalement à la conception de la loi.

En octobre 1974, la Chambre de Commerce de la province de Québec soumettait au gouvernement provincial un mémoire portant surtout sur les difficultés de croissance des petites et moyennes entreprises³.

(2) Québec, Loi concernant les sociétés de développements de l'entreprise québécoise et modifiant la loi sur les impôts, Ed. Officiel du Québec, Gazette Officielle du Québec, 21 juillet 1976, 108e année, No. 33, pp. 4299-4315

(3) Chambre de Commerce de la Province de Québec, La croissance des petites et moyennes entreprises au Québec, Montréal, Octobre 1974, 20 pages

Ce mémoire peut être considéré comme l'outil principal ayant guidé le gouvernement à élaborer la loi sur les SODEQ. Soulignons que ce document n'était que la synthèse d'une étude beaucoup plus complète où l'on évoquait les principales stratégies de développement industriel pour le Québec (dont la promotion et le soutien des petites et moyennes entreprises)⁴.

L'objectif visé par la Chambre de Commerce se voulait "de proposer des mesures pour canaliser plus d'épargne vers les entreprises québécoises, afin d'en accélérer l'expansion"⁵.

Pour réaliser cet objectif, on proposait alors la création de FIDEQ (Fonds d'investissement pour le développement de l'entreprise québécoise), genre d'organismes régionaux voués au financement à long terme des PME. Il importe de souligner que de telles stratégies ne sont pas nouvelles⁶.

À l'époque du B.A.E.Q. (Bureau d'aménagement de l'est du Québec) entre les années 1963-1966, on faisait déjà expressément mention de la création d'organismes spécialisés dans le financement à long terme pour les petites entreprises. Et ce, toujours avec l'intention de garantir et d'accroître le développement économique des régions et de la province, disait-on. À cette époque, on attribuait les faiblesses du secteur manufacturier à quatre causes:

-
- (4) Chambre de Commerce de la Province de Québec, Pour une stratégie de développement industriel. La croissance des PME, Annexe technique, Montréal, Juillet 1974, 191 pages.
 - (5) Ibid, p. 2
 - (6) Le journal Finance affirmait: "Dès 1966 et 1970, la plupart des partis politiques au Québec ont inscrit dans leur programme la création de banques régionales capables de fournir du capital de risque afin d'aider au financement de la petite et moyenne entreprise". Finance, 2 mars 1981, p. 20

- 1- les entreprises de petite taille étaient mal équipées et peu intégrées à la structure industrielle,
- 2- il y avait un manque de spécialisation de la main-d'oeuvre,
- 3- la direction générale des entreprises était exercée par des cadres traditionnels (n'employaient possiblement pas les méthodes de planification et de gestion moderne) et étaient peu efficaces,
- 4- il y avait une difficulté croissante pour obtenir du financement à long terme ⁷.

On verra plus loin lorsque nous analyserons la thèse défendue par la Chambre de Commerce de la Province de Québec, présentée au gouvernement en 1974, que les mêmes caractéristiques et les mêmes arguments concernant les petites et moyennes entreprises se répètent presque de la même façon. On peut supposer que les faiblesses de la structure industrielle telles qu'énumérées par le B.A.E.Q. concernant la région de l'Est du Québec est un reflet de l'ensemble de la structure industrielle au Québec.

Afin de pallier aux lacunes énoncées par le B.A.E.Q., celui-ci avait proposé la création d'une Caisse Régionale de Financement qui, affirmait-on,

"aurait comme fonction d'agir là où la structure financière ne peut agir, en particulier dans la fourniture de capital à long terme. Ce type de capital, rare dans la région, pourrait servir soit au lancement de nouvelles entreprises, soit à des prises de participation dans des entreprises existantes" ⁸.

(7) Bureau d'aménagement de l'Est du Québec, Esquisse du plan, l'industrie, Décembre 1965, p. 3

(8) Ibid, p. 84

Si l'on compare le mode de financement proposé pour les Caisse Régionales de Financement (C.R.F.) à celui des SODEQ, on y retrouve, nous semble-t-il, une différence subtile: les C.R.F. auraient eu une partie du financement assurée par l'Etat sous forme de subventions directes alors que dans le cas des SODEQ, l'Etat y participe par le truchement des investisseurs en leur accordant des exemptions fiscales pour les inciter à participer à leur financement. On doit mentionner que la conception des SODEQ est inspirée d'institutions établies en France et aux Etats-Unis dans les années cinquante ⁹.

Un autre type d'organismes de financement a déjà fait l'objet d'une proposition au Saguenay-Lac Saint-Jean. En décembre 1969, l'Office de Planification et de Développement du Québec (O.P.D.Q.) commande une étude sur la possibilité d'implanter une société de développement régional dont l'objectif "serait de favoriser le développement économique régional par la promotion de petites et moyennes industries" ¹⁰. Cette étude précisait que les capitaux de risque disponibles n'étaient pas investis dans la région et que les institutions financières ne suffisaient plus à fournir ces capitaux aux entreprises qui les demandaient.

Il ressort de ces exemples de propositions d'organismes de financement que la rareté de capital dans les régions appelle l'intervention du gouvernement québécois et que le financement à long terme des petites et moyennes entreprises ne peut être assuré par les institutions financières conventionnelles (banques, caisses et autres types d'institutions).

(9) Chambre de Commerce de la Province de Québec, Pour une stratégie... op. cit., p. 83

(10) DERY, Roger, JORIS, Albert, TAPON, François, Rapport du comité chargé d'étudier les modalités de réalisation d'une société de développement régional, Chicoutimi, 22 décembre 1969, p. 7

A partir de ces constats, nous tenterons de saisir l'argumentation soutenue par la Chambre de Commerce afin d'inciter le gouvernement du Québec de l'époque (gouvernement libéral de M. Robert Bourassa) à acquiescer à leur proposition de création d'organismes de financement. L'objectif étant, affirmait-on, de revitaliser l'économie du Québec sous l'impulsion et le dynamisme des principaux intervenants ¹¹.

3.2 Arguments favorables à la création d'un organisme de financement

La logique du raisonnement de la Chambre de Commerce semble être celle-ci: d'abord, on cherche à identifier les faiblesses de l'économie québécoise; ensuite, on établit une stratégie de développement basée sur la croissance économique dont le secteur manufacturier en constitue le moteur et en détermine les objectifs spécifiques en regard de cette croissance; enfin, on formule des mesures incitatives qui favorisent ce développement industriel. Par conséquent, on a voulu créer un organisme capable de stimuler un secteur de l'économie en perte de vitesse (secteur manufacturier) et on a espéré promouvoir la participation financière des québécois par le biais de cet organisme.

3.2.1 Les faiblesses de l'économie québécoise

Les auteurs du mémoire, présenté au gouvernement par la Chambre de Commerce en 1974, faisaient mention de cinq facteurs contribuant à la faiblesse de l'économie québécoise:

- 1- la faiblesse du secteur manufacturier, où les industries traditionnelles (vêtements, pâtes et papier, textile)

(11) Jacques Parizeau affirmait pour sa part: "qu'il s'agit de laisser le secteur privé évoluer aussi librement qu'il est possible, sujet à une surveillance souple et intelligente, aussi bien pour ce qui a trait au drainage de l'épargne qu'à son placement", tiré du Rapport du comité d'étude sur les institutions financières, Gouvernement du Québec, Juin 1969, p. 227

se distinguent par une main-d'oeuvre nombreuse et une vulnérabilité à la concurrence étrangère,

- 2- le déséquilibre de l'armature urbaine, où il y a une polarisation démographique et industrielle autour de Montréal alors qu'il y a un certain éparpillement pour le reste de la province,
- 3- l'accroissement de la clientèle sur le marché du travail,
- 4- la situation périphérique du Québec dans l'Amérique du Nord,
- 5- la sous-représentation des francophones dans les rouages de l'économie.

Comment peut-on percevoir ou analyser l'importance de ces facteurs? La faiblesse du secteur manufacturier nous semble évidente étant donné que nous considérons que les types d'industries mentionnées se doivent nécessairement d'avoir une main-d'oeuvre abondante payée à bas salaire pour être rentables et tirer le maximum de profits ¹². De plus, la sous-traitance dans ces secteurs d'activités (PME manufacturières des secteurs du vêtement, de la bonneterie, du textile, de la chaussure entre autres) est fortement répandue, ce qui implique qu'il y a une nette dépendance de ceux-ci vis-à-vis la grande entreprise ¹³.

(12) Voir MANDEL, Ernest, Traité d'économie marxiste, Tome 3, Coll. 10/18, Paris 1962, pp. 5-55 où entre autre il affirme que les crises périodiques du capitalisme favorisent les entreprises lorsqu'il s'agit de faire pression à la baisse sur les salaires étant donné l'offre croissante de main-d'oeuvre.

(13) Voir les travaux de Juan Luis Klein, Région, déplacement de capital et coût du travail. Contribution à l'analyse de la croissance manufacturière dans la région de Québec. Thèse de doctorat, U. Laval, Dépt. de Géographie, Québec, Mai 1981, 269 pages.

En ce qui concerne la polarisation économique et démographique, il semble que celle-ci réponde à une logique de développement dont les racines sont autant historiques (l'établissement du port de Montréal le long du fleuve Saint-Laurent et proximité du marché américain) que politiques (Montréal peut être considéré comme point stratégique des décisions politiques à cause du poids et l'importance des sièges sociaux de grandes firmes multinationales) et économiques (la concentration des usines de transformation et la concentration du capital à Montréal localisent le développement économique) ¹⁴.

Pour ce qui est de l'arrivée de nouveaux travailleurs et travailleuses sur le marché du travail, elle justifie une intervention économique pour la création d'emplois mais il ne faut pas oublier surtout que le nombre croissant de personnes à la recherche d'un emploi avantage les propriétaires et entrepreneurs parce qu'ils peuvent se permettre de payer des salaires très bas et offrir des conditions de travail moins bonnes dues à l'accroissement de l'offre. Affirmer que cela est une faiblesse de la structure socio-économique nous semblerait plus correspondre à la réalité puisque l'accroissement de la main-d'oeuvre peut jouer en faveur des propriétaires d'entreprises.

En ce qui concerne la quatrième faiblesse mentionnée (portant sur la situation périphérique au Québec), il ne fait aucun doute que cela ne constitue qu'une conséquence de la présence de capitaux étrangers sur le territoire. La présence d'une puissance économique étrangère relève d'une logique de développement économique international où on est en présence d'une périphérie fournisseuse de matières premières

(14) Un auteur mentionnait que 70% de la valeur ajoutée de l'activité manufacturière du Québec était concentrée à Montréal et ce, en 1973. JOUANDET-BERNADAT, R. Les industries manufacturières du Québec, Montréal, Université de Montréal, Octobre 1973, p. 2

et/ou de main-d'oeuvre à bon marché et d'un centre fournisseur de capitaux et de technologie avancée ¹⁵.

Enfin, la sous-représentation des francophones dans l'économie est une constatation qui a déjà été confirmée par d'autres études ¹⁶, ce qui n'empêche pas de nous faire croire que cela puisse être considéré comme une conséquence plutôt qu'une cause de la situation économique décrite.

Finalement, il nous semble que les causes soulevées par la Chambre de Commerce pour expliquer les faiblesses de l'économie québécoise constituent plutôt des conséquences d'une situation économique qui devrait être étudiée en profondeur. Pour continuer l'analyse des postulats énoncés par la Chambre de Commerce, nous allons étudier la stratégie de développement économique qu'elle préconise.

3.2.2 Stratégie de développement économique

D'abord, quel est le sens qu'on attribue à cette stratégie. Généralement, la stratégie de développement traitera particulièrement des mesures adoptées par le secteur public pour atteindre les objectifs nationaux ¹⁷. Il est essentiel de comprendre ce que sont ces mesures

(15) Pour des explications détaillées des concepts centre et périphérie, voir AMIN, Samir, Le développement inégal, essai sur les formes sociales du capitalisme périphérique, Edition de Minuit, Paris, 1973, 365 pages.

(16) Entre autres, le Rapport de la commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, Livre III - Le monde du travail, Ottawa, 1969, 646 pages, où l'enquête menée auprès de 41 grandes entreprises révélait que "la présence des francophones dans les grandes entreprises industrielles canadiennes est nettement plus faible que celle des anglophones" (p 501); mentionnons aussi les travaux de N. TAYLOR, "L'industriel canadien-français et son milieu", Recherches sociographiques, Vol II, No. 2, Avril-Juin, 1961, pp. 123-150

(17) Chambre de Commerce de la Province de Québec, Pour une stratégie..., op. cit., p. 3

pour saisir leurs implications concrètes. La stratégie de développement sera basée sur les actions et les législations que l'Etat réalisera en fonction de certains objectifs dits nationaux.

Pour mettre en oeuvre cette stratégie, les défenseurs de l'entreprise privée (ici on entend la Chambre de Commerce de la Province de Québec) précisent leur option, soit le développement et la croissance des petites et moyennes entreprises ¹⁸.

Selon eux, l'obstacle à cette croissance relèverait de trois facteurs: la taille, la complexité et la spécialisation de l'équipe de gestion. Il faut ajouter que ces auteurs endossent la thèse portant sur le renforcement de Montréal comme pôle de développement par l'implantation d'entreprises innovatrices qui provoqueraient des effets d'entraînement sur le reste du Québec ¹⁹. Le seul moyen efficace pour la croissance des PME demeure, selon la Chambre de Commerce, la création d'un organisme capable de canaliser les capitaux vers les PME contribuant ainsi au développement économique du Québec. La conception

(18) Pour une définition des PME au Québec, voir Claude Desjardins, La PME au Québec, Situation et problèmes, Ministère de l'Industrie et du Commerce, Québec, 1977, 69 pages; en ce qui concerne la variété des définitions des PME dans le monde, on peut consulter en particulier l'appendice de Problèmes et politiques relatifs aux petites et moyennes entreprises, O.C.D.E., Paris, 1971, 57 pages.

(19) Ceci confirme bien la nette influence de la théorie de la polarisation de François Perroux. Au Québec, les partisans de Perroux, Martin et Raynald voyaient trois avantages de la polarisation; elle permet de modifier les conditions de développement à l'échelle d'une région; elle contribue à accentuer la croissance de la métropole régionale (dans notre cas, Montréal); permet l'apparition d'alternation aux grandes métropoles. Les orientations du développement économique régional, dans la Province de Québec, MEER, Fév. 1970, pp. 139-140; concernant la théorie de Perroux, on peut consulter L'économie du XXe siècle, P.U.F., Paris, 2e édition, 1964, 692 p. et plus, particulièrement les pages 143 et 169.

de cet organisme est basée sur trois sources d'inspiration; premièrement, la Small Business Investment Corporation (implantée aux Etats-Unis) et définie comme étant des entreprises financières privées, spécialisées dans l'investissement dans les PME, ne pouvant détenir plus de 50% des actions d'une entreprise et ayant cinq ans comme financement minimum; deuxièmement, les Sociétés de Développement Régional, implantées en France dans les années cinquante pour répondre aux besoins en capitaux à long terme des PME manufacturières dont "le capital est généralement souscrit à 50% par les institutions financières et à 50% par des individus"; enfin, du Venture Investments Corporation, société ontarienne qui place 75% de son capital dans des petites entreprises (moins de 400 000\$ de profits) ²⁰.

La Chambre de Commerce, ayant basé sa stratégie de développement économique sur la croissance des PME, a établi des objectifs qu'on se propose d'examiner et de critiquer.

3.2.3 Objectifs spécifiques de la stratégie proposée par la Chambre de Commerce

Les objectifs fixés par ce comité d'étude sont au nombre de six. Comme nous le verrons, on retrouvera ces objectifs dans le texte législatif, ce qui nous montre combien peut être influente l'opinion de l'entreprise privée sur les décisions gouvernementales. Selon le mémoire ²¹,

(20) Chambre de Commerce de la Province de Québec, Pour une stratégie... op. cit., pp. 102-109

(21) Le point de ce chapitre fait référence aux objectifs énumérés aux pages 117-122 du mémoire de la Chambre de Commerce de la Province de Québec, Pour une stratégie..., op. cit.,

un premier objectif concerne l'entrepreneurship²². Stimuler le dynamisme des entrepreneurs signifie que l'équipe qui les entoure, l'encouragement et la reconnaissance qu'ils reçoivent, la possibilité de partager le risque, ont une influence sur leur rendement.

Le deuxième objectif porte sur l'aide à la gestion des PME²³. En particulier, les cadres qui pourraient obtenir un support de l'extérieur de l'entreprise²⁴.

-
- (22) Une étude assez importante sur l'histoire et la conception de l'entrepreneurship au Québec a été réalisée par Jean-Marie Toulouse, L'entrepreneurship au Québec, Les Presses H.E.C., Fides, Montréal, 1979, 139 pages. D'autres auteurs se sont intéressés aussi à concevoir un modèle d'entrepreneurship; au Québec, citons les travaux d'Yvon Gasse, L'idéologie d'affaires et les aptitudes cybernétiques des entrepreneurs québécois: considérations méthodologiques, Working Paper, Université de Sherbrooke, Faculté d'administration, Juin 1975, 30 pages; Modèle d'entrepreneurship: Profil et rôles, Working Paper, Université de Sherbrooke, Mai 1976, 32 pages; Les prédispositions cybernétiques et la croissance relative de son organisation, Working Paper, Université de Sherbrooke, Sept. 1974, 19 pages; en Ontario, les travaux de Litvak Isaiah et Maule Christopher, "Profiles of Technical Entrepreneurs", The Business Quarterly, Summer 1974, pp. 40-49, et Frazee Rowland, Les chefs d'entreprise de demain, Commerce, Octobre 1979, p. 144-148.
- (23) De nombreux travaux ont été réalisés sur les différents problèmes de gestion dans les PME comme la planification, le marketing ou le financement. Mais nous considérons ces études comme parcellaires parce qu'on n'y intègre pas une analyse socio-économique globale; une série d'articles de Paul Dell'Aniello réalisés dans la revue Commerce entre février et octobre 1980 reflète bien cette lacune; pour les références précises, on peut consulter la bibliographie.
- (24) Notons que certains organismes gouvernementaux ont été institués pour offrir ces services comme le programme fédéral C.A.S.E. (Counseling Assistance Small Business) mis sur pied en 1975 par la Banque Fédérale de Développement; "des cadres retraités offrent aux chefs de petites entreprises une expertise-conseil dans tous les domaines de la gestion", Les Affaires, 16 février 1976, p. 15; du côté québécois, les SODEQ avaient pour but aussi de permettre cet encadrement réclamé par l'entreprise privée.

Le troisième objectif vise la disponibilité de fonds. On estime que "les PME sont pénalisées par le fait qu'il n'existe pas de marché pour leur fournir du capital de risque et qu'il y a relativement peu d'institutions spécialisées dans ce secteur" ²⁵.

En ce qui concerne ce problème, l'important rapport préparé par Gray (1971) soulignait qu'à cause de la masse importante d'investissements directs étrangers, les politiques gouvernementales ont été élaborées en fonction des intérêts des grandes sociétés étrangères et, par conséquent, ont provoqué une distorsion importante dans la structure industrielle. Ce rapport affirmait qu'"en termes généraux, il y a une pénurie dans trois secteurs: le capital de risque pour les nouvelles sociétés et les sociétés de petites dimensions; les capitaux pour financer l'expansion des sociétés petites et moyennes; les grandes masses de capitaux pour financer de vastes projets d'exploitation des richesses naturelles" ²⁶.

Si l'on examine à posteriori l'évolution des législations gouvernementales, on peut supposer que le message a été entendu puisque le gouvernement ontarien en 1974 autorisait la création d'organismes pourvoyant des capitaux de risque et que le gouvernement québécois a suivi en 1976 avec l'instauration des SODEQ. De plus, le gouvernement québécois a voulu stimuler l'innovation et l'expansion des PME ²⁷.

(25) Chambre de Commerce de la Province de Québec, Pour une stratégie... op. cit., pp. 118-119

(26) Le rapport Gray sur la maîtrise économique du milieu national, ce que nous coutent les investissements étrangers, Léméac, Ottawa, 1971, pp. 22-46

(27) Différents articles ont été écrits dans le but de souligner l'importance de l'innovation dans les PME; soit comme facteur de développement, voir Gouvernement du Québec, "Le dirigeant PME et son accès aux connaissances technologiques", Développement-Québec, Avril-Mai, 1979, pp.12-14; soit comme nécessité répondant à un besoin, voir SHOONER, Pierre, "Les besoins des PME en informations scientifiques et techniques", Commerce, Sept. 1978, pp.56-64; BULLOCH, John F., L'utilisation du vidéotek pour les petites entreprises et leurs associations, Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, Ottawa, 20 oct. 1981, 13 pages; ou soit comme obstacle à obtenir des fonds, voir COTE, Marcel, "Les premières années d'une PME technologique de pointe", Ingénieur, Juillet-Août 1979, #332, pp.19-27

Et ce, par la création en 1977 d'un programme de "stimulation de l'investissement privé" ²⁸. D'ailleurs, ce programme concorde assez fidèlement avec le quatrième objectif proposé par la Chambre de Commerce et qui comportait la création de nouvelles entreprises. Le gouvernement du Québec a d'ailleurs endossé ce vœu plus tard en affirmant que les grandes entreprises possédaient tous les avantages pour la recherche et l'innovation tandis que les PME rencontraient de sérieuses difficultés dans ces domaines. L'Etat s'engageait donc à mettre en oeuvre tous les moyens possibles pour aider l'entreprise (surtout les PME) à établir une stratégie d'innovation par le biais du Centre de Recherche Industrielle du Québec (C.R.I.Q.) ²⁹.

Le cinquième objectif concerne la délimitation du territoire, afin de ne pas se limiter à Montréal mais à l'ensemble du territoire québécois. Cet objectif semble répondre au fait que les petites et moyennes entreprises sont implantées dans toutes les régions du Québec ce qui nécessiterait une intervention sur l'ensemble du territoire.

Le dernier objectif se réfère à la complémentarité avec les institutions actuelles. On envisagerait mettre en oeuvre de nouveaux programmes avec des organisations déjà existantes. Lorsque nous étudie-

(28) Le programme O.S.E. (Opération Solidarité Economique), créé en octobre 1977, comprenait cinq volets dont celui mentionné dans le texte. Une somme de 356\$ millions a été injectée entre 1977 et 1980 et une autre de 137,7\$ millions avait été prévue pour 1980-81, Revue O.S.E., Vol. 3, No. 6, Fév.-Mars 1981, p. 2.

(29) Bâtir le Québec, op. cit., p. 238; d'ailleurs, le chapitre 9 (pp.219-241) portant sur l'innovation et la recherche nous indique assez clairement les priorités du gouvernement vis-à-vis l'entreprise privée.

rons, plus loin, la participation financière et administrative dans les SODEQ, des Caisses Populaires, des Caisses d'Entraide Economique (les années précédant la crise de ces institutions)³⁰, des Chambres de Commerce locales ou des Commissariats Industriels, il sera possible de constater combien la concertation entre ces différents groupes a permis la réalisation de cet objectif. Les intérêts économiques des institutions financières déjà citées étaient, nous semble-t-il, assez convergents pour pouvoir s'impliquer financièrement dans les nouvelles sociétés de financement (SODEQ).

Il faut préciser que, pour rendre opérationnelle cette stratégie, les instigateurs de l'idée des SODEQ ont tenu à formuler des mesures précises comme conditions préalables à l'établissement de cet organisme de financement, et ce, toujours dans une logique de développement et de défense de l'entreprise privée.

3.2.4 Mesures et conditions préalables à la création du fonds d'investissement pour le développement de l'entreprise québécoise (FIDEQ)

Les mesures proposées par la Chambre de Commerce cherchaient à attirer des placements vers les sociétés privées. Mais comme les place-

(30) C'est à la suite de reportages réalisés par le réseau de télévision TVA, en juin 1981, que la crise des Caisses d'Entraide Economique a véritablement éclatée; ces reportages se basaient sur une étude de la Commission des Valeurs Mobilières du Québec, réalisée en 1978, qui constatait que "la concentration de prêts commerciaux ou industriels à long terme, en plus de dévier des principes de coopération ou même d'inter-coopération, présente un énorme risque en soi, amplifié par la fragile structure financière des caisses"; les épargnants, par suite du reportage, se sont empressés de vouloir retirer leurs épargnes et se sont rendus compte du manque de liquidité des caisses; pour l'historique et la nature de cette crise, on peut consulter Jacques Forget, Le scandale des caisses d'entraide, Bibliothèque Finance, Montréal, 1981, 187 pages.

ments, sous forme de capital de risque dans les PME, comportent un rendement moins élevé (à cause de la nature même de ce placement), on proposa au gouvernement provincial la création d'un nouvel organisme. D'une part, cet organisme créé, bénéficierait d'avantages fiscaux. D'autre part, l'investisseur, par le biais des exemptions fiscales, serait rassuré et incité à participer financièrement à cet organisme voué au financement des petites et moyennes entreprises³¹. Les règles de fonctionnement de l'organisme suggéré, soit le Fonds d'Investissement pour le Développement de l'Entreprise Québécoise (FIDEQ), ont été élaborées autour de l'obligation d'investir 85% de l'actif comme capital de risque dans les PME pour pouvoir être éligible aux privilèges fiscaux. On verra que cette suggestion a été en partie retenue puisque selon les règlements de la loi des SODEQ, on exige l'investissement de 70% de l'actif des SODEQ dans les PME manufacturières. On pourrait faire mention d'autres règles établies pour le fonctionnement de l'organisme comme par exemple:

- ne pas détenir plus de 40% des actions votantes d'une entreprise;
- ne pas effectuer de placement supérieur à 250 000\$;
- ne pas investir plus de 25% de l'actif de la société dans une entreprise;
- réunir un capital d'équité obligatoire de 1\$ million pour la constitution en société.

(31) Les mesures fiscales étaient au nombre de trois: 1) il y aurait crédit d'impôt comme celui utilisé dans les épargnes enregistrées; 2) une réserve automatique de 40 000\$ par placement ou 30% de la valeur totale; 3) réserve de 50 000\$ échelonnée sur cinq ans pour les entreprises ayant obtenu des capitaux. Pour des explications supplémentaires, on peut consulter Pour une stratégie..., op. cit., pp. 137-143

Nous pourrions constater, dans le prochain chapitre, que ces propositions de base ont été pour la plupart l'objet de règlements définissant le fonctionnement de la loi sur les SODEQ. D'autres conditions, soumises au gouvernement par la Chambre de Commerce, ont été modifiées comme celles qui se réfèrent aux secteurs d'activités admissibles au financement par les SODEQ. La Chambre de Commerce avait favorisé des entreprises à haut facteur d'entraînement sans tenir compte du secteur économique (primaire, secondaire, tertiaire) alors que le gouvernement, de par la loi, a préféré s'en tenir uniquement au secteur manufacturier comme secteur prioritaire d'investissements des SODEQ.

A l'origine du projet de création de cet organisme de financement, on avait établi trois types de pourvoyeurs en capital et en ressources pour sa mise sur pied:

- 1- les institutions financières existantes ayant un lien avec les PME (Roynat, les Caisses d'Entraide, etc...);
- 2- les firmes de consultants et d'experts financiers;
- 3- les sociétés privées, spécialisées dans le capital de risque et ayant un caractère régional (SOGELAC) ³².

3.3 Commentaire de cette analyse

L'analyse portant sur l'historique de la loi sur les SODEQ et sur l'argumentation qui a contribué à son élaboration finale nous amène à poser cinq interrogations.

(32) Terme signifiant Société de Gestion Lac St-Jean, société privée créée en 1971 dont le capital-actions était détenu par des hommes d'affaires d'Alma et "dont les valeurs offertes doivent être considérées comme spéculatives et de nature risquée", Prospectus, 8 sept. 1972, SOGELAC, Alma

Premièrement, les firmes multinationales, en raison de leur accessibilité à des marchés très vastes (aux niveaux national et mondial) et de leur possibilité d'expansion, ne provoquent-elles pas une concentration excessive des capitaux leur permettant ainsi une plus grande facilité de financement?³³.

Deuxièmement, cette concentration du capital n'entraîne-t-elle pas du même coup une plus grande difficulté de financement pour les petites et moyennes entreprises qui s'adressent plutôt à un marché secondaire (niveaux régional et local)?

Troisièmement, l'Etat aurait-il un rôle particulier à jouer en intervenant dans le financement de ces petites et moyennes entreprises, c'est-à-dire en canalisant des capitaux vers les PME?

Quatrièmement, le drainage des capitaux au niveau régional serait-il considéré comme une solution aux problèmes de financement des PME?

Cinquièmement, les SODEQ auraient-elles été créées comme un instrument servant au drainage des capitaux régionaux?

(33) Certains auteurs corroborent ces hypothèses en affirmant qu'une caractéristique majeure de la gestion financière des FMN (Firmes multinationales) d'origine américaine, depuis les années '60, est constituée par le drainage des capitaux à l'échelle mondiale, voir Albert Michalet, Le capitalisme mondial, P.U.F., 1976, p.208. Voir également Ernest Mandel, Traité d'économie, op. cit., pp. 57-120 où l'auteur analyse la nécessité pour les monopoles de concentrer leurs capitaux pour assurer leur expansion. En ce qui concerne le rapport concentration géographique et concentration économique au niveau québécois, voir RYBA, André, DESNOYERS, André, Le secteur financier et les entreprises au Québec: financement, information et placement, C.R.D.E., Université de Montréal, pp. 169-176; pour des explications relatives à la rentabilité du capital, voir ARNAUD, Sales, La bourgeoisie, op. cit., p. 288.

Toutes ces questions doivent être examinées dans le cadre de notre analyse. Nous les aborderons en trois temps.

D'abord, en étudiant le contexte du projet de loi sur les SODEQ, on pourra comprendre quels sont les véritables enjeux qui en découlent, quels sont les groupes d'intérêts qui s'opposent et quels sont les groupes privilégiés par le gouvernement.

Ensuite, en scrutant la loi, on pourra faire ressortir les concepts sur lesquels elle repose et les principes qui ont servi à son élaboration.

Enfin, en traçant un profil global de la situation des SODEQ, il sera possible de voir quels sont les acteurs qui jouent un rôle fondamental dans leur fonctionnement et quels sont les buts atteints par rapport à la mission qu'on leur avait assignée.

CHAPITRE 4

CONTEXTE, NATURE ET IMPLICATION DE LA LOI SUR LES SODEQ

4.1 Contexte du projet de loi

Le projet de loi sur les SODEQ a été annoncé pour la première fois dans le budget du gouvernement libéral d'avril 1975. Le but était de pallier, affirmait-on, à deux problèmes majeurs concernant les PME: la qualité de la gestion et le besoin de capital de risque. Le ministre des finances de l'époque, Raymond Garneau, précisait que des allègements fiscaux seraient accordés aux nouvelles sociétés de financement de même qu'aux actionnaires pour les inciter à investir dans ces nouvelles institutions. Les modalités et les structures de fonctionnement seraient définies par législation¹.

Pour démontrer l'importance des petites et moyennes entreprises manufacturières et la nécessité de leur venir en aide par voie législative, on argumentait à l'effet que 95% des entreprises manufacturières de la province étaient des PME, qu'elles employaient 56% de la main-d'oeuvre et étaient responsables de 50% de la valeur des expéditions de tout le secteur manufacturier².

(1) Gouvernement du Québec, Discours sur le budget 1975-76, Ministère des Finances, Assemblée Nationale, 4e session, 30e législature, pp.22-23.

(2) Précisons que ces statistiques se basaient sur des données de 1971, Journal des débats, 21 juin 1976, Vol. 17, No. 52, p. 1626

En même temps que l'on tentait de démontrer l'importance des PME manufacturières dans l'économie québécoise, on relatait les facteurs contribuant à la faiblesse de leur croissance: manque de dynamisme des entrepreneurs, faiblesse du management (dû à la taille de l'entreprise), absence de planification à moyen et à long terme pour le développement des marchés, faiblesse dans la recherche et l'innovation. Si on se réfère au chapitre précédent, on s'aperçoit que les leaders gouvernementaux ont repris le même discours que la Chambre de Commerce de la Province de Québec. Cela nous indique l'orientation dans laquelle le gouvernement devait s'engager. Le gouvernement Bourassa considérait alors comme essentiel de mettre sur pied des organismes privés de financement qui pourraient contribuer à la correction des faiblesses des PME manufacturières tout en garantissant des exemptions fiscales pour les futurs investisseurs³.

D'ailleurs, la recommandation de ne pas inclure les entreprises de type communautaire à l'intérieur de cette loi confirme l'intérêt du gouvernement d'appuyer exclusivement les entreprises privées.

Les principaux arguments opposés à ce projet portent sur trois thèmes: la notion de capital de risque, la nature des exemptions fiscales et l'exclusion des entreprises communautaires.

-
- (3) Le ministre de l'Industrie et du Commerce, Guy St-Pierre, était très explicite par rapport à l'orientation de ces organismes: "Les SODEQ sont plutôt un instrument du secteur privé pour aider nos entreprises qui ont déjà une bonne feuille de route, qui ont déjà une bonne croissance, mais qui manquent de nouveaux capitaux pour être capables d'exploiter à fond le potentiel qu'offre le marché actuel". Journal des débats, op. cit., p. 1628. Pour renforcer son argumentation, le ministre ajoutait que ces SODEQ auraient pour but "de fournir alors de véritables véhicules aux bâtisseurs que nous avons dans nos régions", ce qui peut se traduire par les élites locales ou régionales (industrielles, financières et commerciales) et non pas accessible pour l'ensemble de la population.

4.1.1 La notion de capital de risque

Le terme capital de risque a été utilisé couramment dans les documents de base (mémoires, études), dans l'annonce du projet de loi ou dans les débats occasionnés par celui-ci. Comment se fait-il que ce concept, après avoir été si souvent employé, n'apparaît plus dans le texte de loi officiel? A-t-on voulu laisser la liberté d'effectuer des placements rentables afin d'éviter tout risque qu'aurait rendu possible l'utilisation de cette notion dans le texte de loi? On constate d'ailleurs que différents auteurs ne s'entendent pas sur la nature du risque ⁴.

-
- (4) Georges Fells, président de l'Association des détenteurs canadiens de capital de risque (ACVVC), définissait cette notion ainsi: "Le capital de placement ou capital de risque, est l'argent qui demeure requis après épuisement des sources ordinaires de garantie de dette, et après engagement de tous les fonds dont dispose un propriétaire". Nouvelles de la petite entreprise, Banque Fédérale de Développement, Hiver 1979-80, Montréal, p. 6; de son côté, la Chambre de Commerce de la Province de Québec identifiait le capital de risque aux épargnes de l'entrepreneur, des actionnaires et des membres de la famille, investies dans l'entreprise, Pour une stratégie..., op. cit., p. 130; pour Isaac, "il convient de disposer de capitaux dont la contre-partie est à trouver non dans les garanties mais essentiellement dans des perspectives favorables de rémunération", Pierre-Charles Isaac, "La crise du capital de risque et le financement des petites et moyennes entreprises innovantes", Reflets et perspectives de la vie économique, Tome XV, Mars 1976, p. 17 (pp.15-28); Guy St-Pierre définissait le capital de risque comme le capital de l'équité de l'entreprise ou l'équité même de l'entreprise, Journal des débats, op. cit., p. 1626; M.J. Kostuch, vice-président de SB Capital Corporation Ltd, expliquait: "One of the principal responsibilities of the venture capital source is to ensure that the required resources have been assembled to meet with the current needs of the enterprise as well as its fully realizable potential", The Role of venture capital in small business development and growth, Presentation to the Eight International Symposium in small business, Ottawa, 20 octobre 1981, p.i, (45 pages).

Cette assertion est corroborée par Daniel Bordeleau qui affirmait:

"La définition même du capital de risque varie beaucoup selon le banquier auquel on s'adresse. Certains incluent même dans cette catégorie les investissements faits dans les puits de pétrole ou des filons. Une définition plus restrictive mais quand même très large inclut tous les types de capitaux non garantis que ce soit sous forme d'action, de débenture convertible ou d'autres emprunts non garantis" 5.

Une certaine confusion semble provenir du degré de risque qu'on peut attribuer à ces capitaux selon que l'on privilégie l'équité des actionnaires ou la priorité des prêts non garantis effectués à l'entreprise. En fait, selon la déclaration d'un membre de la Chambre de Commerce "le risque peut varier suivant le genre d'entreprise dans laquelle vous avez investi" et il ne faut donc pas définir cette notion dans la loi afin de permettre une plus large flexibilité dans les types d'investissements réalisés par les SODEQ⁶.

4.1.2 La nature des exemptions fiscales

Alors que l'opinion du gouvernement et celle du monde des Affaires étaient identiques sur la nécessité d'accorder de généreuses exemptions fiscales à tout investisseur dans les SODEQ, celle du parti d'opposition de l'époque (Parti Québécois) était très critique. Un des membres affirmait:

"Une bonne partie de nos inquiétudes repose justement sur la possibilité que quelques individus forment une SODEQ dans le but premier de réduire leur impôt, tout en s'assurant d'un rendement élevé et que les placements se feront (SIC) dans les entreprises

(5) Les Affaires, 10 octobre 1981, supplément, p. S-22

(6) Journal des débats, 28-29 juin 1976, No. 113, p. B-3684

disposant déjà de sources de financement suffisantes et ne justifiant donc point de tels cadeaux fiscaux" 7.

Cette critique adressée au gouvernement libéral n'a toutefois pas empêché ce député, après avoir été porté au pouvoir, d'approuver les règlements du projet de loi en juin 1977 et de cautionner du même coup les dangers éventuels qu'il avait lui-même soulignés.

Mentionnons que les exemptions fiscales étaient de l'ordre de 25% du montant investi dans une SODEQ, et ce, non pas du revenu imposable mais de l'impôt payable. D'autres exemptions concernant les régimes d'épargne-actions et d'épargne enregistrée de retraite ont été ajoutées par la suite. Donc, non seulement les critiques de ce député devenu ministre n'ont pas été sérieusement étudiées ni évaluées (importance des exemptions fiscales) mais, faut-il le souligner, de nouvelles exemptions ont été accordées.

4.1.3 L'exclusion des entreprises communautaires

En ignorant l'éligibilité des entreprises de type communautaire pour les placements admissibles des SODEQ, le gouvernement de l'époque souleva quelques controverses autant dans l'opposition que dans les entreprises coopératives ⁸.

(7) Québec, Assemblée Nationale, Journal des débats, 22 juin 1976, Vol. 17, No. 53, p. 1649

(8) Guy St-Pierre avait déclaré pendant les débats du projet de loi: "il faudrait éviter les deux extrêmes, c'est-à-dire éviter des entreprises dont les risques de faillite seraient très, très grands, et ce seraient de nouvelles entreprises. Il faut également éviter les entreprises de type communautaire...", Québec, Assemblée Nationale, Journal des débats, 21 juin 1976, Vol. 17, No. 52, p. 1628

A la suite de ces contestations, on proposa la formation d'une Commission parlementaire ayant pour but d'entendre différentes opinions sur la nature du projet de loi. On convoqua donc le Mouvement Coopératif Desjardins, la Fédération des Caisses d'Entraide et la Chambre de Commerce de la Province de Québec. Deux documents ont été déposés devant la Commission Parlementaire pour commenter ce projet de loi⁹. En ce qui concerne celui de la Fédération des Caisses d'Entraide, les recommandations proposaient surtout des changements mineurs au texte du projet de loi sans affecter le principe du financement à long terme.

L'autre document, signé par H. Birk, a essayé surtout de démontrer que les avantages fiscaux n'étaient pas assez élevés pour susciter l'investissement dans les SODEQ¹⁰.

On se rend donc compte que deux groupes d'intérêts s'affrontaient sur la nature du fonctionnement de ce système: un groupe tentait de démontrer qu'il fallait accroître l'aide à l'entreprise privée par le biais des exemptions fiscales et l'autre dénonçait cette méthode (l'opposition officielle dont Jacques-Yvan Morin en était le porte-parole) tout en incitant le gouvernement à axer les mesures d'aide vers les

(9) Commentaires de la Fédération des Caisses d'Entraide économique du Québec au sujet du projet de loi 6 et les observations de H. Birk, associé de Thorne Riddel et Cie et Poissant et Richard associés in Projet de loi 6 concernant les sociétés de développement de l'entreprise québécoise et modifiant la loi des impôts, Commission permanente de l'industrie et du commerce, Secrétariat des commissions parlementaires, 1976.

(10) H. Birk est un associé de la firme Thorne Riddel et Cie et qui avait présenté ses observations sur la loi des SODEQ devant l'Association Canadienne d'Etudes Fiscales à Montréal, le 14 mai 1976

coopératives perçues comme étant aussi un instrument de développement socio-économique ¹¹.

Ces divergences que l'on a fait ressortir à travers le débat du projet de loi des SODEQ peuvent peut-être s'expliquer par les concepts sur lesquels repose la loi. C'est en essayant de saisir les concepts et de les définir que nous pourrions probablement obtenir une image globale de la situation des SODEQ.

4.2 Nature et concepts de la loi des SODEQ

4.2.1 Les concepts de la loi

Le principe de la loi des SODEQ nous semble relever de la logique du développement capitaliste à cause de l'importance fondamentale qu'elle accorde à l'entreprise privée comme instrument de développement économique. Le premier concept est celui de la liberté d'entreprise. On fait appel à l'absence de contraintes pour les personnes ou les groupes intéressés à participer au développement économique. Mais il nous apparaît pertinent de traduire ce principe de la façon suivante: une application minimale de contraintes de la part de l'Etat vis-à-vis l'entreprise privée en même temps que l'établissement de mécanismes d'aide (financière et administrative) canalisés par le biais de l'Etat vers le secteur privé. Les paroles de Guy St-Pierre, Ministre de l'Industrie et du Commerce de l'époque reflètent cette idée. Pour lui, les SODEQ:

(11) Gilles Ariès, président du Conseil de la coopération québécoise, avait proposé la création d'une société de développement coopératif.

"sont des sociétés privées dans lesquelles, dans les régions données, l'Etat dit à ceux qui veulent bâtir dans la région: nous allons donner un avantage fiscal, nous allons nous priver de certains revenus que l'Etat, normalement, aurait eus, pour nous permettre de bâtir dans une région donnée" 12.

Le député Fabien Roy était encore plus explicite pour exprimer sa foi en l'entreprise privée:

"C'est pourquoi je voudrais que ces SODEQ soient pour les Québécois, pour les nôtres, pour les gens de chacune des régions, l'outil par excellence susceptible d'aller ramasser des capitaux et de les mettre à la disposition de nos hommes d'affaires et de nos industriels" 13.

On peut traduire ces affirmations par un nivellement du discours idéologique dans le sens où l'on généralise les possibilités de participation à la vie économique alors que l'on s'adresse en réalité à une infime minorité (par exemple, les hommes d'affaires ou les industriels) 14.

(12) Québec, Assemblée Nationale, Journal des débats, 22 juin 1976, p. 1657

(13) Ibid, p. 1652

(14) Ce même discours a été observé par Marie-Thérèse Seguin dans une étude portant sur les PME au Saguenay-Lac St-Jean où elle affirmait: "Faisant silence sur la division sociale de la population engendrée par l'appropriation privée des moyens de production et des richesses produites, un discours globalisant et régionaliste incite la population en général à se tourner et à soutenir les PME régionales. Ainsi, n'est-il pas rare, aujourd'hui, au Saguenay-Lac St-Jean, d'écouter des "exclus" de la propriété des moyens de production et de l'accès au partage des richesses, dire "il faut aider nos PME". Petites et moyennes entreprises et développement régional à l'heure de la restructuration de l'appareil de production, Thèse de doctorat, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris, 1982, Tome II, p. 226

Un deuxième concept concerne "le développement" entendu dans le sens plutôt économique du terme.

Certains auteurs définissent le développement par rapport à la croissance économique¹⁵; d'autres insistent sur le caractère de transformation tendant plutôt vers des réformes sociales, politiques ou économiques¹⁶; et certains suggèrent un changement radical d'un type de société par un autre¹⁷.

Ces interprétations ne sont pas sans avoir une certaine influence sur le comportement des gouvernements. Le gouvernement québécois actuel, comme le précédent d'ailleurs, a basé sa politique de développement économique sur la première conception du développement

-
- (15) On peut citer dans cette catégorie, Rein Peterson, La petite entreprise pour une économie équilibrée, Cercle du Livre de France Ltée, Montréal, 1978, p. 206, qui fait correspondre le développement à la capacité d'innover (donc entrepreneurship); les auteurs Higgins, Martin, Raynaud, dont le développement correspond à des industries motrices. Les orientations de..., op. cit., p. 114, inspirés d'ailleurs de la thèse de François Perroux et la firme motrice, voir L'économie du XXème siècle, P.U.F., 2ème édition, 1964, p. 155
- (16) A titre d'illustration voir PREVOST, Paul, La problématique économique au Saguenay-Lac St-Jean, L.E.E.R., UQAC, 1979, p.23; Camil Legendre, Le développement et les organisations; le destin des contracteurs forestiers, Dépt. Sc. Humaines, UQAC, p.1; Jean Moisset, L'Alcan et la croissance économique du Saguenay-Lac St-Jean, Thèse de doctorat, Université de Fribourg, 1972, p. 100
- (17) Les auteurs marxistes sont les plus nombreux dans cette catégorie: à titre d'exemple, on peut citer l'oeuvre classique de Marx et Engels, Manifeste du Parti communiste, Coll. 10/18, Paris, 1971, 188 pages. Lénine, L'Etat et la révolution, Editions en langues étrangères, Pékin, 1976, 157 pages.

cité plus haut, ce qui implique un "préjugé favorable" pour l'entreprise privée. Selon celui-ci, "les décisions d'entreprendre, d'investir, d'ouvrir de nouveaux débouchés dépendent principalement du secteur privé" ¹⁸.

Les SODEQ sont-elles donc considérées principalement comme un instrument de développement économique mis à la disposition de l'entreprise privée? Si cela s'avère exact, on peut supposer alors que le gouvernement québécois se porte garant des intérêts privés (en instaurant les SODEQ) au détriment de l'ensemble de la population (qui doit absorber le coût des exemptions fiscales accordées aux investisseurs des SODEQ).

Les concepts d'entreprise privée, de développement économique constituent selon nous les véritables enjeux qui animent l'esprit de la loi sur les SODEQ. En scrutant le contenu de la loi, il sera peut-être possible d'établir les intérêts réels qui y sont défendus et pour lesquels la loi y contribue.

4.2.2 La nature de la loi

La loi sur les SODEQ exige d'abord un minimum de dix personnes devront signer une requête pour obtenir les lettres patentes du ministre des consommateurs, coopératives et institutions financières; ensuite, les signataires devront s'être engagés à fournir un montant d'un million (1 000 000\$) au capital-actions de la société, dont 350 000\$ doivent être pay s immédiatement, le reste devant être acquitté au cours des cinq années suivant la date d'émission des lettres patentes. On peut définir ces conditions comme préalables à la création d'une SODEQ.

(18) Québec, Editeur Officiel, Bâtir le Québec, op. cit., p. 79

Après l'obtention des lettres patentes et la formation d'un conseil d'administration d'au moins cinq personnes, les SODEQ sont tenues d'observer un certain nombre de règles obligatoires dont les principales sont les suivantes:

- 1- Les investissements des SODEQ doivent s'effectuer dans des PME ayant moins de 200 employés et ayant un actif inférieur à 7,5\$ millions.
- 2- Ces investissements doivent correspondre à 70% de l'avoir propre de ses actionnaires et ce, dès la fin de la première année d'existence de la SODEQ.
- 3- La valeur d'un ou des placements ne peut dépasser 25% de l'actif net d'une SODEQ ou encore un montant maximum de 250 000\$ par placement.
- 4- Les SODEQ ne peuvent détenir directement ou indirectement plus de 40% des actions votantes d'une même PME manufacturière.

On verra plus loin dans quelle mesure ces exigences ont été respectées et dans quel sens des modifications ont été suggérées.

Un autre point important de la loi concerne le nombre de SODEQ: à cet effet, on prévoyait la création d'un maximum de dix SODEQ réparties dans cinq régions du Québec (Tableau 1). Cette répartition n'a toutefois pas été respectée puisqu'on a dénombré jusqu'à 13 SODEQ au Québec. En 1983, il existait 12 SODEQ selon le répertoire du Ministère de l'Industrie et du Commerce (Tableau 2).

Tableau 1

Répartition des SODEQ du Québec
selon la loi de 1976

Nom de la région	Nombre de SODEQ	Territoire desservi
Région Est	3	Bas St-Laurent-Gaspésie Saguenay-Lac St-Jean Québec Côte-Nord Nouveau-Québec
Région du Centre	1	Trois-Rivières Cantons de l'Est
Région du Sud	1	Granby St-Jean Beauharnois St-Hyacinthe Richelieu
Région de Montréal	4	Comprend la sous-région administrative 6.6 Montréal métropolitain
Région Ouest	1	Joliette Terrebonne Outaouais Nord-Ouest
SOURCE: <u>Gazette Officielle du Québec</u> , 1er juin 1977, 109ème année, No. 20, p. 2611; p. 2614-2615.		

Tableau 2
Répartition des SODEQ du Québec en 1983

Nom de la région	Nombre de SODEQ	Territoire desservi
Région Est	3	Québec Saguenay-Lac St-Jean (Jonquière) Bas-St-Laurent-Gaspésie (Rimouski)
Région du Centre	3	Beauce-Appalaches Trois-Rivières Sherbrooke
Région Sud	1	St-Jean
Région de Montréal	3	Montréal Longueuil Laval
Région Ouest	2	Joliette Nord-Ouest
SOURCE: <u>Répertoire des SODEQ</u> , M.I.C., Février 1983		

Un autre aspect de la loi, jugé important, se réfère aux exemptions fiscales. Celles-ci sont au nombre de trois, si l'on tient compte des modifications apportées à la loi:

- 1- Tout investissement dans une SODEQ autorise un crédit d'impôt provincial de 25% (exemption prévue dans la loi de 1976).
- 2- Les actions achetées (et non pas souscrites) peuvent être déposées dans un régime enregistré d'épargne-actions (depuis l'introduction d'une mesure prise par le Ministère des Finances, Jacques Parizeau, en 1979).
- 3- Avec la possibilité de retirer après deux ans les actions d'un régime d'épargne-actions, l'investisseur pourra verser ce placement dans un régime enregistré d'épargne-retraite autonome. Dans cette éventualité, il aura droit à une seconde déduction fiscale aux fins de l'impôt fédéral et de l'impôt provincial ¹⁹.

Pour mieux comprendre les points importants de la loi, relevés précédemment, il faudrait se demander comment s'est opérée l'application de la loi. Quels ont été les principaux initiateurs des SODEQ dans les régions? Comment ont-ils appliqué la loi? Quel est le portrait global

(19) Le Soleil, 13 octobre 1979, p. B-17; pour illustrer combien ces avantages peuvent bénéficier aux investisseurs et par conséquent montrer le risque de placement comme très peu élevé, on a calculé que pour un revenu imposable de 23 000\$ et une mise de fonds de 1 000\$, l'investisseur récupère 250\$ en impôts selon la loi des SODEQ, 260\$ pour l'épargne-actions et s'il transfère ce placement dans un régime d'épargne-retraite autogéré, il économise en plus 492\$ de sorte que le placement initial de 1 000\$ est totalement récupéré (1 002\$). Michel Nadeau, Le Devoir, 29 novembre 1979, p. 15

des SODEQ? Quelles sont les modifications qui ont été proposées à la loi et quelles sont celles qui ont été réalisées?

Pour reprendre ces questions, nous examinerons le cours des événements qui se sont déroulés depuis l'adoption de la loi sur les Sociétés de développement de l'entreprise québécoise.

4.2.3 L'application et le fonctionnement de la loi

La SODEQ Beauce-Appalaches fut la première SODEQ: incorporée en décembre 1978, elle débuta ses opérations le 1er juillet 1979. La première émission d'actions se répartissait de la façon suivante: 52,5% des actions étaient détenues par des individus et des industries et 47,5% par des caisses d'épargne et de crédit, pour un total de 308 souscripteurs et une moyenne d'investissement de 1 900\$ ²⁰.

La formation de cette première SODEQ peut nous indiquer la tendance en ce qui concerne la participation à ces nouvelles sociétés. Les entreprises privées et les institutions financières sont fortement représentées. D'ailleurs, il suffit d'examiner les principaux groupes socio-professionnels représentés au conseil d'administration de certaines SODEQ pour se rendre compte que ce sont principalement des industriels et des professionnels qui contrôlent le fonctionnement des SODEQ en général.

En effet, les professions libérales comptent pour 30,8% et les industriels pour 53,2% des membres des conseils d'administration de six SODEQ étudiées. On peut ajouter que parmi quatre des six SODEQ évoquées, les industriels représentent près de deux tiers (2/3) des membres des conseils d'administration (Tableau 3).

(20) Le Devoir, 16 novembre 1978, p. 23

Tableau 3

Répartition des professions des membres des Conseils
d'administration de certaines SODEQ du Québec en 1982

SODEQ du Québec	PROFESSIONS									
	Cadres		Professions libérales		Industriels		Professeurs		Total	
	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage
SODEQ Laval	2	8,3	10	41,7	11	45,8	1	4,2	24	100
Beauce-Appalaches	0	0	5	33,3	10	66,7	0	0	15	100
Bassin-Richelieu	0	0	4	26,6	10	66,7	1	6,7	15	100
Sodebec Québec	2	13,3	4	26,7	9	60,0	0	0	15	100
Centre du Québec	2	14,3	6	42,9	3	21,4	3	21,4	14	100
SODEQ Sagamie*	4	36,4	0	0	7	63,6	0	0	11	100
TOTAL DE L'ENSEMBLE	10	10,7	29	30,8	50	53,2	5	5,3	94	100

* Les informations de cette SODEQ sont tirées du Rapport annuel de 1980

Note: des 94 membres de ces conseils d'administration, il est à noter qu'une seule femme fait partie de ce groupe.

SOURCE: Rapports annuels des SODEQ du Québec, 1982

L'exemple de la SODEQ Beauce-Appalaches concernant la répartition des actionnaires peut nous montrer la tendance déjà évoquée.

En 1979, les compagnies et les institutions financières dont la Fédération Régionale de Québec des Caisses Populaires Desjardins étaient les principaux actionnaires avec 32,2% des actions émises. Vient ensuite la Fédération des Caisses d'Entraide Economique, la Fédération des Caisses d'Etablissement et le groupe d'assurance-vie La Laurentienne (dont Claude Castonguay, ancien ministre des Affaires Sociales sous le gouvernement Bourassa, en est le président).

Viennent ensuite les PME manufacturières régionales, les hommes d'affaires et les professionnels qui représentaient plus de 53% des actions ²¹.

En ce qui concerne la SODEQ Sagamie, l'objet de notre étude, nous y consacrerons le prochain chapitre dans lequel nous analyserons plus en profondeur la structure de participation des membres et le fonctionnement comme tel de la SODEQ. Soulignons que ce chapitre n'a pas pour but d'étudier chacune des SODEQ créée depuis 1978 mais de dégager un profil global par rapport à la situation d'ensemble des SODEQ.

Ceci dit, on peut avancer l'hypothèse que les SODEQ ont été un instrument de financement qui a surtout servi à une minorité d'industriels, d'hommes d'affaires et de professionnels à qui elles ont procuré de larges abris fiscaux.

(21) Le Devoir, 13 juin 1980, p. XII

Après avoir illustré le type de participation et de fonctionnement dans certaines SODEQ, nous constaterons que les objectifs fixés au départ, c'est-à-dire venir en aide aux PME manufacturières et contribuer ainsi à la création d'emplois, ont été déviés aux seules fins des intérêts des élites financières et industrielles des régions.

La situation globale prévalant dans les SODEQ peut être étudiée à partir de l'analyse du capital-actions. En effet, cette masse de capitaux constitue l'élément moteur du fonctionnement des SODEQ.

Différentes données telles que le capital souscrit, le capital versé, les investissements effectués peuvent nous aider à établir si, dans l'ensemble, on a respecté les obligations dictées par la loi.

En se référant à des données de 1981, on s'aperçoit que seulement deux des douze SODEQ avaient engagé le tiers des fonds dans des PME manufacturières contrairement à la règle obligatoire de 70% de l'actif qui devait être investi.

Ceci nous indique que l'on procède non seulement à l'encontre de la loi mais que l'on écarte les SODEQ de leurs véritables objectifs, soit d'investir dans les PME manufacturières et de fournir une aide à la gestion. Les plus hauts pourcentages d'investissements se retrouvent dans les SODEQ les plus âgées (Beauce-Appalaches et SODECOM de Montréal) et sont respectivement de 51,8% et 36,2% (Tableau 4).

A la lumière de ces résultats, on peut se demander si les véritables préoccupations des SODEQ n'ont pas été d'investir la plus grande partie des fonds dans des placements sans risque et le plus rentable possible. A cet effet, différents moyens ont été utilisés. La SODEQ SODEBEC de Québec, par exemple, qui a créé une filiale de location d'équipements (Société de Crédit et de Location S.C.L. Inc.) qui "compte sur ce type

Tableau 4
Situation financière globale des SODEQ en 1981

NOM DES SODEQ	Capital souscrit	Capital versé	Investissements autorisés	Pourcentage des fonds déjà engagés dans des PME manufacturières	Emission nouvelle prévue en 1981
	(en millions \$)				
SODEQ Beauce-Appalaches Inc. St-Georges de Beauce	4,4\$	4,031\$	2,089\$	51,8%	-
SODEQ Centre du Québec Trois-Rivières	3,0\$	1,6\$	-	-	3,0\$
SODEQ Sodecom Montréal	2,846\$	2,415\$	1,5\$	36,2%	4,0\$
SODEQ Laval Inc. Laval	2,7\$	1,3\$	0,400\$	33%	5,0\$
SODEQ Estrie Sherbrooke	2,351\$	1,500\$	0,870\$	5%	-
SODEQ Sodebec Québec	1,767\$	1,307\$	0,425\$	32%	1,2\$
SODEQ du Bassin Richelieu Inc. Saint-Jean	1,7\$	1,3\$	0,375\$	23%	2,0\$
SODEQ Nord-Ouest Québécois Rouyn	1,580\$	0,955\$	0,150\$	15%	Emission en cours
SODEQ de Lanaudière Joliette	1,343\$	0,753\$	-	-	1,5\$
SODEQ Rive-Sud Métropolitaine Longueuil	1,250\$	0,800\$	-	-	3,0\$
SODEQ de l'Est de Québec Rimouski	1,200\$	0,780\$	0,131\$	16,9%	1,0\$
SODEQ Sagamie Jonquières	1,0\$	0,831\$	0,280\$	33%	2,0\$

SOURCE: Finance, 2 mars 1981, p. 22

de placements pour rentabiliser son avoir disponible" ²². D'autres SODEQ (Centre du Québec et SODECOM de Montréal) ont voulu minimiser le caractère risqué des investissements dans certaines entreprises en garantissant leurs avances de fonds par des actes de fiducie (grevant les actifs des compagnies) contrairement à la loi qui interdit de grever les biens d'une compagnie d'aucune charge ou hypothèque pour le remboursement de sa créance ²³.

Etant incapable de respecter la règle du 70% d'investissements obligatoires dans les PME manufacturières ²⁴, les SODEQ ont proposé au gouvernement d'étaler la période requise pour effectuer les placements et de limiter les placements à 50% dans les PME manufacturières ²⁵. Une autre proposition, émanant de la Chambre de Commerce et d'industrie du Québec métropolitain, consistait à étendre le champ d'application au secteur immobilier ²⁶. Le principal objectif de cette suggestion consistait à investir dans des zones de restauration et de rénovations urbaines. Cela nous semble, en faisant l'hypothèse que cette proposition puisse être retenue par le gouvernement, traduire une volonté de pouvoir réaliser des investissements beaucoup plus rentables et de profiter en même temps des exemptions fiscales. Le sens de ces propositions nous indiquerait la future orientation des SODEQ, soit la maximisation de la rentabilité des investissements.

(22) Les Affaires, 9 janvier 1982, p. 31

(23) Idem

(24) En 1981, sur un actif total de 16,7\$ millions pour l'ensemble des SODEQ, seulement 6\$ millions ont été investis dans les PME manufacturières, soit 35%. La Presse, 26 février 1981, p. B-3

(25) On annonçait récemment que le gouvernement effectuera les modifications suivantes: les SODEQ auront le droit d'investir dans le secteur tertiaire (hôtellerie, restaurant, commerce au détail); qu'ils seront tenus d'investir seulement 60% dans des capitaux de risque; que la taille des entreprises éligibles sera haussée à 500 employés et qu'ils pourront se fusionner. Le Devoir, 11 mars 1983, p. 5

(26) Le Soleil, 13 juin 1980, p. B-2

A la fin d'août 1982, le gouvernement décida de modifier deux règles dans la loi des SODEQ (devenant applicables en janvier 1983):

- 1- l'investissement dans une PME manufacturière pourra se faire graduellement soit 20% de son actif la première année, 40% la deuxième année et 60% la troisième année (il faut souligner que la loi exigeait l'investissement de 70% de l'actif dès la première année).
- 2- tout placement dans une SODEQ ne pourra pas dépasser le moindre de 20% de l'actif total de la SODEQ ou 33,3% de l'avoir des actionnaires. (La loi de 1976 autorisait 25% de l'actif ou le maximum de 250 000\$). En principe, ceci permet à une SODEQ de dépasser la limite de 250 000\$ dans un cas où l'actif de celle-ci serait assez élevé de sorte qu'il serait possible d'effectuer un fort placement dans un secteur où la rentabilité paraît certaine.

Les nouvelles modifications semblent donc confirmer les appréhensions soulevées par l'Opposition lors du débat du projet de loi: les SODEQ sont vouées à la rentabilité dans les secteurs les plus performants. Pour ce faire, on doit analyser une double façon d'investir de la part des SODEQ: premièrement, la majorité des fonds sont placés dans des dépôts à terme, ce qui constitue une sécurité et une rentabilité plus forte que les capitaux de risque; deuxièmement, on accentue les investissements vers les secteurs de haute technologie tels les produits électroniques, les micro-ordinateurs, l'informatique et en général les secteurs rentables de l'économie actuelle.

En 1980, les dépôts à terme constituaient 82,9% de l'avoir total des actionnaires des SODEQ du Québec. De ce pourcentage, quatre des huit SODEQ existantes avaient effectué plus de 90% de leurs avoirs

en dépôts à terme. Les placements admissibles pour la même période s'élevaient seulement à 16,6% pour l'ensemble des SODEQ (contrairement aux 70% exigés par la loi). Il faut souligner que quatre des huit SODEQ existantes en 1980 n'avaient réalisé aucun placement dans les PME. En ce qui concerne les années 1981 et 1982, les dépôts à terme ont diminué à 64,4% et 50,8% respectivement alors que les placements ont augmenté à 31,1% et 37,1% de l'avoir des actionnaires pour l'ensemble des SODEQ, ce qui est contraire encore à l'esprit de la loi (Figure I). Peut-on supposer que les modifications à la loi veulent seulement consacrer une situation existante depuis la création des SODEQ? Ajoutons que la SODEQ SODECOM de Montréal est la seule à avoir investi au moins 70% de ses avoirs des actionnaires dans les PME manufacturières²⁷. On peut résumer la situation des investissements des SODEQ du Québec pour les années 1981, 1982, comme étant dominés par les dépôts à terme alors que les placements dans les PME augmentent graduellement sans toutefois parvenir aux objectifs fixés par la loi.

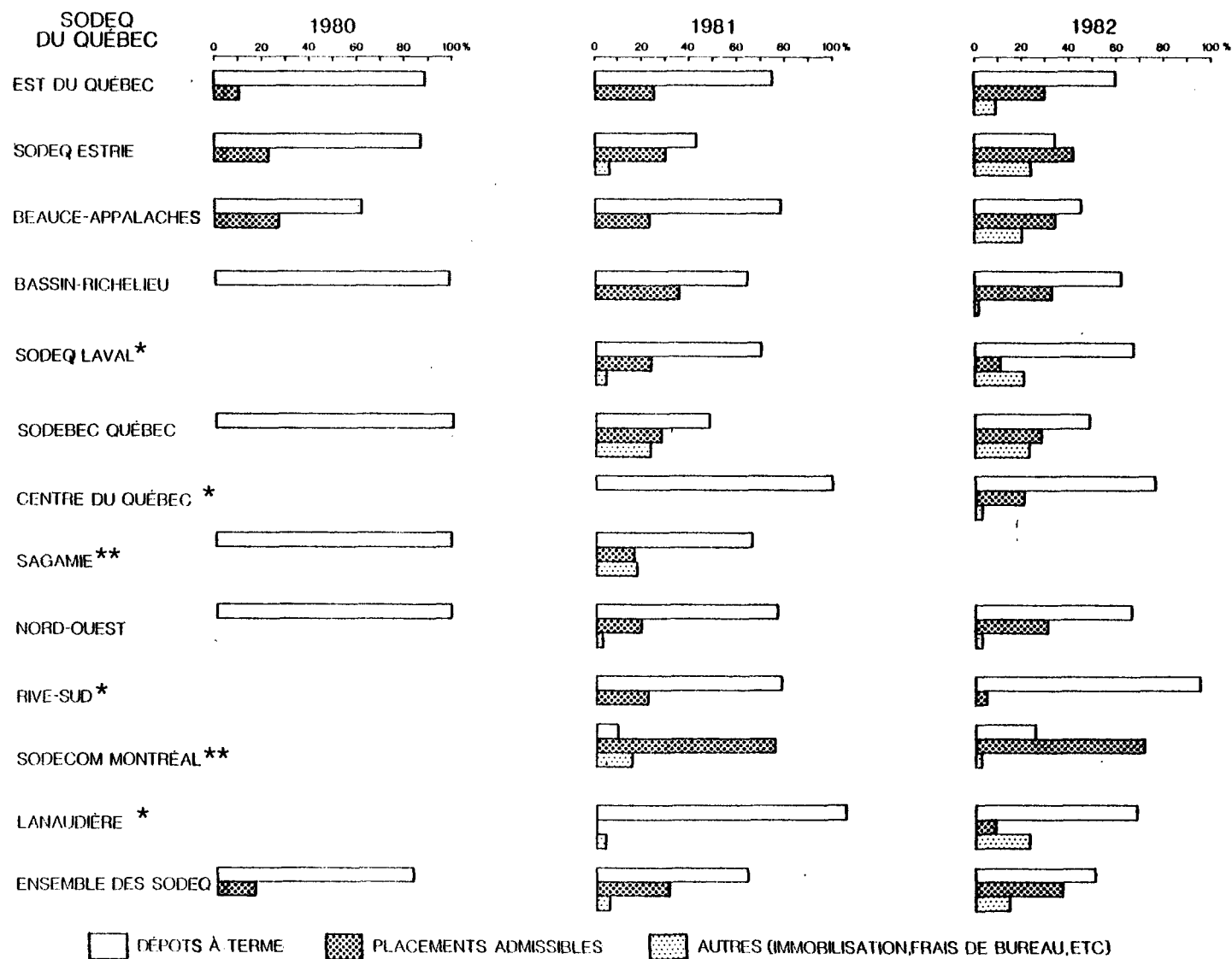
Concernant les secteurs de haute technologie, on remarque que huit des douze SODEQ ont déjà investi en 1981 et 1982 dans les secteurs de l'électronique ou de l'informatique considérés comme des secteurs de pointe où la technologie et la rentabilité sont appelées à remplacer les secteurs traditionnels (Tableau 5).

La crise des années 1980, ayant fait basculer plusieurs PME manufacturières, a contribué à ralentir le rythme d'investissements des SODEQ et à réorienter leurs placements. On peut supposer que l'informatique et la bureautique seront dorénavant des secteurs privilégiés étant donné leur importance accrue depuis les dernières années. De plus, les possibilités de fusion telles qu'annoncées dernièrement (Note 25, p.66)

(27) En même temps aussi, c'est la seule SODEQ au Québec à se retrouver dans une situation précaire où les risques de faillite sont élevés.

Figure I

RÉPARTITION DU CAPITAL-ACTIONS DES SODEQ DU QUÉBEC
EN 1980, 1981, 1982



SOURCE: Rapports annuels des SODEQ du Québec 1980, 1981, 1982

* SODEQ non existante en 1980

** Aucun placement par la SODEQ Sagamie en 1982 et pour SODECOM en 1980

Tableau 5

Répartition des placements des SODEQ du Québec
selon le secteur d'activités en 1980, 1981, 1982

SODEQ du Québec	Secteurs d'activité selon l'année		
	1980	1981	1982
Est du Québec	Usines de bois de sciage	Meubles, portes et fenêtres, produits industriels, meunerie (grains), électronique	Micro-ordinateurs, informatique, électronique, fabrication de cercueils
SODEQ Estrie	N.D.*	Haute technologie, construction	Pièces d'autos, granit
Beauce-Appalaches	N.D.	Bois, meubles, produits métalliques, électronique, autres (tennis, racquetball, hôpital chronique, peinture, repas réfrigérés)	Alimentation de bétail, fabrication de meubles, électronique, immobilier, ordinateur, moulin à scie
Bassin Richelieu	N.D.	Fabricant de margarine, pièces d'autos, micro-ordinateurs, tapis et teinture de fil	Produits de béton, margarine, teinture de fil, micro-ordinateur
SODEQ Laval	Non existante	Produits électroniques, système de classement sous licence, meubles, pièces d'acier	Produits électroniques, système de classement, sous-licence, vêtements, meubles
Sodebec Québec	Aucun placement	Immobilier (pour location), vêtements, meubles et portes	Meubles, pièces d'autos
Centre du Québec	Non existante	Aucun placement	Vêtements, meubles, autres (non spécifiés)
SODEQ Sagamie	Aucun placement	Pièces métalliques, meubles, aliments	N.D.
Nord-Ouest	Electronique, entreposage de fourrure	Electronique, meubles, entreposage de la fourrure, meunerie	Electronique, meubles, fourrure, meunerie, usine de rabotage
Rive-Sud	Non existante	Electronique	Aucun placement
Sodecom	N.D.	N.D.	Bicyclette, informatique, aliments et boissons, vêtements, meubles, électronique, télécommunication, produits diamantaires
Lanaudière	Non existante	Aucun placement	Tuyaux métalliques, fournaises électriques et cheminées métalliques, structure métallique préfabriquée
* Non disponible			
SOURCE: Rapports annuels des SODEQ 1980, 1981, 1982			

vont contribuer à accroître la masse potentielle des investissements de sorte que les secteurs à haut niveau technologique seront avantagés par rapport aux secteurs traditionnels (vêtements, bois, textiles) perçus comme moins rentables. Un autre point important à souligner a trait à la menace de faillite de la SODEQ SODECOM révélée dernièrement et qui, paradoxalement, était la seule SODEQ possédant des actions cotées à la Bourse de Montréal.

La mauvaise situation financière de celle-ci semble être attribuée à la très faible souscription obtenue lors de la dernière émission d'actions (1,7\$ million recueilli au lieu des 7,5\$ millions prévus à l'automne 1982) ²⁸.

Selon l'article de ce journal, l'émission de ces actions aurait servi éventuellement au remboursement de prêts contractés auprès de la Banque Nationale et de la Caisse Populaire du Complexe Desjardins.

La saisie des fonds de SODECOM et la précarité de la situation financière sont, selon certains auteurs, des signes avant-coureurs de démantèlement ²⁹,

Selon nous, le jugement selon lequel l'abri fiscal n'en serait plus un nous semble trop sévère puisque nous avons déjà argumenté que les placements pouvaient être récupérés presque en entier en tenant compte des exemptions fiscales accordées.

(28) Finance, 7 février 1983, p. 5

(29) On mentionne que les malheurs de SODECOM, la seule SODEQ dont le titre est coté en bourse, pourrait amener le déclin prématuré de la formule des SODEQ. Les investisseurs se montrent très méfiants face à un abri fiscal qui n'en est plus un à cause de la dégradation du marché secondaire, Finance, 7 février 1983, p. 8

Nous sommes plutôt portés à penser qu'il y aura une réorientation dans cet organisme: peut-on poser l'hypothèse que les secteurs d'activités les plus faibles (vêtements, textile, meubles, etc...) seront délaissés graduellement au profit de secteurs considérés comme beaucoup plus rentables tels l'électronique, la bureautique, l'informatique, les télécommunications³⁰? Seules les futures modifications apportées à la loi des SODEQ pourront infirmer ou confirmer cette hypothèse.

En ce qui concerne la SODEQ Sagamie, on examinera si celle-ci a répondu à l'esprit et aux objectifs de la loi à savoir si son aide financière aux PME manufacturières de la région s'est réalisée dans le sens de la création d'emplois. Sinon, elle n'aura été que le refuge d'investisseurs n'ayant comme priorité que de profiter des avantages fiscaux. C'est en résumé l'intérêt du prochain chapitre portant sur l'étude de la SODEQ Sagamie.

On se demandera si celle-ci a été et est un instrument de développement régional.

(30) La SODEQ Rive-Sud, située à Longueuil, a clairement indiqué, par la voix de son président Bernard Miron, qu'elle avait l'intention de privilégier l'aéronautique pour encourager le développement et l'expansion d'entreprises périphériques à haute technologie et de ne pas tenir compte des secteurs mous, Le Journal des Affaires, 27 octobre 1980, p.10.

CHAPITRE 5

LA SODEQ: SES LIMITES ET SES PERSPECTIVES

Les trois chapitre suivants (chapitre 5, 6, 7) sont le résultat d'une enquête par entrevue réalisée entre le 18 avril et le 1er juin 1983 auprès de quatre membres du conseil d'administration de la SODEQ Sagamie et de trois dirigeants de petites et moyennes entreprises manufacturières de la région Saguenay-Lac St-Jean. La méthodologie utilisée pour la recherche est celle de l'entrevue enregistrée semi structurée. Un schéma d'entrevue ¹ a été préparé à l'endroit des administrateurs ² et un autre à l'endroit des dirigeants de PME ³. Les objectifs de l'enquête sont de deux ordres. Premièrement, concernant les administrateurs, nous voulons évaluer leurs connaissances et leur interprétation du plan légal d'une SODEQ. De plus, à partir de leurs informations, nous examinerons le fonctionnement interne de la SODEQ Sagamie en ce qui concerne ses objectifs, les montants investis, la création d'emplois, les prises de décision, les orientations et enfin, leur perception et leur position relativement au développement régional. Deuxièmement, par les entrevues aux propriétaires de PME, nous voulons apprécier leur degré d'information relativement à la loi des SODEQ, leur motivation, leurs attentes concernant l'obtention de financement de la part de la SODEQ Sagamie et enfin, les effets de ces investissements sur les activités de leur entreprise.

(1) Pour plus de détails concernant la date, le lieu et la durée de chaque entrevue, on peut se référer à l'annexe 1.

(2) Voir l'annexe 2, concernant la grille de questions posées.

(3) A l'annexe 3, on retrouve les questions spécifiques pour ce groupe.

L'analyse de ce chapitre portera sur trois points: premièrement, sur le contexte historique des SODEQ; deuxièmement, sur la fonction attribuée à celle-ci et enfin, sur l'interprétation du cadre légal du fonctionnement des SODEQ.

5.1 Le contexte historique

Pour comprendre ce contexte, il est important de rappeler, au préalable, les différentes raisons pour lesquelles on a voulu instituer les SODEQ au Québec. Trois types de raisons peuvent être citées: 1) des raisons économiques, 2) des raisons politiques et 3) des raisons sociales.

5.1.1 Les raisons économiques

Comme on l'a vu dans les chapitres antérieurs, au Québec, depuis un certain nombre d'années, un discours favorable à l'implantation et à l'aide financière aux petites et moyennes entreprises est véhiculé autant par le gouvernement québécois que par les hommes d'affaires et les économistes⁴. Ce discours postule que les PME sont sous-capitalisées et qu'elles ont de la difficulté à s'assurer un marché sur lequel elles pourraient accroître leur potentialité⁵.

La nécessité d'implanter un instrument de financement comme les SODEQ est donc apparue; cet organisme devait avoir pour fonction d'assurer le démarrage et l'expansion d'entreprises typiquement régionales, administrées, contrôlées et détenues par des gens d'affaires des différentes régions du Québec. La promotion des PME comme outil de développement économique régional devait s'articuler non seulement autour de subventions

(4) Voir les chapitre 1 et 2

(5) SEGUIN, Marie-Thérèse, Petites et moyennes entreprises, op. cit., pp. 185-209

directes ou indirectes accordées par les deux gouvernements mais de l'aide d'organismes financiers autonomes et soutenus par le gouvernement du Québec. Ce nouveau type d'institutions financières, appelées SODEQ, devait donc régionaliser les capitaux, c'est-à-dire être capable d'attirer des fonds vers les régions et assurer les placements dans des entreprises régionales (PME manufacturières).

5.1.2 Les raisons politiques

Cet objectif, de nature économique, était associé à un objectif de nature politique lié à l'essor considérable du nationalisme et du régionalisme des vingt dernières années. D'une part, le pouvoir politique se voyait reprocher d'être à la solde d'intérêts étrangers (par exemple, les avantages accordés aux entreprises étrangères sous forme de dégrèvements fiscaux ou les tarifs réduits pour l'utilisation des ressources naturelles afin d'attirer leurs capitaux au Québec), d'où l'importance de reprendre le contrôle de l'économie québécoise pour un gouvernement qui voulait donner l'image de prendre des décisions dans le sens des intérêts du Québec ⁶.

D'autre part, les deux niveaux de gouvernement (fédéral et provincial) ont eu à faire face à des critiques acerbes en ce qui concerne la centralisation de la prise de décisions. La plupart des régions périphériques du Québec, soit par l'intermédiaire d'organismes officiels comme les C.R.D., les conseils municipaux, soit par la pression de différents groupes comme les Conseils Régionaux de l'Environnement, groupes communautaires, etc... ont réclamé une décentralisation des pouvoirs afin que les populations régionales soient en mesure de s'impliquer dans la prise de décisions concernant leur propre développement socio-économique. Donc

(6) Voir Daniel Salée, "L'analyse socio-politique de la société québécoise: bilan et perspectives" pp. 15-49, où l'auteur analyse les différentes études théoriques sur le Québec in Espace régional et nation, en collaboration, Ed. Boréal Express, Montréal, 1983

l'idée favorable à la création des SODEQ ralliait une certaine satisfaction puisque cet organisme prônait une plus grande régionalisation étant donné la possibilité d'être administré par des gens d'affaires originaires de chacune des régions administratives du Québec.

5.1.3 Les raisons sociales

Les SODEQ devaient, selon les objectifs poursuivis par les initiateurs du projet, être un moyen pour la population québécoise de participer directement au développement économique en investissant dans un organisme dans lequel il leur serait possible de s'impliquer. On voulait s'appuyer sur le sentiment d'appartenance des populations locales et régionales et, en même temps, susciter un mouvement de solidarité régionale dans lequel tous les actionnaires, peu importe leur statut social, endosseraient les projets de développement économique pour l'intérêt de l'ensemble de ces populations. La solidarité et l'appartenance devenaient des atouts essentiels pour le cautionnement du projet des SODEQ par l'ensemble des partenaires sociaux. Parmi ces partenaires sociaux, distinguons en premier lieu les promoteurs du projet (hommes d'affaires, professionnels et propriétaires d'entreprise), les supporteurs du projet (fonctionnaires de l'O.P.D.Q., du M.I.C., élus municipaux et économistes favorables à la croissance des PME) et les participants (actionnaires futurs des SODEQ recrutés dans l'ensemble de la population, en principe). La dernière catégorie est la plus importante dans le sens où elle contient le plus grand nombre de personnes (la population régionale) et son consentement pour le projet devenait essentiel pour pouvoir mieux réaliser les objectifs d'ancrage dans la région. Autrement dit, même si les acteurs sociaux dans l'organisme des SODEQ étaient composés majoritairement d'hommes d'affaires, d'industriels et de professionnels⁷, il était quand même crucial d'obtenir l'adhésion de la population afin de

(7) Voir Tableau 3 du chapitre 3, page 62

montrer que celle-ci pouvait participer à la création et au fonctionnement des SODEQ. D'ailleurs, les promoteurs de la SODEQ Sagamie se définissaient comme étant "la classe industrielle et financière régionale", consciente de l'intérêt de développer l'entreprise privée et consciente des problèmes de la région.⁸ Mais on peut faire l'hypothèse que, derrière ces motivations d'ordre social, deux raisons essentielles ont animé leur démarche.

Premièrement, on voulait recueillir des capitaux en les centralisant dans un organisme voué au financement des petites et moyennes entreprises manufacturières de la région. Deuxièmement, on cherchait à élargir les marchés⁹. On peut donc supposer que les raisons d'ordre social étaient beaucoup moins importantes que celles d'ordre économique.

5.2 Perceptions de la SODEQ

Il ressort de notre enquête que les membres du conseil d'administration de la SODEQ Sagamie ont une perception différente dépendamment de leur occupation. On peut distinguer quatre types de perceptions parmi les membres de la SODEQ. D'abord, on prend le gouvernement comme base de référence. Ensuite, on met en relief les intérêts des dirigeants d'entreprises. En troisième lieu, on s'intéresse aux intérêts des actionnaires. Enfin, on souligne les investissements à effectuer (Tableau 6).

Ainsi, pour certains, une SODEQ est un moyen utilisé par le gouvernement pour susciter et orienter le développement économique dans des secteurs où le marché privé n'investirait pas à cause des risques élevés (en particulier dans le secteur manufacturier considéré comme un secteur fragile et incertain dû à plusieurs facteurs comme l'incertitude

(8) Expression utilisée dans la lettre adressée au Ministre de l'Industrie et du Commerce, présentant le document pour sa demande de création d'une SODEQ, Chicoutimi, Mars 1979

(9) Extrait du document pour constituer en corporation la SODEQ Sagamie Inc., Chicoutimi, Mars 1979, pp. 1-2

Tableau 6

Perceptions de la SODEQ selon la fonction des interviewés

PERCEPTIONS DE LA SODEQ			
Fonction des interviewés	Définition	Rôle	Objectifs
1- Professeur	<ul style="list-style-type: none"> - Société de capital de risque - Mécanisme de financement utilisé par le gouvernement comme outil de développement régional 	<ul style="list-style-type: none"> - Orienter les investissements dans les secteurs plus risqués - Aider sur le plan financier et volonté d'aide sur le plan de la gestion - Laisser au milieu régional le soin de gérer les activités d'investissement dans des PME 	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre du capital de risque à la disposition des PME - Assurer un certain rendement et une certaine sécurité aux fonds - Participer à l'orientation des entreprises - Amener les dirigeants d'entreprise à se concerter
2- Directeur général d'une PME	<ul style="list-style-type: none"> - Compagnie de placements qui achète des actions et qui place dans un capital non garanti 	<ul style="list-style-type: none"> - Investir dans des PME rentables - Les types d'investissements encadrés par une loi 	<ul style="list-style-type: none"> - Travailler à rentabiliser les actions des actionnaires - Fournir du capital de risque aux PME manufacturières - Support pour la gestion en inculquant des principes pour la rentabilité des PME
3- Président, directeur général d'une PME	<ul style="list-style-type: none"> - Nouvel outil de développement régional - Véhicule idéal pour recueillir des capitaux 	<ul style="list-style-type: none"> - Outil pour permettre d'investir dans des entreprises - Organisme qui doit risquer mais pas pour perdre 	<ul style="list-style-type: none"> - Avoir du capital disponible pour investir dans des PME régionales
4- Administrateur d'une institution financière	<ul style="list-style-type: none"> - Organisme décentralisé et spécialisé dans le capital de risque - Organisme régional avec un C.A. local et des sources de financement propres - Organisme de développement régional 	<ul style="list-style-type: none"> - A l'image des organismes gouvernementaux comme la B.F.D. ou la S.D.I. voués à l'aide financière des petites et moyennes entreprises 	<ul style="list-style-type: none"> - Prendre des risques lorsque les autres institutions financières ne veulent pas prêter
SOURCE: Entrevues, Avril, Mai, Juin 1983			

des marchés, coût de production élevé, etc...). C'est une façon, dit-on, pour le gouvernement québécois de subventionner indirectement les petites et moyennes entreprises manufacturières régionales. Une SODEQ peut aussi être comparée à des organismes gouvernementaux comme la Banque Fédérale de Développement (B.F.D.) ou la Société de Développement Industriel (S.D.I.) qui ont comme rôle principal celui de subventionner des PME ou de leur prêter.

La seconde perception se réfère aux intérêts particuliers des dirigeants d'entreprises. Cet organisme, dans un premier temps, serait un moyen d'amener les dirigeants d'entreprises d'une région à se concentrer et se concerter sur les grandes orientations de développement économique régional.

La troisième façon de concevoir cet organisme se réfère aux intérêts des actionnaires à protéger. Comme la loi des SODEQ garantissait aux investisseurs la possibilité de récupérer 25% des investissements sous forme de retour d'impôts et leur offrait aussi l'éventualité d'enregistrer leurs actions dans les programmes d'épargnes-actions, ces avantages devenaient un atout essentiel pour les détenteurs de fonds et il s'agissait de leur démontrer.

La dernière appréciation d'une SODEQ a trait aux types d'investissements. L'organisme est estimé aussi par certains comme une possibilité de gérer des fonds de manière décentralisée.

Bref, les fonctions exercées et la place occupée dans la société ont une influence directe sur la perception que chaque intervenant a de l'organisme. Alors que certains directeurs le considèrent comme un outil de développement économique régional, d'autres l'identifient plutôt comme un instrument de développement pour l'entreprise privée doublé d'une possibilité d'évasion fiscale pour les actionnaires.

En ce qui concerne le caractère original de cette nouvelle forme d'institution financière, certains insistent sur le fait qu'elle s'adresse à l'ensemble des petites et moyennes entreprises manufacturières tandis que d'autres insistent plutôt sur la possibilité d'investissement de capital-actions dans des PME pour leur assurer une meilleure situation financière.

5.3 Les objectifs de la SODEQ

On distingue deux types d'objectifs. D'abord, les objectifs généraux correspondant à ceux définis par la loi et dont on en a saisi clairement les principes; ensuite, les objectifs particuliers qui, eux, constituent plutôt les moyens spécifiques entrepris pour réaliser les grands objectifs.

5.3.1 Les objectifs généraux

Les SODEQ ont deux objectifs principaux:

- 1- Aider au financement des PME manufacturières en mettant du capital de risque à leur disposition et ce, en leur injectant des fonds sous forme d'actions, en achetant des parts ordinaires de l'entreprise jusqu'à 40% au maximum, en accordant des prêts non garantis c'est-à-dire sans exiger de garantie sur l'équipement ou les bâtiments comme le font la plupart des institutions financières. Cette aide financière peut être destinée à des projets de nouvelles entreprises ou à des projets d'expansion.
- 2- Aider à la gestion de l'entreprise en déléguant ses membres actionnaires sur le conseil d'administration des entreprises dans lesquelles elle a investi. Ces délégués ont comme

tâche de participer aux décisions de l'entreprise ou, encore, d'intervenir directement dans l'orientation de l'entreprise. Une autre façon d'aider à la gestion pourrait être de suivre la progression des investissements dans l'entreprise et aussi de proposer des solutions aux problèmes d'ordre administratif (mise en marché, production, personnel, etc...).

5.3.2 Les objectifs particuliers

Ces objectifs concernent les points spécifiques sur lesquels il faudra accentuer les actions de la SODEQ pour accomplir les objectifs généraux. Ces points concernent les capitaux de risque et l'aide à la gestion ainsi que l'utilisation des fonds.

1- Les capitaux de risque et l'aide à la gestion

En même temps qu'il faut assurer des capitaux de risque aux PME, il faut aussi, selon les interviewés, assurer un certain rendement et une certaine sécurité. Le capital de risque peut prendre différentes formes et celle la plus risquée correspond au capital investi dans des actions ordinaires. Les actions privilégiées sont aussi une forme mais le risque est moins élevé, nous assure-t-on. Certains prêts sur des immeubles ou des machineries peuvent être aussi du capital de risque étant donné la non-exigence de garanties. Par contre, le risque peut être moins élevé dépendamment de la polyvalence des bâtiments et de la machinerie, c'est-à-dire, s'il y a possibilité d'affecter ces moyens de production à d'autres fins industrielles. Le niveau de risque s'évalue aussi selon les secteurs d'investissement. Ainsi, investir dans de nouvelles entrepri-

ses peut être hasardeux si l'on ne s'assure pas, au préalable, de la possibilité de disposer d'un marché pour écouler la production.

Donc, l'investissement de capitaux de risque dans des entreprises manufacturières a un caractère imprévisible: il semble exister autant de chances de tout perdre comme de pouvoir multiplier le capital à court terme. Le problème à résoudre est de choisir entre se porter garant d'entreprises en difficultés financières ou investir dans des entreprises rentables.

En ce qui concerne l'aide à la gestion, définie comme étant un support administratif offert par une SODEQ aux PME dans lesquelles elle a investi, il y a une entente à établir au départ: accepter ou non de nouveaux membres au conseil d'administration d'une PME et établir une politique de prise de décision. Par exemple, le ou les membres délégués d'une SODEQ, auront-ils ou non le droit de vote sur toutes les décisions concernant l'entreprise. La collaboration entre la SODEQ et le propriétaire d'une PME étant établie, il s'agit de savoir comment on interprète cette aide offerte à la gestion de l'entreprise. S'agit-il d'inculquer des principes de gestion ou simplement d'amener des personnes-ressources aptes à répondre à des difficultés administratives?

2- L'utilisation des fonds

Il existe deux façons de voir l'utilisation des capitaux parmi les interviewés: d'une part, on souhaite privilégier les placements pour faire profiter les PME manufacturières régionales en dépit du risque et, d'autre part, on insiste

à vouloir investir en fonction des dividendes à verser aux actionnaires recherchant ainsi la rentabilité des investissements.

Donc, peu importe comment on peut interpréter les objectifs d'une SODEQ, il n'en demeure pas moins que la loi régissant leur fonctionnement entraîne des réactions controversées. Pour les uns, cette loi offre certains avantages ayant contribué à l'essor des SODEQ; pour d'autres, la loi a un cadre trop rigide dont les contraintes empêchent le développement de ces organismes; enfin, d'autres espèrent des modifications soit pour augmenter les avantages, soit pour en diminuer les contraintes, soit pour les deux à la fois. C'est dans cet esprit que nous tenterons de saisir comment le cadre légal régissant les SODEQ est compris et interprété par les intervenants (Tableau 7).

5.4 Cadre légal de la SODEQ

5.4.1 Les avantages de la loi

La loi sur les SODEQ permet aux investisseurs de jouir de certains avantages fiscaux comme la possibilité de déductions fiscales, de l'ordre de 25% du montant investi, dans le but d'encourager le plus grand nombre d'investisseurs à acheter des actions d'une SODEQ. Il s'agit, selon un interviewé, d'un moyen pris par le gouvernement à l'occasion pour favoriser différents types d'entreprises où les risques sont élevés. Ce principe n'est pas nouveau, nous dit-on, puisque l'on retrouve ce type de déductions dans bien des domaines: tel celui de l'industrie, du cinéma, des fonds miniers et de l'habitation. Ces avantages fiscaux sont obtenus d'abord, par un rabais direct d'impôts de 25%, ensuite par le biais des régimes d'épargne-actions (R.E.A.) où le capital va être "gelé" pendant deux ans, et enfin, par la possibilité de transfert des investissements dans les fonds de pension de sorte que l'investissement initial est presque totalement récupéré sous ces formes d'exemptions fiscales.

Tableau 7

Perceptions de la loi sur les SODEQ selon la fonction des interviewés

Fonction des interviewés	Avantages de la loi	Contraintes de la loi	Amendements proposés à la loi
1- Professeur	- Avantage fiscal de 25% sur le montant des investissements	- Pourcentage de placements obligatoires trop élevé	-
2- Directeur général d'une PME	- Récupération presque totale de l'investissement sous forme de dégrèvements fiscaux	- 60% de l'avoir à investir chaque année dans les PME manufacturières - Ne pas posséder plus de 40% des parts d'une PME - Ne pas investir plus de 20% du capital de la SODEQ dans une seule entreprise - Empêcher le contrôle d'une SODEQ par une seule personne	- Ne plus se restreindre uniquement au secteur manufacturier - Déductions fiscales de 100% pour les investissements - Emettre du capital privilégié à des corporations privées et publiques - Emettre des obligations garanties par le gouvernement
3- Président, directeur général d'une PME	- Avantages fiscaux de 25% sur l'investissement - Autres avantages tels que le R.E.E.R. et le R.E.A. (Régime Enregistré d'Épargne Retraite et Régime d'Épargne Action) où les actions peuvent être déduites de l'impôt	- Obligation d'investir 70% de l'avoir de la SODEQ dans les PME manufacturières - Investir seulement dans les PME manufacturières - Prêts sans garantie - Investir dans le capital-actions	
4- Administrateur d'une institution financière	- Dégrèvement fiscal de 50% du montant investi	- Investir un minimum de 40% dans les PME manufacturières - Ne pas posséder plus de 20% des parts d'une PME - Toutes les formes de prêts	- Dégrèvements d'impôts plus élevés - Possibilité pour les PME d'investir dans une SODEQ avec les mêmes avantages fiscaux - Subventions accordées aux SODEQ pour les frais de gestion - Volet conseil pour les PME - Pouvoir contrôler une PME
SOURCE: Entrevues Avril, Mai, Juin 1983			

5.4.2 Les contraintes de la loi

En même temps que la loi sur les SODEQ offre des déductions pour fins d'impôt, nous confirme-t-on, elle fixe des contraintes qui limitent l'investissement efficace des capitaux. Ces contraintes sont de deux types: des contraintes de gestion et des contraintes de placements.

Le premier type relève du fonctionnement d'une SODEQ, c'est-à-dire des coûts d'opération et des sources de financement. Nos intervenants affirment que le gouvernement n'a pas tenu compte suffisamment du coût d'opération des SODEQ. En fait, les frais fixés (frais de bureau, d'administration, de publicité, etc...) exigés pour le bon fonctionnement de cet organisme, obligent à avoir un pourcentage élevé de fonds placés dans des dépôts à terme pour assurer des revenus permettant de défrayer ces coûts.

De même, le fait qu'une SODEQ n'a pas droit à d'autres sources de financement (subventions gouvernementales ou autres) empêche la bonne marche des opérations administratives de celle-ci, nous affirme-t-on.

En ce qui concerne les contraintes de placements, des critiques ont été adressées au gouvernement du Québec. On lui reproche notamment d'avoir obligé la SODEQ d'investir un trop haut pourcentage de son actif dans des capitaux de risque compte tenu du caractère hasardeux des investissements. Un autre reproche concerne le type d'entreprises où les placements doivent être effectués: par exemple, le fait d'obliger d'investir annuellement 70% des avoirs d'une SODEQ dans des PME manufacturières apparaît aux dirigeants comme un obstacle aux investissements dans d'autres types d'entreprises.

Par contre, on semble apprécier la contrainte voulant empêcher le contrôle possible d'une SODEQ par un particulier en interdisant à quiconque de détenir la majorité des parts. Ce règlement a pour but d'éviter la possibilité pour un investisseur de se servir de cet organisme de tremplin à une évasion fiscale. Une autre explication, démontrant l'accord avec cette contrainte, est le fait de pouvoir attirer la confiance d'un plus grand nombre d'investisseurs permettant une meilleure répartition des avoir d'une SODEQ et une plus grande pluralité d'idées au sein des actionnaires.

Les deux contraintes, selon lesquelles une SODEQ ne doit pas posséder plus de 40% des parts d'une PME et ne peut investir plus de 20% de son actif total dans une seule entreprise, soulèvent des oppositions de la part de certains administrateurs. En effet, la majorité des interviewés pensent qu'il ne devrait pas y avoir de restrictions empêchant une SODEQ de pouvoir contrôler majoritairement une entreprise. Certaines décisions administratives concernant le développement et l'expansion d'une PME pourraient être plus efficaces si une SODEQ avait la possibilité de devenir actionnaire majoritaire, affirme-t-on.

5.4.3 Les amendements proposés à la loi

A la lumière des informations obtenues, il se dégage un consensus à l'effet d'exiger de la part du gouvernement québécois une amélioration du cadre actuel de la loi par différents amendements.

Les modifications proposées à la loi concernent l'investissement, les avantages fiscaux et la gestion des entreprises. Dans un premier temps, on a demandé au gouvernement de ne plus obliger les SODEQ à se restreindre aux PME manufacturières afin qu'elles puissent investir dans d'autres secteurs économiques comme celui du tourisme, de l'immeuble ou du commerce. Pour appuyer cette recommandation, on insiste sur la faiblesse du secteur manufacturier, particulièrement en temps de crise économique.

On demande aussi de permettre aux investisseurs une déduction de 100% de leurs placements dans les SODEQ: sur ce point, on se réfère à ce même type de déductions existant déjà pour les fonds miniers ou les films afin d'encourager les investissements dans ces activités économiques où le risque est élevé.

On propose également d'émettre du capital privilégié à certaines corporations publiques, à la Caisse de Dépôts et de Placements, ou à d'autres, en leur offrant certains avantages fiscaux ce qui pourrait attirer de nouveaux capitaux dans l'organisme. Une autre proposition consiste à permettre aux SODEQ de pouvoir émettre des obligations, celles-ci étant garanties par le gouvernement.

On demande aussi au gouvernement d'octroyer des subventions permettant l'administration des SODEQ. Actuellement, le gouvernement n'accorde pas de subventions pour payer des permanents à l'organisme, les privant ainsi d'intervenants pouvant jouer un rôle important dans le développement régional. Cette forme de subventions pourrait permettre d'assurer les frais fixes ou ceux liés à l'administration, dégageant ainsi des montants pour des fins d'investissement.

Le dernier amendement souhaité se rapporte à la gestion des entreprises. Les intervenants dans le dossier demandent la possibilité d'intégrer à l'intérieur des SODEQ un volet spécialisé en conseil de gestion dans lequel des spécialistes seraient affectés aux PME pour les assister dans l'administration de leur entreprise.

5.5 Les perspectives de la SODEQ

A partir des revendications exprimées afin d'améliorer l'image de l'organisme, nous allons tenter de traduire ces changements souhaités en terme de perspectives. Celles-ci peuvent se répartir en trois types: à court, à moyen et à long terme (Tableau 8).

Tableau 8

Perspectives de la SODEQ selon la fonction des interviewés

PERSPECTIVES DE LA SODEQ			
Fonction des interviewés	A court terme (1 an et moins)	A moyen terme (1 à 5 ans)	A long terme (5 ans et plus)
1- Professeur	<ul style="list-style-type: none"> - Refaire une crédibilité dans le milieu régional - Limiter les dépenses au maximum - Réviser les politiques d'investissement 	<ul style="list-style-type: none"> - Avoir une grille de sélection pour les investissements - Promouvoir les secteurs de pointe - Recueillir des fonds nouveaux - Investir dans des projets à haut taux de sécurité 	<ul style="list-style-type: none"> - Devenir un instrument de développement économique régional (mise sur pied de nouvelles entreprises, encourager le dynamisme entrepreneurial, etc...
2- Directeur-général d'une PME manufacturière	<ul style="list-style-type: none"> - Limiter les investissements au maximum - Faire profiter les avantages aux actionnaires - Avoir une grille d'investissement afin d'évaluer les PME 	<ul style="list-style-type: none"> - Viser la rentabilité et constituer un portefeuille d'investissements diversifié (prêts à court terme, prêts hypothécaires capitaux de risque, etc...) - Enrichir le propriétaire et non l'entreprise en lui achetant des parts de l'entreprise 	<ul style="list-style-type: none"> - Devenir une compagnie d'investissements - Instrument permettant l'augmentation de la capitalisation des PME manufacturières - Ne sera pas un outil majeur de développement à moins de devenir un "holding" contrôlant toutes les PME de la région
3- Président, directeur général d'une PME	<ul style="list-style-type: none"> - Ralentir les opérations (limiter les dépenses) - Attendre les opportunités d'affaires - Prouver la rentabilité d'une SODEQ 	<ul style="list-style-type: none"> - Investir dans des entreprises fiables - Se diriger vers des secteurs de pointe - Recueillir des fonds 	<ul style="list-style-type: none"> - Rentabilité et permettre à la population (par le biais de la SODEQ) d'aider les entreprises régionales - Axer les investissements vers les secteurs du bois (caractéristique de la région)
4- Administrateur d'une institution financière	<ul style="list-style-type: none"> - Protéger les acquis - Survivre étant donné les pertes financières encourues 	<ul style="list-style-type: none"> - Attendre la modification de la loi par le gouvernement - Recueillir des fonds nouveaux auprès de la population ou des PME 	<ul style="list-style-type: none"> - Regroupement des organismes subventionnaires comme l'OPDQ, le MEER ou la SDI
SOURCE: Entrevues, Avril, Mai, Juin 1983			

A court terme, cela signifie qu'il faut ralentir les opérations en diminuant les dépenses au maximum afin de protéger les acquis. Cela peut se traduire également par une révision des politiques d'investissement des SODEQ afin de soustraire le plus possible le caractère risqué des placements dans les types d'entreprises manufacturières.

A moyen terme, on s'entend pour viser la rentabilité des SODEQ en investissant dans des entreprises les plus fiables et les plus solides. Pour ce, il faut projeter une cueillette de fonds nouveaux dont la réussite dépendra de l'image de rentabilité véhiculée à travers les régions. Etant donné le caractère aléatoire des investissements autorisés par la loi, on souhaite élaborer une grille de sélection pouvant permettre une analyse plus exhaustive des entreprises susceptibles d'être appuyées financièrement.

Il existe aussi une tendance vers la constitution d'un portefeuille diversifié d'investissements qui comporterait à la fois des prêts à court terme, des prêts hypothécaires et des capitaux de risque.

A long terme, on considère la SODEQ comme un instrument de développement économique régional capable de mettre sur pied de nouvelles entreprises et d'encourager le dynamisme des entrepreneurs. Cette perspective n'est pas endossée par tous les intervenants à moins, dit-on, qu'elle ne devienne un "holding" contrôlant toutes les PME de la région. On préfère entrevoir la SODEQ plutôt comme un instrument permettant l'augmentation de la capitalisation des PME manufacturières. Evidemment, on ne considère cette éventualité d'outils de développement économique que sous l'angle de la rentabilité et non plus sous celui du risque.

En résumé, on peut conclure ce chapitre en affirmant qu'il existe un écart important entre les principaux motifs évoqués en faveur de la création des SODEQ et les aspirations particulières des principaux interviewés. Par exemple, l'une des principales raisons économiques, exprimant la nécessité de créer les SODEQ afin d'aider financièrement les

PME manufacturières, s'est soudainement changée en une préoccupation primordiale de rentabilité de l'organisme et non plus nécessairement d'aide financière. Un des motifs politiques, selon lequel la formule SODEQ exprimait un sentiment de régionalisme et un exemple de décentralisation par rapport à la prise de décision et d'autonomie, se traduit maintenant pas une sollicitation auprès du gouvernement du Québec pour accorder un plus grand nombre d'avantages fiscaux, de subventions pour les frais d'opérations.

En ce qui concerne le rôle à jouer des SODEQ, du principe voulant qu'elles fournissent du capital de risque aux PME manufacturières, les intervenants considèrent maintenant qu'elle doit nécessairement être rentable en évitant d'investir dans des PME en difficulté et en souhaitant pouvoir effectuer des placements dans d'autres secteurs beaucoup plus rentables.

CHAPITRE 6

LA SODEQ SAGAMIE: ORIGINE, FONCTIONNEMENT ET RESULTATS

Après avoir analysé la perception des intervenants de la SODEQ Sagamie concernant la nature, les objectifs et les orientations des SODEQ, il est important de saisir maintenant comment la SODEQ Sagamie a vu le jour, comment elle est constituée et quels sont les résultats obtenus jusqu'à présent. Ce chapitre étudiera donc la typologie des promoteurs et des actionnaires de l'organisme, son fonctionnement interne et externe, son financement et ses liens avec d'autres organismes et enfin, ses principales activités.

La SODEQ Sagamie a été créée officiellement le 27 décembre 1979, lorsque le Ministre de l'Industrie et du Commerce lui a décerné ses lettres patentes et son permis d'exploitation. Au moment de l'incorporation, 250 actionnaires de la région Saguenay-Lac St-Jean ont accordé des souscriptions de l'ordre d'un million de dollars (1 000 000\$) dont 644 000\$ avaient été payés lors de la création¹. Parmi ces actionnaires, neuf étaient des organismes ou institutions financières. L'institution la plus importante était la Fédération des Caisses Populaires Desjardins du Saguenay-Lac St-Jean qui détenait près de 20% des parts (Tableau 9); en ajoutant le pourcentage des parts des deux Caisses Desjardins de Financement (Jonquière et Chicoutimi), la contribution totale de cet organisme s'élevait à 22,8% de l'ensemble du capital souscrit.

(1) Rapport annuel 1980, SODEQ Sagamie Ltée

Tableau 9

Montants investis de différents organismes
dans la SODEQ Sagamie en 1983

Nom des organismes	Investissement	
	Montant (\$)	Pourcentage (%)*
Les coopérants	15 000	1,4
La compagnie de gestion T.L.T. Inc.	10 000	0,9
La Fédération des Caisses Populaires Desjardins du Saguenay-Lac St-Jean	200 000	18,3
Fédération des Caisses d'Etablissement	20 000	1,8
Caisse Desjardins de Financement de Jonquièrre	30 000	2,8
Caisse Desjardins de Financement de Chicoutimi	20 000	1,8
Société d'Entraide d'Alma	35 000	3,2
Chaîne Coopérative du Saguenay	35 000	3,2
Association coopérative laitière	<u>30 000</u>	<u>2,8</u>
Sous-total	395 000	36,2
TOTAL DES INVESTISSEMENTS	1 091 436,10	100,0
* Le pourcentage des investissements des organismes est calculé sur le montant total du capital souscrit soit 1 091 436,10\$		
SOURCE: Secrétariat de la SODEQ Sagamie Ltée, Jonquièrre, 1983		

En ce qui concerne le conseil d'administration, sa nomination eut lieu le 23 janvier 1980 lors de l'assemblée générale. On a élu douze administrateurs parmi lesquels cinq formèrent l'exécutif. Après ces informations préliminaires, nous aborderons l'étude de la typologie des acteurs de la SODEQ Sagamie.

6.1 Typologie des principaux acteurs de la SODEQ Sagamie

Analyser la constitution de la SODEQ Sagamie implique un regard sur les promoteurs ayant inspiré le mouvement de création de l'organisme. Etablir un profil des principaux intervenants dans ce processus nous permettra de mieux saisir le fonctionnement et les orientations prises par la SODEQ Sagamie.

6.1.1 La provenance des promoteurs

a) La provenance sociale

Au départ, il y a eu quatre groupes distincts de participants à la naissance de la SODEQ Sagamie. On distingue des dirigeants de petites et moyennes entreprises de la région Saguenay-Lac St-Jean, des administrateurs de corporations publiques et des fonctionnaires du gouvernement du Québec, des administrateurs d'institutions financières et des représentants de coopératives. La majorité des intervenants, soit 52,6%, étaient cependant des dirigeants d'entreprises (Tableau 10).

Les raisons pour lesquelles les hommes d'affaires se sont impliqués à la fondation de la SODEQ Sagamie semblent liées à des intérêts particuliers. Entre autres, les objectifs établis par la loi concernant le soutien financier et l'aide à la gestion pour les PME manufacturières régionales ont été une occasion pour réaliser la défense et la promotion de petites et moyennes entreprises. D'autres raisons ont attiré l'en-

Tableau 10

Répartition des promoteurs de la SODEQ Sagamie
selon le type d'activités et le secteur géographique

SECTEUR GEOGRAPHIQUE								
Type d'activités	Saguenay		Lac St-Jean		Charlevoix- Côte Nord		Total	
	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage
Propriétaires et/ ou dirigeants d'entreprises	7	36,8	2	10,5	1	5,3	10	52,6
Administrateurs d'institutions financières	2	10,5	2	10,5	0	0,0	4	21,0
Corporations pu- bliques et fonc- tion publique	3	15,8	0	0,0	0	0,0	3	15,8
Coopératives	0	0,0	2	10,5	0	0,0	2	10,5
TOTAL	12	63,1	6	31,5	1	5,3	19	99,9

SOURCE: Document d'incorporation de la SODEQ Sagamie, Mars 1980, Chicoutimi

SOURCE: Document d'incorporation de la SODEQ Sagamie, Mars 1980, Chicou-
timi

thousiasme des chefs d'entreprise telle la connaissance du milieu des affaires, la connaissance des sources de financement possible pour les PME et les problèmes rencontrés par celles-ci. A l'époque, on était persuadé que le fait d'associer le nom de certains notables de la région (hommes d'affaires reconnus pour leur succès financier) attirerait les investissements de nombreux actionnaires.

Le deuxième groupe d'initiateurs est lié aux organismes publics. Il y a eu une collaboration étroite entre le milieu des affaires et les fonctionnaires d'institutions gouvernementales affectées au développement économique tel le Ministère de l'Industrie et du Commerce, la Société de Développement Industriel et l'Office de Planification et de Développement du Québec. Leur tâche de promotion et de développement économique liée à la prise en charge des différentes étapes du dossier de création de la SODEQ a contribué à sa mise sur pied.

L'autre type de participants au démarrage de l'organisme regroupe des institutions du mouvement coopératif, soit la Fédération des Caisses Populaires Desjardins, les Caisses d'Entraide Économique ou encore la Chaîne Coopérative du Saguenay, qui ont voulu s'impliquer dans cette nouvelle forme de financement des entreprises. On peut expliquer leur implication de deux façons: d'abord, les PME manufacturières régionales répétaient la même demande d'aide financière à plusieurs organismes et on voulait dorénavant canaliser ces demandes vers la SODEQ Sagamie; ensuite, en s'impliquant financièrement, ces institutions s'attribuaient un rôle de leadership par rapport à l'influence escomptée sur la participation financière et administrative d'individus ou de dirigeants d'entreprises (Tableau 11).

Tableau 11

Objectifs des promoteurs de la SODEQ Sagamie
selon leur rôle et leur implication

OBJECTIFS DES PROMOTEURS		
Promoteurs	Selon leur rôle	Selon leur implication dans la SODEQ
Fonctionnaires de la S.D.I. ou M.I.C.	<ul style="list-style-type: none"> - Analyser les demandes de financement des entreprises - Promouvoir le démarrage et le soutien financier aux entreprises - Référer les demandes de financement aux institutions financières appropriées 	<ul style="list-style-type: none"> - Collaboration étroite avec les hommes d'affaires pour la création de la SODEQ - Promotion de l'importance des SODEQ - Disponibilité par rapport à la préparation du dossier et des démarches auprès du gouvernement
Hommes d'affaires	<ul style="list-style-type: none"> - Rentabiliser au maximum leur entreprise - Chercher des sources de financement pour accroître les liquidités de l'entreprise - Beaucoup de temps alloué au fonctionnement de l'entreprise 	<ul style="list-style-type: none"> - Initiative de créer une SODEQ au Saguenay-Lac St-Jean - Prêter leur nom à la promotion de la SODEQ - Groupe homogène étant donné qu'ils se connaissaient tous et provenaient surtout de Chicoutimi, Jonquière et Alma - Intéresser au type d'organisme et au type de financement possible
Institutions financières	<ul style="list-style-type: none"> - Offrir du financement personnel, industriel et commercial - Axer leur développement sur les prêts hypothécaires - Compétition concernant les politiques d'aide aux PME 	<ul style="list-style-type: none"> - Rôle de leadership - Contributions financières importantes - Lieu de canalisation de toutes les demandes de financement - Objectif de participation au développement économique régional
Coopératives	<ul style="list-style-type: none"> - Objectifs d'entraide et de participation possible à l'intérieur de l'organisme - Regroupement et partage des services productifs, administratifs ou financiers 	<ul style="list-style-type: none"> - Implication pour des objectifs de développement économique régional - Moyen de participation à l'économie régionale
SOURCE: Entrevues Avril, Mai, Juin 1983		

b) La provenance géographique

Au plan de la provenance géographique, les promoteurs de la SODEQ Sagamie sont majoritairement originaires du Saguenay (Chicoutimi-Jonquière). Des 19 représentants, 12, soit 63,2%, proviennent du Saguenay et seulement six, soit 31,5%, du Lac St-Jean. Un seul représentant provenait de Charlevoix soit 5,3% et aucun de la Côte Nord, même si la SODEQ Sagamie couvre ce territoire*. Les dirigeants de cette dernière justifient la sur-représentation du Saguenay en argumentant qu'il existe une différence de mentalité. On affirme que la sous-région du Lac St-Jean est moins ouverte à de nouvelles idées et à de nouvelles initiatives.

6.1.2 Typologie des actionnaires

L'hypothèse selon laquelle une minorité d'hommes d'affaires et de professionnels se sont intéressés à la formule de la SODEQ dans le but de s'en servir comme un instrument d'évasion fiscale avec la possibilité de rentabiliser leurs investissements, peut être documentée en établissant le profil des actionnaires et les explications qu'ils donnent pour justifier leurs investissements. L'étude du portrait des investisseurs s'effectuera à partir de trois types d'information: les moyens utilisés pour attirer les investissements, la provenance des capitaux investis et les buts visés par leurs investissements. Un des moyens utilisés par les dirigeants de la SODEQ Sagamie pour attirer les investisseurs a été une campagne publicitaire visant à démontrer son importance dans le développement régional. En soulignant la priorité d'y investir, on voulait inciter les futurs actionnaires à contribuer au financement des petites et moyennes entreprises considérées comme des outils de création d'emplois. Ce discours, axé sur la nécessité d'encourager le développement régional par le biais d'investissements dans la SODEQ Sagamie, a eu pour effet de provoquer des placements de 306 actionnaires dont la majorité des montants investis se situait en bas de 2 000\$, soit 57,2% du nombre des actionnaires (175 sur 306) (Tableau 12).

* Les informations sur la provenance des promoteurs et le calcul des pourcentages ont été tirés du Document d'incorporation, op. cit., pp. 6-10.

Tableau 12

Répartition du nombre des actionnaires de la SODEQ Sagamie
selon le montant investi en 1983

Montants investis (en \$)	Actionnaires	
	Nombre	Pourcentage du total
1 999 et moins	175	57,2
2 000 - 3 999	69	22,5
4 000 - 5 999	29	9,5
6 000 - 7 999*	23	7,5
8 000 - 9 999*		
10 000 - 11 999	1	0,3
12 000 et plus	9	3,0
Total	306	100,0
* D'après les informations obtenues, on ne peut pas établir un nombre exact pour chaque catégorie sauf celui regroupant ces catégories		
SOURCE: Secrétariat SODEQ Sagamie, Jonquière, Mai 1983		

On doit souligner que les actionnaires ayant investi 12 000\$ et plus sont des institutions financières détenant 36,2% des parts (selon le Tableau 9). On nous mentionne que le souci du développement régional a été un facteur plus important à investir que l'attrait des exemptions fiscales puisque plusieurs organismes ou institutions financières n'étaient pas éligibles à ces avantages fiscaux. En ce qui concerne les particuliers, les mêmes avantages se retrouvent dans d'autres types de placements où le marché secondaire est plus important comme les actions de l'Alcan ou celles des banques à charte. Ceci dit, l'intérêt de participer au développement économique de la région aurait été tout aussi important pour eux. Cela n'empêche toutefois pas de considérer que certaines catégories socio-professionnelles ont été plus tentées d'investir par cette possibilité de récupérer leur mise de fonds sous forme de dégrèvements fiscaux. Il s'agit seulement de regarder la représentation des différentes professions libérales dans le nombre d'actionnaires de la SODEQ Sagamie pour s'en rendre compte (Tableau 13).

En regroupant les catégories suivantes (avocats, comptables, médecins, notaires, ingénieurs, conseillers en administration, courtiers d'assurance, propriétaires d'entreprises et immobilier, techniciens, fonctionnaires), on obtient presque la moitié de l'ensemble des actionnaires soit 43,7% ou 134 des 306 actionnaires. Il s'agit dans la majorité de ces cas, de travailleurs autonomes qui n'ont pas à subir de déductions d'impôts à la source. Ils ont donc intérêt à prendre tous les moyens pour obtenir des exemptions fiscales.

Dans ce cas-ci, ils obtiennent presque un cadeau fiscal puisqu'il leur est possible de récupérer leur mise de fonds à moyen terme.

Le rendement des investissements de la SODEQ dans les entreprises a été moins une préoccupation pour ces actionnaires que les exemptions fiscales étant donné qu'il est difficile de pouvoir retirer

Tableau 13

Répartition du nombre des actionnaires de la SODEQ Sagamie
selon le type de professions

Type de professions	Actionnaires	
	Nombre	Pourcentage
Avocats	7	2,3
Comptables	19	6,2
Médecins	20	6,5
Professeurs	31	10,1
Notaires	4	1,3
Ingénieurs, arpenteurs, urbanistes, économistes	11	3,6
Conseillers en administration	9	2,9
Courtiers, agents d'assurance	18	5,9
Propriétaires d'entreprises privées	19	6,2
Employés d'institutions financières	22	7,2
Immobilier, technicien, fonctionnaires	27	8,8
Employés et propriétaires d'entreprises	39	12,7
Employés de la construction	20	6,5
Divers	60	19,6
TOTAL	306	99,8
SOURCE: SODEQ Sagamie, Jonquière, Mai 1983		

des dividendes intéressants avant au moins cinq ans. D'ailleurs, des capitaux investis dans des entreprises de risque, étant difficilement susceptibles de générer des dividendes à court terme, ne peuvent être un motif logique d'investissement dans la SODEQ Sagamie.

Enfin, si certains actionnaires espèrent pouvoir s'assurer que leurs investissements soient à l'abri des risques dans la SODEQ, cela entraînera nécessairement une remise en cause de leur vocation puisque ce principe a été un des points majeurs de leur création.

6.2 Fonctionnement de la SODEQ Sagamie

Comme on l'a déjà souligné, la SODEQ Sagamie est administrée par un conseil d'administration et un exécutif. Cette partie du travail vise à comprendre l'organigramme de l'organisme, son financement et les liens entretenus avec d'autres organismes. En saisissant la structure de la SODEQ Sagamie, il sera plus facile d'étudier ultérieurement ses activités et ses résultats.

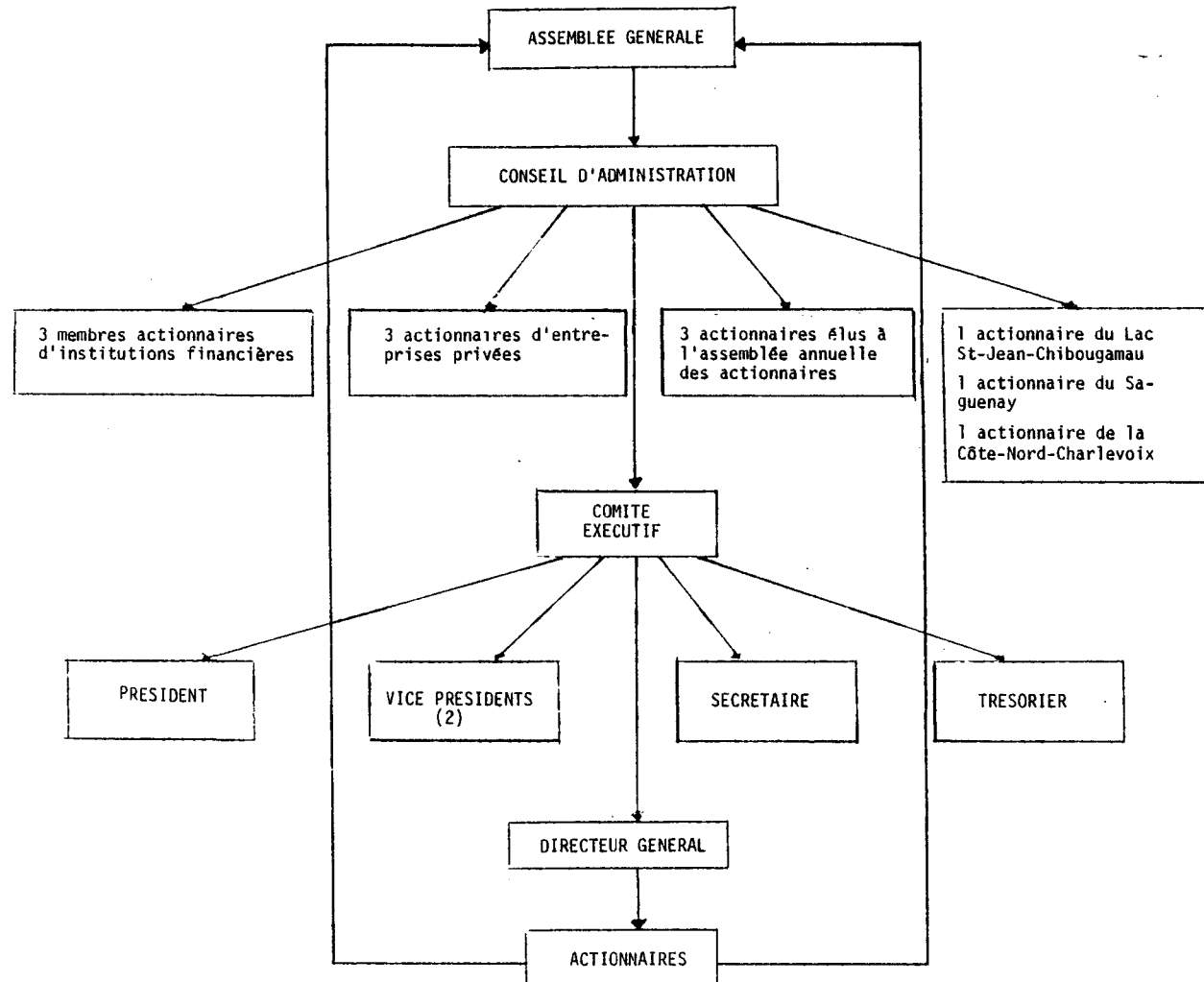
6.2.1 Organigramme

L'organigramme de la SODEQ Sagamie comprend trois instances principales: le conseil d'administration, le comité exécutif et l'assemblée générale des actionnaires (Figure II).

a) Le conseil d'administration

Les règlements internes de l'organisme spécifient que la répartition des membres élus au conseil d'administration doit s'effectuer ainsi: trois administrateurs sont choisis parmi les représentants d'institutions financières, trois autres sont élus parmi les actionnaires oeuvrant au sein d'entreprises privées manufacturières, trois admi-

Figure II
Organigramme de la SODEQ Sagamie



SOURCES: Règlements de la SODEQ Sagamie, Décembre 1979

nistrateurs sont désignés parmi les actionnaires présents lors de l'assemblée générale annuelle et il y a un représentant de chacune des sous-régions Lac St-Jean-Chibougamau, Saguenay et Côte-Nord-Charlevoix.

Le conseil d'administration, composé de 12 membres actionnaires élus à l'assemblée générale annuelle de la SODEQ Sagamie, ont trois membres élus pour un an. Parmi les neuf autres, quatre sont tirés au sort pour un mandat d'un an alors que les autres le sont pour deux ans. Cependant, tous les élus sont rééligibles ².

Le rôle du conseil d'administration est de prendre connaissance des demandes d'investissement, d'analyser les dossiers recommandés par le comité exécutif et de prendre les décisions concernant les plans d'investissement. On nous informe que dans les dossiers les plus importants, le conseil d'administration a eu à prendre la décision finale d'investir, tandis qu'une certaine discrétion était laissée au directeur général ou au comité exécutif dans le cas des autres demandes moins importantes.

En ce qui concerne la fréquence des réunions, il n'y a pas de rencontres fixées à l'avance: dépendamment du nombre et de l'importance des projets soumis, le conseil d'administration se réunit selon les besoins. Depuis la création de l'organisme, la fréquence moyenne des réunions a été d'une à deux fois par mois. Actuellement, il n'existe aucune planification concernant les réunions mais on prévoit l'établissement éventuel d'une réunion statutaire mensuelle. En somme, les rencontres de membres du conseil d'administration sont guidées selon les besoins jugés importants.

(2) Selon le règlement 6 de la SODEQ Sagamie, Décembre 1979

Au sujet des sous-comités, ils sont inexistants parce que les tâches reliées aux finances, à l'administration, à la gestion et au développement de l'organisme sont assumées par le comité exécutif.

On ne rejette pas l'utilité de tels groupes de travail à l'intérieur de la SODEQ mais le manque de disponibilité des administrateurs empêche la formation de tels comités affirme-t-on.

La principale activité des membres du conseil, mise à part la direction générale de la SODEQ, consiste à siéger sur les conseils d'administration des entreprises dans lesquelles l'organisme a investi. Leur fonction se résume à assister et à aider la direction de l'entreprise dans la gestion et la planification de leurs activités. Il s'agit d'observer la progression des investissements, c'est-à-dire évaluer s'il y a une amélioration ou une détérioration de la situation financière de l'entreprise et en rendre compte au conseil d'administration de la SODEQ.

Le principe du C.A. de la SODEQ pour le nombre de délégués sur les conseils d'administration des PME peut se résumer par cette phrase:

"Plus on investit dans les PME, plus on exige de membres au C.A. de la PME; moins on investit, moins on en demande" 3.

La SODEQ Sagamie a réalisé un sondage auprès de ses membres actionnaires au début de 1981 pour connaître ceux intéressés à siéger dans les entreprises partenaires. Comme les administrateurs ont manifesté eux-mêmes de l'intérêt à représenter l'organisme, on n'a pas eu à faire appel à d'autres actionnaires pour combler ces postes auprès des entreprises. On peut donc supposer que le C.A. de la SODEQ Sagamie a préséance pour toutes les activités ou initiatives de l'organisme et que les membres actionnaires n'ont d'autre choix que de se fier à leur action.

(3) Entrevues Avril-Juin, 1983

b) Le comité exécutif

Ce comité est formé de cinq membres élus parmi les 12 représentants du conseil d'administration. Le mandat est d'un an mais les membres sont rééligibles à chaque nouvelle élection. Il est intéressant de noter que la majorité de ceux-ci, à l'exception du trésorier, sont demeurés les mêmes depuis la création de la SODEQ et ce, pour assumer une stabilité et une continuité à l'organisme, nous dit-on (Tableau 14). Le trésorier, quant à lui, a dû être remplacé à chaque année mais il faut préciser que cette fonction a toujours été assumée par un membre de la Fédération des Caisses Populaires Desjardins de la région Saguenay-Lac St-Jean. L'exécutif a le pouvoir d'administrer les affaires de la SODEQ et de soumettre leurs décisions au conseil d'administration qui peut les entériner ou les renverser. Le comité doit aussi étudier les projets d'investissement afin d'évaluer s'ils répondent aux critères établis par la loi et les soumettre pour étude et approbation au conseil d'administration⁴. L'exécutif a une discrétion d'investir un montant inférieur à 100 000\$ dans une entreprise s'il le désire. L'organisme, ayant connu des pertes financières importantes comme nous le verrons plus loin dans le chapitre, a dû mettre à pied le directeur général à partir du 31 décembre 1982. Comme la plupart des dossiers étaient préalablement étudiés par le directeur général, on a procédé à une modification du processus puisque l'étude est maintenant réalisée par le comité exécutif.

Une fonction importante du comité réside dans son pouvoir de convoquer les assemblées du conseil d'administration. En ce qui regarde la fréquence moyenne des rencontres des membres du comité, elle se situe à une par mois, accidentellement deux, afin d'assurer le fonctionnement de la SODEQ.

(4) Selon le règlement No. 32G, SODEQ Sagamie, Décembre 1979

Tableau 14

Evolution de la nomination des membres
du conseil d'administration de la SODEQ Sagamie

Fonction des membres	Type de nomination selon les années			
	1980	1981	1982	1983
Président *	Elu	Réélu	Réélu	Réélu
Vice-président *	Elu	Réélu	Réélu	Réélu
Vice-président *	Elu	Réélu	Réélu	Réélu
Secrétaire *	Elu	Réélu	Réélu	Réélu
Trésorier *	Elu	Elu	Elu	Elu
Administrateur	Elu	N.D. **	Elu	Réélu
Administrateur	Elu	N.D.	Elu	Réélu
Administrateur	Elu	N.D.	Elu	Réélu
Administrateur	Elu	N.D.	Elu	Réélu
Administrateur	Elu	N.D.	Elu	Réélu
Administrateur	Elu	N.D.	Elu	Réélu
Administrateur	Elu	N.D.	Elu	Réélu
* Membres du comité exécutif				
** N.D. Information non disponible				
SOURCE: Rapport annuel SODEQ Sagamie, 1980, 1981, 1982, 1983				

Les fonctions de l'exécutif peuvent se résumer ainsi: il administre l'organisme comme des permanents en payant les factures, en acceptant des comptes, en examinant les projets d'investissement et les possibilités de souscription. Pour toutes les décisions, elles doivent cependant être soumises au conseil d'administration.

c) Les membres actionnaires

Les membres actionnaires sont des particuliers et des représentants d'institutions financières ou d'organismes ayant investi et détenant des parts dans la SODEQ Sagamie. Ils jouent un rôle surtout lors de l'assemblée annuelle des actionnaires où les propositions et les décisions du conseil d'administration leur sont soumises pour approbation. De plus, les actionnaires ont à choisir les membres du conseil d'administration et à ratifier toutes les suggestions concernant le fonctionnement de l'organisme. En principe, la SODEQ Sagamie, lors de l'assemblée générale annuelle, pourrait prendre des décisions contraires à la volonté du comité exécutif ou du conseil d'administration mais une telle situation n'a jamais été vécue. En réalité, les décisions et les orientations prises par le C.A. ont toujours été respectées. L'appui des actionnaires aux administrateurs s'est manifesté même dans les moments les plus difficiles, par exemple les coupures de dépenses et le congédiement du directeur général. Ces décisions ont été appuyées par les actionnaires, nous dit-on, pour éviter le démantèlement de l'organisme.

6.2.2 Financement de la SODEQ Sagamie

Actuellement, une partie des capitaux est placée à rendement déterminé d'avance (obligations, bons du trésor, dépôts à terme) garantissant un revenu fixe pour permettre de défrayer les coûts d'opération. Au début des activités de la SODEQ Sagamie, les dépenses de fonctionnement l'ont obligé à préserver une somme importante sous forme de liquidité

parce qu'on n'était pas assuré du rendement des investissements dans les entreprises. Les coûts d'opération constituent le problème fondamental de l'organisme et le financement d'une SODEQ de petite taille comme celle de notre région devient, semble-t-il, encore plus difficile. Cette assertion se base sur les coûts fixes d'opération qui sont à peu près les mêmes (environ 100 000\$), peu importe la taille d'une SODEQ, mais les capacités de générer des revenus sont plutôt faibles pour celle dont l'actif total se situe autour d'un million comparativement à d'autres SODEQ disposant d'un capital de quatre ou cinq millions. Par exemple, en obligeant les SODEQ à placer 70% ou 80% du capital-actions dans des entreprises manufacturières, cela provoque un manque de liquidités afin d'assurer des revenus et permettre un fonctionnement normal d'une SODEQ (autrement dit, si on investit 70% d'un million dans des PME, il ne reste que 300 000\$ à placer sous forme de dépôts à terme pour générer des revenus d'environ 30 000\$ par année alors qu'un actif total de 4 000 000\$ entraîne des revenus possibles de 120 000\$). Les membres du conseil d'administration de la SODEQ Sagamie ont été unanimes à couper le maximum de dépenses afin de pouvoir dégager des montants à investir dans les PME et ont ainsi occasionné moins de fonds disponibles à son fonctionnement.

6.2.3 Liens politiques avec d'autres organismes

Mais pour régler le problème de financement de la SODEQ Sagamie, ses dirigeants, en collaboration avec d'autres SODEQ, ont entrepris des démarches auprès du gouvernement du Québec pour l'obliger à trouver une solution à ce problème. Cependant, aucun lien formel ou officiel n'est jusqu'à maintenant avoué, à part les contacts personnels entre individus de la SODEQ Sagamie et d'autres personnes du milieu régional. La raison évoquée pour justifier cette inexistence de liens politiques est que l'on considère l'organisme comme n'étant pas assez important ou influent dans la région. Son poids politique étant relativement faible, il n'y a pas d'échanges directs entre les politiciens et les dirigeants de la SODEQ.

On est d'avis que l'influence politique d'un organisme est directement proportionnelle à son portefeuille. Puisque l'actif total de la SODEQ Sagamie dépasse à peine un million, on considère alors sa participation à l'économie régionale comme étant moins importante. Le seul lien direct déclaré s'effectue par l'intermédiaire des commissaires industriels de la région qui réfèrent à l'occasion des demandes de subventions de PME régionales à la SODEQ ⁵. A propos des liens individuels entretenus, on cite l'exemple de l'ex-directeur général de la SODEQ ayant déjà travaillé pour l'O.P.D.Q. (Office de Planification et de Développement du Québec) sans toutefois représenter celui-ci officiellement.

On préfère parler de collaboration avec les organismes gouvernementaux plutôt que de liens formels. Il est possible qu'on veuille ainsi éviter d'entreprendre un débat sur le "lobbying" politique ou le trafic d'influence entre les fonctionnaires et les dirigeants d'entreprises privées.

6.3 Activités de la SODEQ Sagamie

Pour saisir si la SODEQ Sagamie a eu une importance sur le développement régional, il faut étudier les répercussions de ses investissements dans les PME régionales. On sera plus en mesure de comprendre si les avantages fiscaux accordés aux investisseurs dans la SODEQ ont réellement bénéficié à créer des emplois et, par conséquent, ont aidé économiquement au développement de la région Saguenay-Lac St-Jean. Les différentes activités réalisées par la SODEQ seront étudiées en deux points: premièrement, en analysant la nature des investissements et deuxièmement, en estimant la création d'emplois ainsi que la masse de profits suscités. On sera alors en mesure d'établir si les résultats ont été positifs ou non.

(5) Dans la région chaque commissariat industriel fonctionne sous une appellation différente: on retrouve la Société d'Expansion Economique du Saguenay (S.E.E.S.) à Chicoutimi, la Société de Développement Economique de Jonquière (S.D.E.J.) et le Conseil Economique d'Alma (C.E.A.)

6.3.1 Nature des investissements

Constatons d'abord qu'au 31 mai 1983, 54 dossiers ont été étudiés, dont cinq seulement ont donné lieu à des investissements réels (sous forme d'actions ou de prêts), soit 9,3% du total.

Parmi les dossiers étudiés, 43 ont été refusés après analyse, soit 79,6%. Seulement six dossiers sont en cours ou réouverts c'est-à-dire 11,1% (Tableau 15). Donc, depuis le début des opérations de la SODEQ, la plupart des dossiers étudiés ont été refusés. Le nombre de dossiers à étudier a d'ailleurs été plus élevé au commencement, compte tenu de la publicité incitant les propriétaires d'entreprises à faire appel à ce nouvel organisme de financement. L'objectif fixé par les administrateurs à ce moment-là était d'affecter les fonds dans les projets jugés comme les plus susceptibles de réussir. Toutefois, si l'on examine les résultats des investissements, on s'aperçoit que les effets ont été contraires aux prévisions. En effet, deux des cinq entreprises où la SODEQ Sagamie s'est engagée ont fermé. En ce qui concerne les démarches de l'étude des dossiers, elles consistaient d'abord par l'étude de toutes les demandes reçues par le directeur général, ensuite les dossiers retenus étaient recommandés à l'exécutif qui devait le soumettre au conseil d'administration pour l'acceptation finale. Actuellement, les dossiers sont reçus au secrétariat, référés au comité exécutif pour l'analyse et proposés au C.A. pour acceptation. Cette dernière façon de procéder a été rendue nécessaire par suite de la mise à pied du directeur général causée par des compressions budgétaires.

Si l'on examine les investissements de la SODEQ Sagamie, on se rend compte qu'il y en a deux types: d'abord, les investissements peuvent se réaliser sous forme d'actions dans l'entreprise ou sous forme de prêts sans garantie. On s'aperçoit cependant que la formule de prêts sans garantie est la forme privilégiée par la SODEQ puisqu'ils constituent 63,4% de

Tableau 15

Résultats des dossiers étudiés
par la SODEQ Sagamie en 1983

Résultats de l'étude des dossiers	Nombre de dossiers	Pourcentage
Dossiers acceptés et investissements réalisés	5	9,3
Dossiers refusés après analyse et négociations avec l'entreprise	18	33,3
Dossiers fermés avant négociations finales	25	46,3
Dossiers en cours	2	3,7
Dossiers réouverts	4	7,4
TOTAL	54	100,0
SOURCE: SODEQ Sagamie, Jonquière, Mai 1983		

l'ensemble des placements dans les PME régionales (Tableau 16). Comme un des prêts était garanti par la S.D.I. et constituait 16,3% de tous les prêts, il a fallu le soustraire du pourcentage total des prêts situés à 79,7% de l'ensemble des investissements.

Notons aussi que l'investissement le plus élevé (200 000\$) représentait 43,4% de l'ensemble des investissements dont la presque totalité a été réalisée sous forme de prêts sans garantie.

En ce qui concerne les secteurs d'activité dans lesquels la SODEQ s'est impliquée, ils varient du type traditionnel comme celui du bois (ébénisterie ou scierie) à un autre plus avancé comme celui relié à la production de tuyaux de plastique. En général, les dossiers acceptés ont été ceux dont les profits étaient les plus probables. La seule hésitation dont les administrateurs ont fait part concernant la décision d'investir est celle de la concurrence à laquelle l'entreprise a à faire face dans son secteur d'activités. On préfère donc ne pas investir dans un secteur où la concurrence est forte afin d'éviter de favoriser une entreprise au détriment d'une concurrente.

A propos des exigences de la SODEQ en ce qui concerne les investissements consentis, cela se résume à exiger la présence d'un membre actionnaire de la SODEQ sur le conseil d'administration de l'entreprise concernée. Par cette exigence, on veut être en mesure de suivre l'évolution de la situation financière de l'entreprise partenaire et intervenir directement dans la prise de décision au cas où les conditions se détérioreraient. Diverses raisons expliquent les demandes de financement à la SODEQ: achat d'équipements, amélioration des valeurs locatives, accroissement des inventaires, expansion de l'entreprise, amélioration du fonds de roulement pour les PME en difficulté. D'autres entreprises ont demandé de l'aide pour des problèmes de gestion: cela a été plus un besoin de ressources humaines que financières (Tableau 17). Finalement, même si la

Tableau 16

Montants investis de la SODEQ Sagamie
dans les PME manufacturières du Saguenay-Lac St-Jean

Nom des entre- prises financées	Prêts Montants investis Pourcentage	Capital-actions Montants investis Pourcentage	Total Montants investis Pourcentage
Produits alimen- taires Allard Inc.	50 500\$ 11,0	49 500\$ 10,7	100 000\$ 21,7
Ebénisterie de La Baie Inc.	41 400\$ 9,0	8 600\$ 1,9	50 000\$ 10,9
Drainbec Inc.	199 800\$ 43,4	200\$ 0,1	200 000\$ 43,5
Electro Mécanic OHMEC Inc.	0 \$ 0,0	15 000\$ 3,3	15 000\$ 3,3
Entreprises Boulianne	75 000\$ * 16,3	20 000\$ 4,3	95 000\$ 20,6
Total des inves- tissements	366 700\$ 79,7	93 300\$ 20,3	460 000\$ 100,0
* Exceptionnellement, ce montant est garanti par la Société de Développement Industriel du Québec en vertu du programme d'urgence d'aide à la PME			
SOURCE: Rapport annuel SODEQ Sagamie, 1980, 1981, 1982, 1983			

Tableau 17

Raisons des demandes de financement
des entreprises partenaires de la SODEQ Sagamie

Nom des entreprises	Raisons des demandes de financement
Produits Alimentaires Allard Inc.	<ul style="list-style-type: none"> . Augmentation de la capacité de production . Etablissement de nouveaux marchés . Besoin des ressources humaines
Drainbec Inc.	<ul style="list-style-type: none"> . Augmentation de la mise de fonds . Accroissement de l'inventaire
Ebénisterie de La Baie Inc.	<ul style="list-style-type: none"> . Achat d'équipement . Mise de fonds . Condition préalable à l'éligibilité de subventions gouvernementales
Entreprises Boulianne Inc.	<ul style="list-style-type: none"> . Expansion et modernisation de l'entreprise . Ouverture de nouveaux marchés . Aide à la gestion . Condition préalable aux subventions gouvernementales
Electro mécanique OHMEC Inc.	<ul style="list-style-type: none"> . Accroissement de l'inventaire . Ouverture de nouveaux marchés
SOURCE: Entrevues Avril, Mai, Juin 1983	

SODEQ n'a pas établi de critères de sélection comme tel, il n'en demeure pas moins que, malgré le caractère risqué de l'organisme, on a recherché quand même la rentabilité. Afin de connaître l'évolution de la situation financière des entreprises, on leur a exigé de remettre aux administrateurs de la SODEQ un état financier à intervalle régulier, ce qui n'a pas été observé. Pour revenir aux critères d'investissement, même s'ils ne sont pas formulés officiellement, ils se résument à la compétence de l'administration, au montant de l'actif et à l'existence d'un marché. La qualité de l'administration demeure le principal point considéré dans l'étude des dossiers. En somme, la SODEQ Sagamie n'a pas de politique d'investissement en ce qui concerne la répartition des placements selon l'importance des secteurs d'activité. Elle considère plutôt les possibilités de croissance et de rentabilité selon la qualité des dirigeants de l'entreprise. La seule divergence au sein du C.A. touche le montant maximum d'investissement; certains pensent qu'il faut établir un plafonnement de 50 000\$ alors que d'autres s'expriment en terme de pourcentage de l'actif de l'organisme.

6.3.2 Résultats des investissements

A partir des investissements effectués par la SODEQ Sagamie dans les PME régionales, nous tenterons de voir si ces placements ont eu des résultats appréciables en ce qui concerne la création d'emplois et les effets sur la situation financière des entreprises partenaires.

Les membres du conseil d'administration de la SODEQ nous amènent à faire l'hypothèse que la création d'emplois n'a pas été un objectif fondamental pour elle. Différentes raisons expliquent cette situation. D'abord, la faiblesse du capital-actions de l'organisme empêche la possibilité d'avoir un impact réel et positif sur les emplois. Un avoir d'un million ne semble pas suffisamment élevé pour influencer l'économie régionale en créant beaucoup d'emplois. Ensuite, le nombre restreint de projets dans lesquels la SODEQ est impliquée fait que les chiffres de créations d'emplois ne peuvent pas être significatifs.

Enfin, la SODEQ n'est pas nécessairement considérée comme créatrice d'emplois mais elle est plutôt perçue comme un outil économique participant au développement régional. L'apport de la SODEQ Sagamie au développement de nouvelles entreprises et à la création d'emplois semble limité, voire faible (Tableau 18). On constate que certaines entreprises ont entraîné un nombre plus élevé de création d'emplois alors que deux d'entre elles ont fait faillite. On remarque particulièrement que celle où l'investissement a été le plus élevé a non seulement fait faillite mais avait été considérée comme un secteur d'avenir (Drainbec Inc.).

Ces résultats sommaires doivent être étudiés spécifiquement afin de déceler les forces et les faiblesses qui ont influencé chacune des entreprises financées.

Tableau 18

Profil de la création d'emplois selon les montants investis de la SODEQ Sagamie dans les entreprises

Nom de l'entreprise	Secteur d'activités	Montants investis	Emplois prévus	Emplois créés
Produits Alimentaires Allard Inc.	Agro-alimentaire	100 000\$	15	25
Ebénisterie La Baie Inc.	Bois de plancher	50 000\$	10	0
Entreprises Boulianne Inc.	Scierie	95 000\$	12	N.D.
Drainbec Inc.	Tuyaux de plastique	200 000\$	N.D.	0
Electro mécanique OHMEC Inc.	Pièces mécaniques	15 000\$	45	14*
* Cette création d'emplois n'a pas été occasionnée par l'apport des capitaux de la SODEQ puisque ses parts ont été rachetées par le propriétaire de l'entreprise				
SOURCES: Rapport annuel SODEQ Sagamie, 1980, 1982; Entrevues Avril, Mai, Juin 1983				

CHAPITRE 7

ETUDE SPECIFIQUE DES PROJETS DE LA SODEQ SAGAMIE

Dans ce chapitre, nous examinerons la situation de chacune des entreprises où la SODEQ s'est impliquée pour voir les effets de ses investissements sur les dites entreprises et sur le développement régional. Ensuite, nous tenterons de saisir l'impact de la SODEQ Sagamie sur l'économie de la région et les orientations envisagées pour l'avenir. D'abord notons que, paradoxalement, en ce qui concerne les entreprises dans lesquelles la SODEQ s'est impliquée financièrement, les faillites sont la caractéristique principale. En effet, deux des cinq entreprises ont dû déposer leur bilan provoquant des pertes financières de 250 000\$ (Drainbec Inc. et Ebénisterie La Baie Inc.). La SODEQ Sagamie a revendu avec perte (8 000\$) les parts d'une entreprise pour des raisons de mésentente entre les deux parties (Electro Mécanique Ohmec Inc.). Cependant, les deux dernières PME partenaires ont une situation financière plus stable (Produits Alimentaires Allard Inc. et Entreprises Boulianne Inc.) (Tableau 19).

7.1 Les projets de la SODEQ Sagamie

7.1.1 L'entreprise Produits Alimentaires Allard Inc.

Cette entreprise est une unité de production liée à la maison-mère La Pâtisserie Allard Ltée, fondée à Jonquière en 1950 et déménagée à Chicoutimi en 1957¹. Répondant aux besoins d'une clientèle croissante et

(1) Le Quotidien, 17 mai 1984, p. 14

Tableau 19
 Situation actuelle des entreprises financées
 par la SODEQ Sagamie

Nom des entreprises	Montant Investi	Pertes financières	Etat actuel
Drainbec Inc.	200 000\$	200 000\$	En faillite
Ebénisterie La Baie Inc.	50 000\$	50 000\$	En faillite
Electro Mécanique OHMEC Inc.	15 000\$	8 000\$	Sans lien avec la SODEQ
Produits Alimentaires Allard Inc.	100 000\$	0	Rentabilité
Entreprises Boulianne	95 000\$	0	Rentabilité
TOTAL	460 000\$	258 000\$	
SOURCE: Rapports annuels SODEQ Sagamie, 1981, 1982, 1983			

devant augmenter le volume de fabrication des produits, on réorganisera l'entreprise pour fonder une filiale, les Produits Alimentaires Allard Inc. en 1981 ².

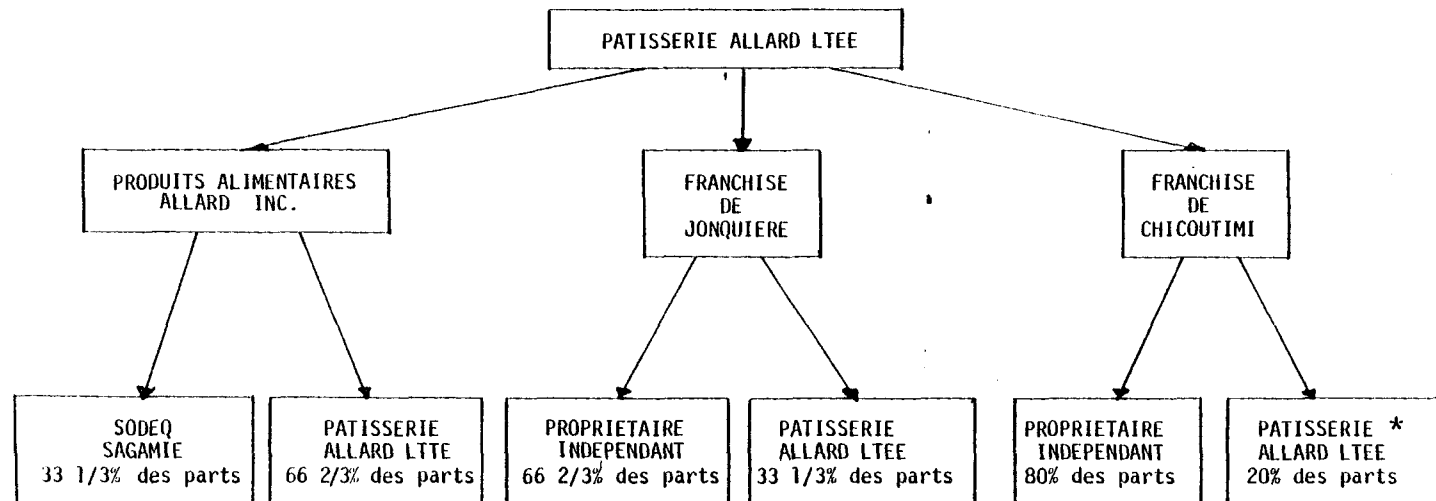
Ce plan d'expansion comportait une spécialisation pour chaque entreprise. D'un côté, la filiale Produits Alimentaires Allard Inc. devenait grossiste en s'occupant seulement de la production et de la distribution des produits (pâtisseries) et de l'autre la Pâtisserie Allard Ltée et ses franchises faisaient uniquement de la vente de détail.

Parmi les filiales de la Pâtisserie Allard Ltée, celle-ci détient les deux tiers des parts de Produits Alimentaires Allard Ltée alors que la SODEQ Sagamie possède l'autre tiers. En ce qui concerne les deux franchises de Jonquière et de Chicoutimi, elle possède 33 1/3% des parts dans le premier cas et 20% dans le second. Le reste est détenu par des propriétaires indépendants qui ont obtenu des franchises de la maison-mère (Figure III). En ce qui regarde le projet d'expansion de l'entreprise Pâtisserie Allard Ltée (devenue les Produits Alimentaires Allard Ltée), les membres de la famille et propriétaires de l'entreprise n'ont pas voulu endosser le financement du projet. On fit appel à la SODEQ Sagamie qui accepta d'investir 100 000\$ dont le tiers en capital-actions et le reste sous forme de prêts sans garantie et remboursables en tout temps. Comme la compagnie Pâtisserie Allard Ltée fonctionne sous forme de franchises avec certaines conditions (inspections, normes à respecter, recettes à appliquer, techniques de vente, cours de formation, etc...), celle-ci oblige les détenteurs de franchises à s'approvisionner de sa filiale Produits Alimentaires Allard Ltée de sorte que l'entreprise-mère contrôle celle-ci par le biais des marchés.

(2) Ibid, p. 14

Figure III

Organigramme de la Pâtisserie Allard Ltée,
de ses filiales et des parts détenues par chacun des partenaires



* En plus de 20% des parts, la Pâtisserie Allard Ltée est propriétaire de l'immeuble

SOURCE: Entrevue Avril 1983

En ce qui concerne la création d'emplois, en 1981, on compte une vingtaine d'emplois créés avec les franchises alors qu'en 1983 on compte 65 emplois dont 25 à plein temps dans l'entreprise Produits Alimentaires Allard Ltée. On peut donc déduire que les résultats ont été favorables à la création d'emplois dans ce cas-ci. Des administrateurs de l'entreprise affirment cependant que l'apport financier de la SODEQ Sagamie n'a pas été nécessairement déterminant pour la réalisation de ce projet d'expansion alors que certains dirigeants de la SODEQ soutiennent le contraire. Même si les opinions sont partagées, il en résulte un nombre d'emplois nouveaux et par conséquent l'action de la SODEQ Sagamie doit être considérée comme bénéfique à l'économie régionale.

Par ailleurs, les administrateurs interviewés apprécient la présence d'un membre de la SODEQ sur le conseil d'administration de l'entreprise le considérant comme une ressource humaine disponible.

7.1.2 L'entreprise Ebénisterie La Baie Inc.

L'Ebénisterie La Baie Inc., petite entreprise familiale, se spécialisait dans la fabrication de bois de plancher et de panneaux d'armoires. Confrontée à des problèmes financiers importants, elle fait appel à la SODEQ pour obtenir une participation financière. Celle-ci, après quelques mois de négociations, accepte d'investir 50 000\$ dont 8 000\$ sous forme d'actions ordinaires et 42 000\$ sous forme de prêts non garantis dont le taux d'intérêt était supérieur de 3% à celui des banques³. En ce qui concerne la version des faits, il est intéressant de remarquer qu'elle est contradictoire dépendamment qu'elle provienne d'un dirigeant de la SODEQ Sagamie ou du propriétaire de l'entreprise. Du côté de la SODEQ, on affirme qu'on a soutenu financièrement cette entreprise en lui permettant de conserver des emplois pendant au moins un an et demi, ce qui n'aurait pu se réaliser sans son apport financier. Du côté du propriétaire, il affirme plutôt que l'implication financière de la SODEQ

(3) Entrevue, Juin 1983

était due à l'intérêt qu'elle avait à l'égard de la qualité du produit et de l'ouverture possible du marché. Autrement dit, on était conscient des possibilités de l'entreprise et on voulait y participer. En ce qui concerne la faillite de l'entreprise, la principale raison évoquée est celle de la concurrence. On spécifie qu'on voulait éliminer cette entreprise qui faisait concurrence à une autre et qu'on était intéressé à acquérir son équipement.

Si on examine les difficultés des relations entre la SODEQ et l'entreprise, on doit surtout souligner les problèmes rencontrés au plan de l'aide à la gestion. La SODEQ avait posé comme condition à sa participation financière qu'elle puisse nommer un spécialiste en gestion pour calculer le coût de production. Si la SODEQ se gardait le droit de nommer le spécialiste, par contre elle exigeait que les coûts d'expertise soient assumés par l'entreprise. Autrement dit, la SODEQ Sagamie déléguait un spécialiste en gestion et le faisait payer par l'Ebénisterie La Baie Inc. L'étude du prix de revient de l'entreprise a duré trois mois et le salaire défrayé au spécialiste s'élevait à 3 200\$ par mois. Donc, ces coûts d'expertise constituent la première difficulté rencontrée par l'entreprise vis-à-vis la SODEQ Sagamie. Le deuxième problème est le fait qu'on avait délégué deux membres de la SODEQ sur le conseil d'administration de l'entreprise et qu'on exigeait la signature de l'un d'eux sur tous les chèques faits par le propriétaire de l'entreprise. En d'autres mots, l'entreprise fonctionnait sous la dépendance de la SODEQ Sagamie et non de façon autonome.

D'autres reproches sont adressés à la SODEQ Sagamie concernant le favoritisme et l'irresponsabilité en ce qui concerne les promesses d'investissement. En premier lieu, on considère la fixation des taux d'intérêts comme injuste. Alors que dans ce cas-ci le taux sur le prêt consenti s'élevait à environ 22% ou 23%, d'autres entreprises ont pu bénéficier d'un taux inférieur à 10%. En second lieu, les conditions de financement ont changé en cours de route. Alors que le financement devait

être de 8 000\$ en parts ordinaires et 42 000\$ en parts privilégiées, ces conditions n'ont pas été respectées puisque les 42 000\$ ont été investis sous forme de prêts. Ce qui est paradoxal, c'est qu'un administrateur de la SODEQ Sagamie ait même offert d'investir 25 000\$ personnellement en parts ordinaires, ce qui lui permettait de prendre le droit de gérance de l'entreprise. Le propriétaire préféra fermer plutôt que d'accepter une telle condition.

Donc, l'expérience vécue dans ce dossier a été négative à tous les points de vue. Non seulement y a-t-il eu perte d'emplois pour l'entreprise et perte financière pour la SODEQ, mais aussi une profonde divergence dans le mode de fonctionnement des partenaires.

7.1.3 L'entreprise Boulianne Inc.

L'entreprise Boulianne Inc. est une scierie située à St-Fulgence, près de Chicoutimi. Il s'agit d'une petite entreprise familiale qui vendait son bois de sciage à la compagnie papetière Consolidated Bathurst. En 1981, un investissement de 350 000\$ est réalisé dans l'entreprise avec une garantie de la Société de Développement Industriel. Cette injection de capitaux permet à l'entreprise de passer de la phase artisanale à la phase industrielle et ce, dans une mauvaise conjoncture économique (hausse des taux d'intérêt, baisse de marchés, etc...). A ce moment-là, la SODEQ Sagamie accepte d'investir sous certaines conditions: 1) l'existence d'un marché disponible pour le produit du bois de sciage, 2) l'établissement d'une gestion adéquate pour le bon fonctionnement de l'entreprise et 3) le choix d'un partenaire sur le marché. On a donc procédé à l'engagement d'un administrateur expérimenté dans le domaine du bois de sciage; on a formé un groupement d'achats pour écouler la production et les fournisseurs ont avancé une marge de crédit de 100 000\$; enfin, on a versé une subvention de 50 000\$ du côté de l'O.P.D.Q. Selon un administrateur de la SODEQ, sans l'intervention financière de celle-ci, il y aurait eu perte

de 12 à 15 emplois. On précise que, sans l'implication de la SODEQ, les autres engagements prévus n'auraient pu se réaliser. Par exemple, l'investissement de 95 000\$ de la SODEQ Sagamie se répartit comme suit: 20 000\$ sous forme de capital-actions et 75 000\$ en prêt garanti par la S.D.I. sur un montant total de 400 000\$ d'investissements ⁴. Dans ce cas-ci, l'objectif du projet était la modernisation de l'entreprise pour le maintien des emplois sans quoi on se dirigeait vers une faillite éventuelle avec un équipement périmé. Comme le marché actuel du bois est en expansion, on peut supposer que l'apport complémentaire de la SODEQ Sagamie a été importante pour la croissance de cette entreprise.

7.1.4 L'entreprise Drainbec Inc.

L'entreprise Drainbec Inc., installée dans le parc industriel d'Alma, oeuvrait dans un secteur dynamique et de haute technologie (plastique). C'est dans ce projet que l'échec de la SODEQ Sagamie a été le plus significatif. L'avenir du gaz naturel pour la région s'avérant intéressant par la connexion prochaine au réseau canadien (le gouvernement fédéral avait annoncé une distribution du gaz naturel dans l'Est du Canada), cette entreprise produisait des tuyaux de plastique et espérait profiter de ce projet de distribution de gaz en augmentant sa production. On espérait ainsi s'emparer de la plus grande part du marché de la région Saguenay-Lac St-Jean. La SODEQ a donc accepté d'investir 200 000\$ parce qu'on considérait cette entreprise comme oeuvrant dans un secteur de pointe et qui avait des chances de provoquer un impact important dans le développement régional. L'injection de ces nouveaux capitaux entraîna un grossissement des inventaires sans pouvoir pour autant écouler les produits.

L'entreprise, n'étant plus capable de supporter financièrement cet inventaire, se déclara en faillite. La seule raison évoquée pour

(4) Rapport annuel SODEQ Sagamie, 1982

expliquer cette faillite est l'incompétence de l'administration de l'entreprise. Pourtant, comment peut-on expliquer que cette entreprise avait déjà été choisie comme celle de l'année au Saguenay-Lac St-Jean? Par ailleurs, comment justifier un investissement représentant 20% de l'actif total de la SODEQ Sagamie dans une seule entreprise? On nous répond qu'on a eu confiance en la réussite de l'entreprise et avoir manqué d'expérience dans l'attribution du montant à investir. Bref, ce dossier constitue la perte financière la plus importante de la SODEQ et la plus difficilement acceptable compte tenu des conséquences provoquées sur la liquidité de l'organisme et sur son fonctionnement (étant donné qu'on a dû couper les coûts d'opération à cause de la situation financière précaire).

7.1.5 L'entreprise Electro Mécanique Ohmec Inc.

Cette entreprise, sise à Chicoutimi, est spécialisée dans le réusinage d'alternateurs et de démarreurs. Elle faisait face à un manque de ressources financières pour pouvoir continuer à développer ses opérations. Le propriétaire demande une aide financière à l'O.P.D.Q. et à la SODEQ Sagamie pour l'aider à accroître le marché de son entreprise. Le projet initial du propriétaire était d'implanter plus de représentants de l'entreprise dans tout le territoire Saguenay-Lac St-Jean afin d'augmenter les capacités du marché. Comme la SODEQ s'opposait à ce plan de développement ainsi qu'à celui d'avoir de nouveaux actionnaires dans l'entreprise, le propriétaire racheta les parts de la SODEQ. Celle-ci avait investi 15 000\$ en actions ordinaires représentant 30% du total. Selon le propriétaire, l'erreur de la SODEQ dans cette participation financière a été de trop s'intéresser à se faire des revenus sous forme de frais d'administration. En effet, les conseils de gestion donnés par un spécialiste nommé par la SODEQ Sagamie ont coûté 650\$ par semaine soit 60\$ de l'heure environ. Le volet "Aide à la gestion" mis sur pied par la SODEQ Sagamie avait-il réellement un but

d'aide à l'entreprise ou était-ce seulement un moyen d'accumuler des frais de gestion pour les "spécialistes"? Les déclarations d'un propriétaire reflètent bien, à notre avis, les appréhensions rencontrées parmi eux vis-à-vis la SODEQ:

"Lorsqu'ils (SODEQ) donnent des subventions il ne faudrait pas que cela finisse entre les mains d'administrateurs sous forme de frais d'administration parce qu'il ne reste plus rien à l'entreprise. Autrement dit, qu'ils subventionnent directement les professionnels sans intervenir dans les PME" 5

En résumé, selon les informations recueillies, les résultats ont été différents pour chacun des dossiers. Pour ceux ayant obtenu des résultats positifs, on loue l'intervention de la SODEQ sans affirmer que leur aide ait été indispensable. Dans le cas des entreprises qui ont connu des relations difficiles avec la SODEQ, on fait état souvent des conflits d'intérêts liés aux frais de gestion qui sont chargés de façon exagérée et inacceptable.

7.2 Causes des difficultés financières des entreprises partenaires de la SODEQ Sagamie

Compte tenu de la particularité des entreprises dans lesquelles la SODEQ Sagamie a investi, il est important de saisir de façon globale les causes des difficultés rencontrées. Plusieurs explications peuvent être apportées, à titre hypothétique, pour comprendre l'importance de celles-ci.

7.2.1 Objectifs irréalistes de la SODEQ Sagamie

Il ressort de notre enquête auprès des administrateurs de la SODEQ, que celle-ci a eu des objectifs trop ambitieux par rapport à ses moyens. Pour obtenir une adéquation des moyens et des objectifs, il aurait fallu un démarrage, une performance et un cadre économique exceptionnels. Pour illustrer cette affirmation, on cite l'exemple de la deuxième souscription projetée pour juin et octobre 1981 dont l'objectif était de 2 000 000\$. La mauvaise conjoncture économique conjuguée à la déconfiture des Caisses d'Entraide Economique ont entraîné une cueillette de seulement 96 000\$⁶. Un autre objectif irréaliste est celui visant à constituer d'importants dividendes par le biais d'investissements considérables dans une seule entreprise qui s'est soldée par une perte financière de 200 000\$. Un autre dont le but était d'offrir et de maintenir une aide à la gestion des entreprises s'est avéré une forme d'exploitation vis-à-vis certaines entreprises. On récupérerait une partie de l'investissement sous forme de frais de gestion. Enfin, la présence de membres de la SODEQ sur les conseils d'administration des entreprises afin de se sentir plus impliqués a provoqué, dans certains cas, des réactions de crainte et de doute vis-à-vis la SODEQ.

7.2.2 Territoire restreint et marché limité

Le caractère limité du marché régional est perçu comme un facteur qui entraîne le déclin de certaines entreprises. Les dirigeants de la SODEQ classent les PME oeuvrant dans la région de la façon suivante: 1) des PME de sous-traitance liées à la grande entreprise, 2) des PME de ressources (scieries) et 3) des PME de consommation. Les PME, étant confrontées à une concurrence vive dans leurs secteurs d'activités et soumises à un marché restreint, ne peuvent que subir des difficultés financières. La performance des PME de sous-traitante est faible

(5) SODEQ Sagamie, Rapport d'activités 1981, p. 3

puisque'elle dépend directement de l'efficacité des grandes entreprises. La région Saguenay-Lac St-Jean ne comptant que quelques grosses entreprises (Alcan, Abitibi-Price, Consolidated Bathurst, Domtar, Donohue), ces types de PME dépendent de la situation économique de chacune de celles-ci. Comme la plupart des PME régionales n'exportent pas leur production en dehors de la région, elles sont restreintes essentiellement au marché régional qui, on l'a déjà vu, est limité. Les PME de consommation les plus importantes de la région sont principalement dans le secteur de l'alimentation. Ce secteur est considéré comme le secteur-clé permettant un haut niveau de production et un écoulement plus facile des produits, comparativement à d'autres secteurs (comme le bois, par exemple).

La restriction du marché se situe aussi dans le domaine du capital-actions des entreprises (PME). En effet, il est difficile de vendre des actions d'une PME à moins d'en vendre aussi le contrôle. Ce qui signifie que la plupart des PME ne sont pas en mesure d'établir une confiance dans le milieu régional et de pouvoir ainsi émettre des actions. D'ailleurs, comme la majorité des PME manufacturières n'ont aucun actionnaire ou en ont seulement un⁷, vendre des parts de l'entreprise pourrait signifier un effritement du contrôle de l'entreprise.

En résumé, une région dont le marché est limité géographiquement comme le Saguenay-Lac St-Jean et dont l'économie dépend de quelques grosses entreprises ne permet que difficilement le développement d'autres formes d'organisations économiques (PME, petites coopératives, coopératives de production, etc...).

(7) SEGUIN, Marie-Thérèse, op. cit., p. 310

7.2.3 Les facteurs de risque, de financement et de disponibilité de la SODEQ Sagamie

Les facteurs de risque dans le fonctionnement de la SODEQ Sagamie semblent être à la base des résultats décevants déjà décrits. Ainsi, le fait de prêter à une PME ou d'investir en capital-actions dans une PME implique la possibilité de ne pas rentabiliser ou récupérer l'investissement en cas d'échec. De plus, le caractère risqué de la plupart des mises de fonds entraîne une probabilité plus grande de faillites des entreprises partenaires.

Aux difficultés éprouvées par la SODEQ est liée aussi celle de trouver du financement pour ses opérations. Si le gouvernement du Québec n'accepte pas ou n'offre pas une formule de financement-convenable pour elle, on est persuadé d'une faillite éventuelle de la SODEQ Sagamie. D'ailleurs, le manque de fonds pour financer celle-ci a occasionné un manque de disponibilité pour la surveillance de la situation financière de certaines entreprises. Cela expliquerait en partie la dégradation financière et administrative de nouvelles PME partenaires de la SODEQ.

7.3 Bilan de la SODEQ Sagamie

A partir des observations précédentes et de l'analyse des investissements de la SODEQ, il est maintenant nécessaire de tracer un bilan de l'organisme concernant les problèmes actuels et les types de solutions proposées par ses dirigeants.

7.3.1 Les problèmes actuels

La SODEQ Sagamie connaît depuis quelques années un certain nombre de problèmes de nature et de degrés différents. En faisant un survol

des opinions émises par certains administrateurs de la SODEQ et par quelques propriétaires d'entreprises partenaires, on peut distinguer trois types de problèmes: 1) ceux liés à la structure de la SODEQ, 2) ceux liés aux formes d'investissements dans les entreprises et 3) ceux liés au territoire desservi par l'organisme. Nous tenterons de préciser l'importance de chacun de ceux-ci, à partir des entrevues réalisées.

a) Problèmes affectant la structure de la SODEQ

Les difficultés d'opérer de la SODEQ dans le cadre de la loi initiale ont déjà été évoquées. Les nombreuses pressions exercées auprès du gouvernement québécois ont entraîné des amendements à la loi considérés comme insuffisants relativement aux problèmes de gestion rencontrés. Un consensus du conseil d'administration se dégage à cet effet. Les exigences de la loi ont provoqué des problèmes sérieux en ce qui concerne la nécessité d'investir rapidement en conformité aux règlements. On affirme que cela a entraîné des pertes financières importantes et des difficultés de financement.

Un autre type de problèmes a trait aux capitaux nouveaux. La pénurie d'argent frais a amené la stagnation de l'organisme puisqu'une grande quantité de l'actif total a déjà été injecté dans des entreprises régionales. Tant que la SODEQ ne pourra pas résoudre ce problème d'entrée de fonds, il sera difficile d'en accroître le développement.

Les problèmes majeurs affectant la structure de la SODEQ se résument à la difficulté d'approvisionnement en fonds nouveaux et à l'absence de financement. D'autres questions à résoudre moins importantes ont été soulignées par nos interviewés. Celles-ci concernent les démarches bureaucratiques effectuées auprès du gouvernement du Québec pour l'amélioration du cadre légal.

b) Problèmes relatifs aux investissements dans les PME

Les principales lacunes mentionnées concernant les investissements résident d'abord dans le fait que les PME appartiennent à ce type d'entreprises estimées comme non rentables. La SODEQ a investi depuis trois ans (1980-1983) dans des entreprises qui ne rapportaient pas de dividendes. Certains administrateurs sont même d'avis pour dire que la faible probabilité de gains de la SODEQ est liée au type particulier d'investissements, c'est-à-dire cette obligation d'investir dans des PME manufacturières.

Enfin, pour d'autres, le problème principal est l'inexistence du marché secondaire des actions de la SODEQ due au caractère aléatoire des parts détenues dans les PME. Autrement dit, les craintes exprimées par les investisseurs sont imputables à la difficulté de pouvoir revendre leurs actions de la SODEQ sur le marché.

c) Problèmes dus au type de territoire desservi

La SODEQ a aussi des faiblesses liées au territoire desservi. Comme la loi stipule qu'en plus du Saguenay et du Lac St-Jean, elle doit desservir les territoires de Charlevoix, Côte-Nord et de Chibougamau, l'éloignement de ces espaces géographiques devient un handicap difficile à surmonter. En réalité, le découpage arbitraire des espaces régionaux a rendu la mission de la SODEQ Sagamie impossible à accomplir. Un autre point concerne le rôle joué par la SODEQ dans la région Saguenay-Lac St-Jean. Comme la plupart des projets d'investissement ont été réalisés à la suite des demandes de financement de la part des PME régionales, la SODEQ n'a pas eu à prendre l'initiative de développer ses propres projets et de contribuer ainsi au développement de la région.

Le dernier obstacle au développement de l'organisme est le doublement des services de financement offerts aux PME par la SODEQ et par les sociétés d'Entraide dont la nouvelle vocation économique ressemble à celle de la SODEQ. En effet, le regroupement des anciennes Caisse d'Entraide Economique de la région converties en quelques Sociétés d'Entraide ont des principes de financement et des objectifs d'aide aux entreprises semblables aux SODEQ mais sans subir de contraintes que la loi fixe à celles-ci. Ces nouvelles Sociétés sont devenues des compagnies à capital de risque à qui le gouvernement a attribué les mêmes avantages fiscaux qu'aux SODEQ mais ne sont pas régies par une loi et ont une capacité financière plus forte.

7.3.2 La position de l'administration de la SODEQ Sagamie

Certains dirigeants de la SODEQ sont persuadés que la solution à leurs problèmes dépend du gouvernement du Québec. On veut reviser les modalités de la loi, élargir les champs d'investissement, augmenter les dégrèvements d'impôts, recevoir des subventions pour le financement et permettre aux entreprises privées de jouir de ces avantages.

D'autres perçoivent des éléments de solution par la création d'un marché secondaire qui serait possible seulement par l'établissement d'un portefeuille de placements rentables pour les actionnaires. Il faudrait investir uniquement dans des entreprises saines financièrement dont les profits sont assurés afin de rentabiliser les actions de la SODEQ et attirer ainsi de nouveaux actionnaires. Les administrateurs sont confrontés entre l'objectif d'aide aux entreprises et celui de la maximisation de la rentabilité des parts des actionnaires.

7.3.3 Orientations et choix de développement

La situation actuelle de la SODEQ peut se réduire aux problèmes de consolidation et de survie mais pour évaluer les chances de survie on devrait examiner les orientations qu'entend prendre la SODEQ Sagamie.

En premier lieu, selon certains actionnaires, il faudra permettre à la SODEQ de se refaire une image de confiance dans le milieu régional (population, entreprises privées, hommes d'affaires, actionnaires), de se redonner des bases solides et de reprendre un deuxième élan pour rassembler de nouveaux capitaux. Il faudrait donc rétablir la crédibilité pour faire oublier les pertes financières encourues et mettre en relief la nécessité de recueillir des fonds pour les injecter dans les entreprises fiables et rentables.

En second lieu, reviser en profondeur la politique d'investissement de la SODEQ et l'adapter au contexte socio-économique (c'est-à-dire s'ajuster en fonction d'une crise, d'une reprise ou d'une croissance économique). Les choix d'orientation possibles à décider par l'assemblée des actionnaires étaient la protection des acquis (capitaux investis, sécurité des fonds), la liquidité, la fusion avec d'autres SODEQ, la formation d'une compagnie de "leasing" ou la mise en veilleuse⁸.

En troisième lieu, il faudrait déployer plus d'initiative au niveau du développement régional en repérant les entreprises les plus rentables et en leur offrant une participation financière, constituant ainsi un portefeuille d'investissements dans le but de générer des dividendes aux actionnaires et de permettre une croissance à la SODEQ.

(8) Rapport annuel SODEQ Sagamie, 1982

En quatrième lieu, il serait nécessaire de conjuguer les efforts de rentabilité de la SODEQ et les stratégies de développement régional, c'est-à-dire maintenir les objectifs de développement de la région par le biais de la rentabilité de l'organisme, tout en injectant des capitaux favorisant la création d'emplois. La question est de savoir si la SODEQ continue à investir sous forme de capitaux de risque en aidant des entreprises à démarrer ou à se consolider, ou si elle se limite à investir seulement dans des entreprises rentables dont les projets sont assurés et dont l'injection de capitaux augmenterait leur possibilité de croissance.

Certains administrateurs considèrent la SODEQ comme un instrument économique à développer à long terme, dont la mission devrait être celle d'aider à mettre sur pied des entreprises. Elle devrait donc avoir pour fonction de raffermir le dynamisme des entreprises locales tout en s'octroyant un rôle plus important dans le développement régional. Les activités en émergence de la SODEQ devraient être alors évaluées en fonction des possibilités futures, créant un climat propice et un mode de développement planifié sur une période de dix ou quinze ans. Cette double perception de la SODEQ, à la fois comme outil de développement régional et comme moyen de financement pour les meilleures entreprises régionales, reflète une contradiction au sein de l'élite locale. Cette contradiction est liée, selon nous, à l'intérêt de s'enrichir en utilisant cet organisme dans le but d'accroître les investissements locaux et les mettre au service des entreprises privées. Cette conception s'oppose nécessairement aux objectifs de développement qui, eux, sont censés toucher une plus grande partie de la population par la création d'emplois ou par la possibilité de participer financièrement au développement régional.

CONCLUSION

Avant de conclure, il est nécessaire de rappeler nos principaux objectifs et nos principales hypothèses.

Par notre étude, nous voulions saisir l'impact de la SODEQ Sagamie sur les PME manufacturières de la région Saguenay-Lac St-Jean et, par conséquent, sur le développement socio-économique dans son ensemble. De plus, notre recherche voulait étudier les caractéristiques (classes sociales, groupes socio-professionnels) des acteurs sociaux ayant participé au processus de création des SODEQ et à leur consolidation.

Nous avançons alors deux hypothèses:

- 1- La SODEQ Sagamie est un prétexte utilisé par une partie de l'élite locale de la région Saguenay-Lac St-Jean en vue d'accroître le rendement de leurs investissements en profitant d'exemptions fiscales;
- 2- Le développement régional n'est pas au centre des préoccupations de la SODEQ Sagamie.

L'étude réalisée nous semble confirmer que la SODEQ Sagamie a été mise sur pied par l'élite locale de la région du Saguenay-Lac St-Jean qui en a profité pour obtenir des avantages fiscaux du gouvernement québécois. En effet, l'analyse de la composition socio-professionnelle des actionnaires de cet organisme démontre que les professions libérales et

les industriels sont largement représentés au sein de la SODEQ Sagamie. Ceux-ci, étant considérés comme des membres de la petite bourgeoisie locale, avaient, à notre avis, tout intérêt à s'impliquer financièrement dans ce genre d'organisme puisqu'il leur était possible de profiter d'exemptions fiscales pour leurs investissements. Cette représentation de l'élite régionale dans la SODEQ Sagamie reflète, selon nous, le caractère de classes de celle-ci. D'ailleurs, nous avons constaté que les revendications et les doléances formulées par cette petite bourgeoisie locale, ont eu une influence plus importante auprès de l'Etat québécois que celles des autres acteurs étant intervenu dans ce dossier puisque la création des SODEQ a été rendue possible, principalement, par l'intervention de la Chambre de Commerce de la Province de Québec.

Il est paradoxal de constater le caractère public du financement des SODEQ (sous la forme des exemptions fiscales accordées aux investisseurs) et le fonctionnement privé de l'organisme. En effet, les SODEQ sont considérées comme des sociétés privées puisqu'elles sont constituées selon la première partie de la loi sur les compagnies mais leurs profits proviennent indirectement des fonds du gouvernement c'est-à-dire de tous les contribuables. Néanmoins, cette contribution collective "obligée", à l'enrichissement de la petite bourgeoisie locale, ne se traduit pas par la création de nouvelles sources d'emplois. Nous constatons en effet que la principale caractéristique qui se dégage des interventions de la SODEQ Sagamie dans les PME manufacturières du Saguenay-Lac St-Jean est le grand nombre de faillites des entreprises partenaires. En réalité, trois des cinq entreprises financées par la SODEQ Sagamie ont fait faillite, ce qui, selon nous, démontre que cet organisme n'a pas participé au développement régional par la création d'emplois mais, bien au contraire, a servi uniquement d'abri fiscal pour les investisseurs indépendants.

En ce qui concerne les deux autres entreprises partenaires financées par la SODEQ Sagamie, bien que leur situation financière soit

bonne, il semble que celle-ci n'ait pas eu une grande influence sur leur performance. Dans un cas, le projet d'expansion de l'entreprise aurait eu lieu même sans l'intervention de la SODEQ Sagamie et dans l'autre, la Société de Développement Industriel (S.D.I.), subventionnée par le gouvernement du Québec, garantissait le prêt accordé par la SODEQ.

De toutes les raisons évoquées pour expliquer ces mauvaises performances financières, la conjoncture économique est celle qui a été mentionnée le plus souvent. Alors que dans les années soixante-dix on accordait aux PME du Québec une très grande importance, il s'avère qu'à partir des années quatre-vingt la situation des PME a radicalement changé à cause des difficultés financières provoquées en partie par la crise économique. Comme la SODEQ Sagamie a commencé à investir au début de 1980, à une époque où la conjoncture économique était défavorable, on attribue souvent les résultats négatifs de certains dossiers (faillites, difficultés financières, instabilité, etc...) à la situation économique globale. Or, si la conjoncture semble être un facteur explicatif, les erreurs administratives et l'envie du gain à court terme le sont tout autant.

Il importe de souligner que certains administrateurs de la SODEQ Sagamie s'opposaient à investir dans plus d'une entreprise d'un même secteur d'activités, ce qui reflète, selon nous, en plus de la connivence entre l'Etat et la bourgeoisie locale, une solidarité entre les membres de cette dernière.

En ce qui concerne les solutions possibles aux difficultés financières des SODEQ, on peut constater que certains administrateurs prônent la décentralisation et la régionalisation de la prise de décision, alors que d'autres prônent les bienfaits des grandes entreprises et des grandes organisations financières. On retrouve donc une double tendance au sein des SODEQ. Celles-ci prônent soit de se regrouper dans des genres de "holding", soit de se décentraliser pour prendre la forme des PME. Mais ce qui semble le plus susceptible d'arriver, c'est le compromis entre ces deux possibilités.

Même si le conseil d'administration de la SODEQ Sagamie s'y oppose, il semble que le mouvement de fusion soit enclenché afin d'accéder à des capitaux plus importants et à une meilleure rentabilité. D'ailleurs, les investissements des dernières années d'un grand nombre de SODEQ dans les secteurs de pointe (bureautique, informatique, électronique, etc...) sont le signe avant-coureur de futurs "holdings" des petites et moyennes entreprises. Devant cette éventualité, la SODEQ Sagamie a à prendre une décision et, à moins de s'associer à des organismes régionaux importants, elle devra se résigner à devenir un organisme marginal confronté à des SODEQ de plus en plus regroupées, ce qui traduira au sein des SODEQ la différenciation spatiale, centre-périphérie, dans la distribution de la richesse qui caractérise l'économie québécoise.

ANNEXE 1

Liste des entrevues

- Entrevue No. 1 Chicoutimi, Membre du conseil d'administration de la SODEQ Sagamie Ltée, 18 avril 1983, 1 heure 15 minutes
- Entrevue No. 2 Chicoutimi, personne - ressource de l'entreprise Les Produits Alimentaires Allard Ltée, 26 avril 1983, 45 minutes
- Entrevue No. 3 Jonquière, Membre de l'exécutif de la SODEQ Sagamie Ltée, 27 avril 1983, 1 heure 30 minutes
- Entrevue No. 4 St-Nazaire, Lac St-Jean, Membre de l'exécutif de la SODEQ Sagamie Ltée, 2 mai 1983, 1 heure 10 minutes
- Entrevue No. 5 Chicoutimi, personne-ressource de l'entreprise Electro Mécanic OHMEC, 26 mai 1983, 1 heure 15 minutes
- Entrevue No. 6 Chicoutimi, Membre du conseil d'administration de la SODEQ Sagamie Ltée, 30 mai 1983, 50 minutes
- Entrevue No. 7 Ville de La Baie, personne-ressource de l'entreprise Les Ebénisteries La Baie, 1 juin 1983, 50 minutes

ANNEXE 2

Schéma d'entrevue s'adressant aux administrateurs

- 1- Quelle est la définition d'une SODEQ?
- 2- Quels sont les objectifs des SODEQ?
- 3- Quels sont les avantages de la loi?
- 4- Quelles sont les restrictions de la loi?
- 5- Y a-t-il des améliorations à apporter à la loi? Si oui, quelles sont-elles?

SODEQ Sagamie

- 1- Quelle est l'année de fondation de la SODEQ Sagamie?
- 2- Quels étaient les principaux initiateurs de la SODEQ Sagamie?
- 3- De quels secteurs économiques provenaient-ils?
- 4- Quels sont les objectifs à court terme, à moyen terme et à long terme de la SODEQ Sagamie? Les objectifs ont-ils changé ou évolué?
- 5- Y a-t-il un conseil d'administration? Si oui, comment sont choisis les membres du conseil d'administration?
- 6- Existe-t-il des sous-comités dans la SODEQ Sagamie? Si oui, quelles sont leurs fonctions et quels sont les membres qui y participent?
- 7- Combien y a-t-il de réunions par mois, par année?
- 8- Comment se prennent les décisions de la SODEQ Sagamie?
- 9- Quels sont les critères d'admissibilité des différents investissements effectués dans les PME? Par exemple, les critères du 1^{er} placement, celui du 2^{ième}, etc...

- 10- Quels sont les liens entre la SODEQ Sagamie et les PME dans lesquelles vous avez investi? Y a-t-il un membre de la SODEQ sur le C.A. de la PME? Quelles sont les formes d'entente entre la SODEQ et la PME?
- 11- Combien de demandes d'aide ont été effectuées auprès de la SODEQ Sagamie?
- 12- Quel est le nombre de demandes acceptées ou refusées? Quel est le montant des demandes acceptées ou refusées?
- 13- Quelles sont les PME acceptées ou refusées (genre d'entreprise, y a-t-il possibilité d'en avoir une liste?) Les raisons de l'acceptation ou du refus?
- 14- Le montant global investi dans les PME manufacturières?
- 15- Quel fut le nombre d'emplois créés et le montant investi?
Quel fut le nombre d'emplois maintenus et le montant investi?
Quel fut le nombre d'emplois supprimés et le montant investi?
- 16- Y a-t-il eu des demandes faites pour la modernisation de l'entreprise? Si oui, cela a-t-il provoqué des pertes d'emplois?
Est-ce que la possibilité de pertes d'emplois a été précisée dans la demande?
- 17- Y a-t-il possibilité de démantèlement de la SODEQ Sagamie?
- 18- Y a-t-il possibilité de fusion ou d'absorption par une autre SODEQ?
- 19- Comment se finance la SODEQ Sagamie?
- 20- Quelles sont les orientations qu'entend prendre la SODEQ Sagamie?
Y a-t-il des projets de développement ou d'orientation qui ont été soumis au conseil d'administration?

Développement régional

- 1- Est-ce que la SODEQ Sagamie est impliquée dans des projets de développement régional (Par exemple, les C.R.D., l'O.P.D.Q. ou d'autres secteurs d'activités?)
- 2- Les SODEQ ont-elles des rapports avec d'autres agents socio-économiques? (A-t-elle des liens avec le maire de sa ville? Si oui, lesquels, de quel ordre sont ces rapports, fréquence des rencontres?)
- 3- Les SODEQ ont-elles des liens avec les députés de la région? Lesquels? Fréquence des rencontres? Sont-ils des appuis ou des obstacles?

- 4- Quels sont les secteurs d'activités économiques que vous allez privilégier à l'avenir?
- 5- Avez-vous déjà réalisé une étude sur le bilan de l'économie régionale?
- 6- Quels sont les secteurs forts et les secteurs faibles de l'économie régionale?
- 7- Quels sont les moyens utilisés pour participer à l'économie régionale?

ANNEXE 3

Schéma d'entrevue pour les dirigeants de PME

- 1- La définition d'une SODEQ?
- 2- Les objectifs d'une SODEQ?
- 3- Comment avez-vous pris connaissance de la SODEQ Sagamie? (médias d'information, contacts personnels, bulletin d'information, etc...)
- 4- Quels sont les critères d'admissibilité de la SODEQ Sagamie pour obtenir une aide financière?
- 5- Quelle est la forme d'aide financière que votre entreprise a obtenue?
- 6- Quelles sont les démarches effectuées pour obtenir une aide financière de la SODEQ Sagamie? (Formulaire de demande officielle, par entrevue personnelle, etc...)
- 7- Les raisons pour lesquelles vous avez demandé une aide financière à la SODEQ Sagamie plutôt qu'à un autre type d'institutions financières?
- 8- Qui a effectué l'étude de votre demande? (Un expert financier, un membre du C.A., un comité d'évaluation, etc...)
- 9- Existe-t-il un comité d'étude à la SODEQ Sagamie pour les demandes d'aide financières? Si oui, combien sont-ils et d'où proviennent-ils?
- 10- Quelle était la nature de votre demande de financement? (Modernisation d'équipements, expansion de l'entreprise, achat d'équipements, etc...)
- 11- Aviez-vous précisé la nature de votre demande au départ?
- 12- Le montant initial de votre demande d'aide? Le montant reçu?

- 13- Ce financement a-t-il occasionné la création d'emplois, le maintien des emplois ou la suppression d'emplois? Combien d'emplois ont-ils été créés, maintenus ou supprimés? Ce nombre d'emplois a-t-il été précisé dans votre demande initiale? Combien d'emplois à temps plein, à temps partiel?
- 14- Combien de temps s'est écoulé avant d'obtenir votre financement?
- 15- La SODEQ Sagamie est-elle détentrice d'un pourcentage des parts de votre entreprise? Si oui, quel est le pourcentage?
- 16- La SODEQ Sagamie a-t-elle un membre qui siège à votre conseil d'administration? Son rôle?
- 17- La SODEQ vous aide-t-elle pour la gestion de votre entreprise? Est-ce un membre de la SODEQ ou un expert d'une firme de consultant?
- 18- Avez-vous l'intention de faire appel encore à la SODEQ Sagamie pour d'autres financements?

BIBLIOGRAPHIE

Volumes et thèses

- ALBERTINI, J.M., SALEM, A., Comprendre les théories économiques, Tome I, Ed. du Seuil, Paris, 1983, 348 pages
- ALLAIRE, Yvan, "La nouvelle classe politique et les pouvoirs économiques", in Léonard J.F., éd., La chance au coureur, Ed. Nouvelle Optique, Montréal, 1978, 253 pages
- AMIN, Samir, Le Développement inégal, essai sur les formes sociales du capitalisme périphérique, Editions de Minuit, coll. Grands documents, Paris, 1973, 365 pages
- BELANGER, Yves, "Capital bancaire et fractions de classe au Québec", in Fournier, P., ed., Le capitalisme au Québec, Ed. Albert St-Martin, Montréal, 1978, pp. 301-357
- BERNIER, Gerald, "Le cas Québécois et les théories de développement et de la dépendance", in Edmond, Orban éd., La modernisation politique du Québec, Boréal Express, Montréal, 1976, pp. 19-54
- BOURQUE, Gilles et LEGARE, Anne, Le Québec. La question nationale, Petite collection, Maspero, Paris, 1979, 232 pages
- BRUNELLE, Dorval, La désillusion tranquille, Hurtubise HMH, Montréal, 1978, 225 pages
- BRUNELLE, Dorval, "Le capital, la bourgeoisie et l'Etat du Québec 1959-1976", in Fournier, Pierre éd., Le capitalisme au Québec, Ed. Albert St-Martin, Montréal, 1978, pp.79-108
- CARDOSO, F.H., Politique et développement dans les sociétés dépendantes, Paris, Anthropos, 1971, 293 pages
- CHAMRE DE COMMERCE DE LA PROVINCE DE QUEBEC, Pour une stratégie de développement industriel, la croissance des PME, Annexe technique, Juillet 1974, Montréal, 191 pages

- DESBIENS, Pierre, "Perspectives sur l'Etat québécois", in Fournier, P. éd., Le capitalisme au Québec, Ed. Albert St-Martin, Montréal, 1978, pp. 109-133
- DESJARDINS, Claude, La PME au Québec, situation et problèmes, Ministère de l'Industrie et du Commerce, Québec, 1977, 69 pages
- DOS SANTOS, "The structure of dependance", in K. Fam, D.C. Hodges, Readings in U.S. imperialism, Boston, Extending Horizon Books, 1971, pp. 225-236
- DUBUC, Alfred, "Les fondements historiques de la crise des sociétés canadienne et québécoise", in Fournier, P. éd., Le capitalisme au Québec, Ed. Albert St-Martin, Montréal, 1978, pp. 49-78
- DULONG, Renaud, "La crise du rapport Etat/Société locale vue au travers de la politique régionale", in Poulantzas, Nicos, La crise de l'Etat, P.U.F., Paris, 1976, pp. 209-232
- FORGET, Jacques, Le scandale des Caisses d'Entraide, Bibliothèque Finance, Montréal, 1981, 187 pages
- FOURNIER, Pierre, Les sociétés d'Etat et les objectifs économiques du Québec, Editeur Officiel du Québec, 1978, 145 pages
- FOURNIER, Pierre, "Projet national et affrontement des bourgeoisies Québécoise et canadienne", in Léonard, J.F., La chance au coureur, Ed. Nouvelle Optique, Montréal, 1978, pp. 39-59
- FOURNIER, Pierre, "Les nouveaux paramètres de la bourgeoisie québécoise", in Le capitalisme au Québec, Ed. Albert St-Martin, Montréal, 1978, pp. 135-181
- FRANK, André Gunder, Le développement du sous-développement. L'Amérique Latine, Paris, Maspero, 1969, 372 pages
- FRANK, André Gunder, Capitalisme et sous-développement en Amérique Latine, Paris, Maspero, 1968, 302 pages
- FRIEDMAN, Rose et Milton, La liberté du choix, Ed. Pierre Belfond, 1980, Paris, 316 pages
- FRIEDMAN, Milton, Capitalism and Freedom, The University of Chicago Press, U.S.A., 1962, 202 pages
- FRIEDMAN, Milton, Inflation et systèmes monétaires, Ed. Calmann-Lévy, Paris, 1977, 375 pages

- GALBRAITH, John Kenneth, L'Ere de l'opulence, Ed. Calmann-Lévy, Paris, 1961, 330 pages
- GALBRAITH, J.K., Le capitalisme américain, Ed. Génin, 2e édition, Paris, 1966, 250 pages
- GALBRAITH, J.K., Le nouvel état industriel, Ed. Gallimard, 3e édition, 1979, Bibliothèque des Sc. Humaines, Paris, 473 pages
- GALBRAITH, J.K., Le temps des incertitudes, Ed. Gallimard, Paris, 1978, 416 pages
- HAMEL, Pierre et LEONARD, J.F., Les organisations populaires, l'Etat et la démocratie, Ed. Nouvelle Optique, Montréal, 1981, 208 pages
- KEYNES, John Maynard, Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie, Paris, Ed. Payot, 1977, 386 pages
- KLEIN, Juan-Luis, Région, déploiement du capital et coût du travail. Contribution à l'analyse de la croissance manufacturière dans la région du Québec. Thèse de doctorat en géographie, Québec, Université Laval, Département de géographie, Mai 1981, 269 pages
- LAURIN-FRENETTE, Nicole, Production de l'Etat et formes de la nation, Ed. Nouvelle Optique, Montréal, 1978, 171 pages
- LENINE, V., L'Etat et la révolution, Editions en langues étrangères, Pékin, 1976, 157 pages
- LIPIETZ, Alain, Le capital et son espace, François Maspero, Paris, 1977, 165 pages
- MANDEL, Ernest, Traité d'économie marxiste, Tome 3, coll. 10/18, Paris, 1962, 310 pages
- MARX, Karl, ENGELS, Friedrich, Le manifeste du parti communiste, coll. 10/18, Paris, 1971, 188 pages
- McROBERTS, Kenneth et POSGATE, Dale, Développement et modernisation du Québec, Boréal Express, Montréal, 1983, 350 pages
- MICHALET, Charles-Albert, Le capitalisme mondial, Presses Universitaires de France, Economie en liberté, Vendôme, 1976, 233 pages
- MOISSET, Jean, L'Alcan et la croissance économique du Saguenay, Thèse de doctorat en économie, Fribourg, Université de Fribourg, Département des Sciences Economiques et Sociales, 1972, 231 pages

- NIOSI, Jorge, La bourgeoisie canadienne, La formation et le développement d'une classe dominante, Boréal Express, Montréal, 1980, 241 pages
- O.C.D.E., Problèmes et politiques relatifs aux petites et moyennes entreprises, Paris, 1971, 57 pages
- ORBAN, Edmond, "Introduction: indicateurs, concepts, objectifs", in Orban, Edmond, La modernisation politique du Québec. Boréal Express, Montréal, 1976, pp. 7-17
- PERROUX, François, L'économie du XXème siècle, P.U.F., 2e édition, Paris, 1964, 692 pages
- PETERSON, Rein, Petites et moyennes entreprises pour une économie équilibrée, Cercle du livre de France Ltée, Montréal, 1978, 249 pages
- SAINT-GERMAIN, Maurice, Une économie à libérer. Le Québec analysé dans ses structures économiques, Presses de l'Université de Montréal, Montréal, 1973, 471 pages
- SALEE, Daniel, "L'analyse socio-politique de la Société québécoise. Bilan et perspectives", in Espace régional et nation, en collaboration, Ed. Boréal Express, Montréal, 1983, pp. 15-49
- SALES, Arnaud, La bourgeoisie industrielle au Québec, Presses de l'Université de Montréal, 1979, 322 pages
- SCHUMACHER, E.F., Small is beautiful, Contretemps/Le Seuil, Paris, 1978, 316 pages
- SEGUIN, Marie-Thérèse, Petites et moyennes entreprises à l'heure de la restructuration de l'appareil de production, Thèse de doctorat en Sociologie, Paris, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Département de Sociologie, 1982, 442 pages
- SIMARD, Jean-Jacques, La longue marche des technocrates, Ed. Albert St-Martin, Montréal, 1979, 198 pages
- SIMARD, Jean-Jacques, "Québec et frères inc.: la cybernétisation du pouvoir" in La transformation du pouvoir au Québec, Acsalf: Colloque 1979, Ed. Albert St-Martin, Montréal, 1980, pp. 353-378
- TAYLOR, Norman, A Study of French Canadians as industrial entrepreneur, Yale University, 1957, 126 pages
- TOULOUSE, Jean-Marie, L'entrepreneurship au Québec, Les Presses H.E.C.. Fides, Montréal, 1979, 139 pages

Sources Gouvernementales

- BUREAU D'AMENAGEMENT DE L'EST DU QUEBEC, Esquisse du Plan. L'Industrie, Décembre 1965, Rimouski, 118 pages
- CANADA, BANQUE FEDERALE DE DEVELOPPEMENT, Nouvelles de la Petite entreprise, Hiver 1979/1980, Montréal, 6 pages
- CANADA, EDITEUR DE LA REINE, Rapport de la Commission Royale d'Enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, Livre III - Le monde du travail, Ottawa, 1969, 646 pages
- CANADA, EDITION LEMEAC, La rapport Gray sur la maîtrise économique du milieu national, ce que nous coûtent les investissements étrangers, Ottawa, 1971, 213 pages
- CANADA, MINISTERE DE L'EXPANSION ECONOMIQUE REGIONALE, Les orientations de développement économique régional dans la province de Québec, Ottawa, Février 1970, pp. 105-156
- QUEBEC, ASSEMBLEE NATIONALE, Discours sur le budget 1975-76, Ministère des Finances, 4e session, 30e législature, pp. 22-23
- QUEBEC, ASSEMBLEE NATIONALE, Journal des débats, 21 juin 1976, Vol. 17, No. 52, pp. 1625-1629
- QUEBEC, ASSEMBLEE NATIONALE, Journal des débats, 22 juin 1976, Vol. 17, No. 53, pp. 1645-1657
- QUEBEC, ASSEMBLEE NATIONALE, Journal des débats, 28-29 juin 1976, Vol. 17, No. 53, pp. B-3675 - B-3725
- QUEBEC, CONSEIL EXECUTIF, Revue OSE, Vol. 3, No. 6, Février-Mars 1981, 31 pages
- QUEBEC, EDITEUR OFFICIEL, Loi concernant les sociétés de développement de l'entreprise québécoise et modifiant la loi sur les impôts, Gazette officielle du Québec, 21 juillet 1976, 108ème année, No. 33, pp. 4299-4315
- QUEBEC, EDITEUR OFFICIEL, Règlement relatif à la création et à l'exploitation des sociétés de développement de l'entreprise québécoise, Gazette officielle du Québec, 1er juin 1977, 109e année, No. 20, pp. 2610-2616
- QUEBEC, EDITEUR OFFICIEL, Bâtir le Québec, Enoncé de politique économique, Québec, 1979, 523 pages

QUEBEC, EDITEUR OFFICIEL, Loi sur les compagnies, Chapitre c-38, Lois refondues du Québec, Québec, 1983, 94 pages

QUEBEC, EDITEUR OFFICIEL, Comité d'étude sur les institutions financières: Rapport, Québec, Juin 1969, 310 pages

QUEBEC, MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE, Répertoire des SODEQ, Québec, Février 1983, 1 page

QUEBEC, SECRETARIAT DES COMMISSIONS PARLEMENTAIRES, Commission permanente de l'industrie et du commerce, Projet de loi 6 concernant les sociétés de développement de l'entreprise québécoise et modifiant la loi sur les impôts, Québec, 1976

Articles de périodiques et documents de travail

COTE, Marcel, "Les premières années d'une PME technologique de pointe", Ingénieur, Juillet-Août 1979, No. 332, pp. 19-27

DELL'ANIELLO, Paul, "Croître ou disparaître. Le dilemme majeur des PME", Revue Commerce, Février 1980, pp. 22-26

DELL'ANIELLO, Paul, "La première journée dans la vie d'une PME", Revue Commerce, Mars 1980, pp. 36-38

DELL'ANIELLO, Paul, "La crise du lancement", Revue Commerce, Avril 1980, pp. 36-44

DELL'ANIELLO, Paul, "Seul ou avec d'autres", Revue Commerce, Mai 1980, pp. 38-41

DELL'ANIELLO, Paul, "La PME a-t-elle besoin d'un conseil d'administration", Revue Commerce, Juin 1980, pp. 34-36

DELL'ANIELLO, Paul, "La croissance, phase critique", Revue Commerce, Juillet 1980, pp. 22-23

DELL'ANIELLO, Paul, "Le "Weight watching" dans la PME", Revue Commerce, Août 1980, pp. 20-24

DELL'ANIELLO, Paul, "Subventionner l'assurance des administrateurs de PME: Pourquoi Pas?", Revue Commerce, Septembre 1980, pp. 28-30

DELL'ANIELLO, Paul, "La planification de la planification", Revue Commerce, Octobre 1980, pp. 30-32

- DERY, Roger, JORIS, Albert, TAPON, François, Rapport du comité chargé d'étudier les modalités de réalisation d'une société de développement régional, Chicoutimi, Décembre 1969, 38 pages
- FRAZEE, Rowlande, "Les chefs d'entreprise de demain", Revue Commerce, Octobre 1979, pp. 144-148
- GASSE, Yvon, "L'idéologie d'affaires et les aptitudes cybernétiques des entrepreneurs québécois: considérations méthodologiques", Working Paper, Sherbrooke, Université de Sherbrooke, Faculté d'administration, Juin 1975, 30 pages
- GASSE, Yvon, "Modèle d'entrepreneurship: profil et rôles", Working Paper, Sherbrooke, Université de Sherbrooke, Faculté d'administration, Mai 1976, 32 pages
- GASSE, Yvon, "Les prédispositions cybernétiques et la croissance relative de son organisation", Working Paper, Sherbrooke, Université de Sherbrooke, Faculté d'administration, Septembre 1974, 19 pages
- GOVERNEMENT DU QUEBEC, "Le dirigeant de PME et son accès aux connaissances technologiques", Développement-Québec, Avril-Mai 1979, pp. 12-14
- ISAAC, Pierre-Charles, "La crise du capital de risque et le financement des petites et moyennes entreprises innovantes", Reflets et perspectives de la vie économique, Tome XV, Mars 1976, pp. 15-28
- JOUANDET-BERNADAT, Roland, "Bilan, perspectives et éléments de stratégie, Secteur des industries manufacturières", L'actualité économique, Montréal, H.E.C., 50ème année, No. 3, Juillet-Septembre 1974, pp. 342-349
- JOUANDET-BERNADAT, Roland, Les industries manufacturières du Québec, Montréal, Université de Montréal, C.R.D.E., Dossier No. 2, Octobre 1973, 102 pages
- LAVERTUE, Robert, Région, classes sociales et industrie: la question beauceronne, Québec, Université Laval, Département de géographie, Notes et documents de recherche, No. 15, Mars 1981, 142 pages
- LEGENDRE, Camil, Le développement et les organisations; le destin des contracteurs forestiers, Chicoutimi, Université du Québec à Chicoutimi, Département des Sciences Humaines, 46 pages
- LITVAK, Isaiah, MAULE, Christopher, "Profiles of technical entrepreneurs", The business quarterly, Summer 1974, pp. 40-49

- PELLETIER, Michel, VAILLANCOURT, Yves, Les politiques sociales et les travailleurs, Cahier IV: les années '60, Montréal, 1974, pp. 82-138
- PREVOST, Paul, La problématique économique au Saguenay-Lac St-Jean, Chicoutimi, Université du Québec à Chicoutimi, L.E.E.R., 1979, 16 pages
- RYBA, André, DESNOYERS, André, Le secteur financier et les entreprises au Québec: financement, information et placement, Montréal, Université de Montréal, C.R.D.E., Dossier 8, 1974, pp. 139-175
- SAVARIA, Jules, "Le Québec est-il une société périphérique?", Sociologie et sociétés, Vol. 2, Novembre 1975, pp. 115-128
- SEGUIN, Marie-Thérèse, ROY, Rita et alii, Profil des PME manufacturières au Saguenay-Lac St-Jean, Chicoutimi, Université du Québec à Chicoutimi, L.E.E.R., Document No. 2, Janvier 1982, 100 pages
- SHOONER, Pierre, "Les besoins des PME en informations scientifiques et techniques", Revue Commerce, Septembre 1978, pp. 56-64
- TAYLOR, Norman W., "L'industriel canadien-français et son milieu", Recherches sociographiques, Vol. 11, No. 2, Avril-Juin 1961, pp. 123-150

Articles de journaux

- "La petite entreprise reçoit désormais une aide multiforme", Les Affaires, 16 février 1976, p. 43
- ATE, Yao Naari, "De l'investisseur au manufacturier, un pont sécurisant: La Beauce Appalaches Inc.", Le Devoir, 13 juin 1980, p. XII
- AUDET, Georges, "Les SODEQ: un actif pour la communauté", Les Affaires, 26 février 1983, p. 7
- BEAUCHAMP, Claude, "La SODEQ de la rive-sud entend privilégier l'industrie aéronautique", Le Journal des Affaires, 27 octobre 1980, p. 10
- BORDELEAU, Daniel, "Le capital de risque, un secteur qui demande encore à se développer", Les Affaires, 10 octobre 1981, supplément, p. S-22
- CLOUTIER, Laurier, "Les SODEQ assises depuis trop longtemps sur leur or", La Presse, 26 février 1981, p. B-3

- CLOUTIER, Laurier, "Les SODEQ vers un regroupement", La Presse, 26 février 1981, p. B-3
- FORGET, Jacques, "L'affaire SODECOM: les investisseurs sont-ils perdants", Finance, 7 février 1983, p. 5 et 8
- GAGNE, Jean-Paul, "D'ici la fin 1979. Huit SODEQ auront fait souscrire 15\$ millions", Le Soleil, 13 octobre 1979, p. B-17
- GAGNE, Jean-Paul, "Les SODEQ: un abri fiscal pour les investisseurs", Le Soleil, 13 octobre 1979, p. B-17
- HAINS, André, "Les emplois créés par les SODEQ coûtent sept fois moins chers", Les Affaires, 16 octobre 1982, p. S-14
- LASSONDE, Normand, "Initiatives nouvelles des SODEQ", Les Affaires, 9 janvier 1982, p. 31
- MARTEL, Pierre, "La Chambre de Commerce du Québec préconise la création de SODEQ immobilières", Le Soleil, 13 juin 1980, p. B-2
- NADEAU, Michel, "La SODEQ Beauce-Appalaches vient chercher 2\$ millions à Montréal", Le Devoir, 29 novembre 1979, p. 15
- NADEAU, Michel, "Les SODEQ pourront se fusionner", Le Devoir, 11 mars 1983, p. 5
- PUBLI-REPORTAGE, "Formidable exemple d'entrepreneurship", Le Quotidien, 17 mai 1984, p. 14
- ROBERGE, François, "Les SODEQ du Québec: 40\$ millions de capital de risque", Dossier spécial, Finance, 2 mars 1981, pp. 19-22
- THELLIER, Marie-Agnès, "Les SODEQ fêtent en Beauce la remise du premier certificat d'incorporation", Le Devoir, 16 novembre 1978, p. 23

Documents non publiés

a) Rapports annuels des SODEQ

SODEQ du Bassin Richelieu Inc., Rapport annuel de l'exercice initial de six mois terminé le 31 mai 1980, Saint-Jean-sur-Richelieu, Québec, 19 juin 1980.

SODEQ du Bassin Richelieu Inc., Rapport annuel 1981, Saint-Jean-sur-Richelieu, 3 juillet 1981

- SODEQ du Bassin Richelieu Inc., Troisième rapport annuel, Saint-Jean-sur-Richelieu, 25 juin 1982
- SODEQ Beauce-Appalaches Inc., Rapport annuel 1979, Ville St-Georges, 2 octobre 1979
- SODEQ Beauce-Appalaches Inc., Rapport annuel 1980, Ville St-Georges, 17 octobre 1980
- SODEQ Beauce-Appalaches Inc., Le Partenaire, Vol. 1, No. 2, St-Georges, Mai 1981
- SODEQ Beauce-Appalaches Inc., 3e Rapport annuel, Ville St-Georges, 21 octobre 1981.
- SODEQ Beauce-Appalaches Inc., Rapport annuel 1982, Ville St-Georges, 25 octobre 1982
- SODEQ Centre du Québec Inc., Premier rapport annuel 1980-81, Drummondville, 15 juin 1981
- SODEQ Centre du Québec Inc., Rapport annuel 1981-82, Drummondville, 21 juillet 1982
- SODEQ Centre du Québec Inc., Nouvelles, Drummondville, 1er février 1983
- SODEQ de l'Est du Québec, Rapport annuel au 30 juin 1980, Rimouski, 10 juillet 1980
- SODEQ de l'Est du Québec, Rapport annuel 1981, Rimouski, 27 août 1981
- SODEQ de l'Est du Québec, Rapport annuel 1982, Rimouski, 30 juillet 1982
- SODEQ Estrie Inc., Miser sur l'avenir. Rapport annuel 1980, Roch Forest, 14 octobre 1980
- SODEQ-Estrie Inc., Rapport du vérificateur, Roch Forest, 25 septembre 1981
- SODEQ Estrie Inc., Rapport annuel 1982, Sherbrooke, 20 octobre 1982
- SODEQ de Lanaudière Inc., Premier rapport annuel 1981, Montréal, 9 juillet 1981
- SODEQ de Lanaudière Inc., Rapport annuel 1982, Repentigny, 8 juillet 1982
- SODEQ Laval, Premier rapport annuel 1981, Un investissement déjà profitable, Laval, 8 septembre 1981

- SODEQ Laval, Rapport annuel 1982. Un investissement doublement profitable, Laval, 26 août 1982
- SODEQ Nord-Ouest Inc., Rapport annuel 1980, Rouyn, 1980
- SODEQ Nord-Ouest Inc., Rapport annuel 1981, Rouyn, 9 octobre 1981
- SODEQ Nord-Ouest Inc., Rapport annuel 1982, Rouyn, 3 août 1982
- SODEQ Rive-Sud Métropolitaine Inc., Rapport financier annuel, Longueuil, 22 septembre 1981
- SODEQ Rive-Sud Métropolitaine Inc., Rapport financier annuel 31 août 1982, Longueuil, 1er octobre 1982
- SODEQ Sagamie Ltée, Rapport annuel 1980, Chicoutimi, 29 janvier 1981
- SODEQ Sagamie Ltée, Rapport d'activités 1981, Jonquière, 1981
- SODEQ Sagamie Ltée, Etats financiers et rapport des vérificateurs au 31 décembre 1982, Chicoutimi, 24 février 1983
- SODEQ Sagamie Ltée, Rapport annuel 1983, Chicoutimi, 20 février 1984
- SODEQ-Sodebec Inc., Rapport annuel 1979-1980, Québec, 18 août 1980
- SODEQ-Sodebec Inc., Rapport annuel 1980-1981, Québec, 2 novembre 1981
- SODEQ-Sodebec Inc., Rapport annuel 1981-1982, Québec, 30 août 1982
- SODEQ-Sodecom, Rapport annuel 1982, Montréal, 16 septembre 1982

b) Documents internes des SODEQ

- POMMERLEAU, Pierre-André, Commentaires et suggestions sur le développement des Sociétés de Développement de l'Entreprise Québécoise, Ville St-Georges, Février 1983, 6 pages
- SODEQ de l'Est du Québec, Mémoire concernant les SODEQ, Rimouski, 2 février 1983, 8 pages
- SODEQ Sagamie Ltée, Liste des dossiers étudiés à la SODEQ, Jonquière, Mai 1983, 2 pages
- SODEQ Sagamie Ltée, Répartition actionnaires SODEQ Sagamie Ltée par montant investi, Jonquière, Mai 1983, 1 page

- SOSEQ Sagamie Ltée, Liste des dossiers étudiés à la SOSEQ, Jonquière, Mai 1983, 1 page
- SOSEQ Sagamie Ltée, Document d'incorporation de la SOSEQ Sagamie Ltée, Chicoutimi, 9 mars 1979, 15 pages
- SOSEQ Sagamie Ltée, Annexe 1. Texte présenté aux requérants sollicités, Chicoutimi, Mars 1979, 11 pages
- SOSEQ Sagamie Ltée, Annexe 11, Prospectus préliminaire, Chicoutimi, Mars 1979, 6 pages
- SOSEQ Sagamie Ltée, Règlements de la SOSEQ Sagamie, Jonquière, Décembre 1979, 21 pages
- SOSEQ Sagamie Ltée, Annexe 111. Etats financiers Pro-forma, Chicoutimi, Mars 1979, 3 pages

c) Autres documents

- BULLOCH, John F., L'Utilisation du Videotek pour les petites entreprises et leurs associations, Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, Ottawa, 20 octobre 1981, 13 pages
- CHAMBRE DE COMMERCE DE LA PROVINCE DE QUEBEC, La croissance des petites et moyennes entreprises au Québec, Octobre 1974, 20 pages
- KOSTUCH, M.J., The role of venture capital in small business development and growth, Presentation to the Eight International Symposium in Small Business, Ottawa, 20 octobre 1981, 45 pages
- SOCIETE DE GESTION LAC ST-JEAN (SOGELAC), Prospectus, Alma, 8 septembre 1972

Documents enregistrés

- ENTREVUE No. 1, Chicoutimi, Membre du conseil d'administration de la SOSEQ Sagamie, 18 avril 1983, durée: 1 heure 15 minutes
- ENTREVUE No. 2, Chicoutimi, Personne-ressource de l'entreprises Produits Alimentaires Allard Inc., 26 avril 1983, durée: 45 minutes
- ENTREVUE No. 3, Jonquière, Membre du C.A. de la SOSEQ Sagamie, 27 avril 1983, durée: 1 heure 30 minutes

ENTREVUE No. 4, St-Nazaire, Lac St-Jean, Membre du C.A. de la SODEQ Sagamie Ltée, 2 mai 1983, durée: 1 heure 10 minutes

ENTREVUE No. 5, Chicoutimi, Personne-ressource de l'entreprise Electro Mécanic OHMEC Inc., 26 mai 1983, durée: 1 heure 15 minutes

ENTREVUE No. 6, Chicoutimi, Membre du C.A. de la SODEQ Sagamie Ltée, 30 mai 1983, durée: 50 minutes

ENTREVUE No. 7, Ville de La Baie, Personne-ressource de l'entreprise Les Ebénisteries La Baie, 1er juin 1983, durée: 50 minutes